

ASSIGNATION À COMPARAÎTRE  
EN RÉFÉRÉ DEVANT MME M. LE PRÉSIDENT  
DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE .....  
[articles 808 et 809 du Code de procédure civile]

**L'AN DEUX MILLE DIX HUIT ET LE .....**

À LA DEMANDE DES ..... PERSONNES SUIVANTES :

- **Madame** ....., demeurant .....,  
....., née le ....., de nationalité ..... ;
- **Madame** ....., demeurant ....., née le  
....., de nationalité ..... ;
- **Monsieur** ....., demeurant ....., né le  
....., de nationalité ..... ;
- **Madame** ....., demeurant .....,  
....., née le ....., de nationalité Française ;
- **Monsieur** ....., demeurant .....,  
....., né le ....., de nationalité ..... ;
- [...]

Ci-après les demandeurs.

Ayant pour avocat postulant :

- **Me** .....  
**Avocat au Barreau de** .....  
.....  
Tél. : . . . . . - Fax : . . . . .  
Mél : .....

Ayant pour avocats plaidants :

- **Me Arnaud DURAND**  
**Avocat au Barreau de Paris**  
Lexprecia - 33 rue du Petit Musc - 75004 PARIS  
Tél. : 01 75 432 432 - Fax : 01 75 432 433  
Mél : [ad@lexprecia.com](mailto:ad@lexprecia.com) - Toque : D1166
- **Christophe LÈGUEVAQUES SELARL**  
**Avocat au Barreau de Paris**  
MySmartCab - 4 avenue Hoche - 75008 PARIS  
Tél. : 05 62 30 91 52 - Fax : 05 61 22 43 80  
Mél : [cl@cle-avocats.com](mailto:cl@cle-avocats.com) - Toque : B0494

**J'AI, HUISSIER SOUSSIGNÉ**

DONNÉ ASSIGNATION À COMPARAÎTRE EN RÉFÉRÉ

À :

**La SA ENEDIS, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance** au capital de 270.037.000 € ; dont le siège social est sis au 34 place des Corolles, 92400 COURBEVOIE ; prise en la personne de son représentant légal domicilié audit siège.

Ci-après **ENEDIS SA.**

DEVANT :

**Mme M. le Président**

**du Tribunal de grande instance de .....**

.....

**À L'AUDIENCE** DU :

.....

TRÈS IMPORTANT : **À défaut soit de comparaître personnellement, assisté ou non d'un avocat, soit d'être représenté à l'audience par un avocat, vous vous exposez à ce qu'un jugement soit rendu sur les seuls éléments fournis par le demandeur.**

Pour le bon éclairage de Madame Monsieur le Président, le fond de cette affaire considérable sera *évoqué*, en résumant ses scènes essentielles au titre des **Faits**, manœuvres de la société ENEDIS, interventions intéressées d’experts, organisation de mesures trompeuses pour duper les agences et les consommateurs, etc. Une **Discussion** plus succincte suivra sur les motifs des demandeurs à hauteur de référé en l’absence de difficulté particulière pour fonder les mesures requises.

FAITS.....	5
I/ LES PARTIES .....	5
A. Les demandeurs.....	5
B. LA SA ENEDIS.....	6
II/ LE CONTEXTE SOCIÉTAL ET INSTITUTIONNEL .....	8
A. Les considérations de la CNIL .....	8
B. L’avis de la Cour des comptes.....	9
C. La situation de l’ANSES .....	10
D. L’implantation de l’ANFR .....	11
E. Le CSTB .....	12
III/ CONTEXTE JURIDIQUE EUROPÉEN.....	14
A. Les dispositions visées par ENEDIS SA .....	14
B. Les dispositions ignorées par ENEDIS SA .....	18
IV/ LA COMPOSITION RÉELLE DU “LINKY” .....	21
A. Le projet dit “Linky” .....	21
B. L’organisation de poses forcées .....	24
C. La <i>cause</i> de la société ENEDIS pour le profilage .....	24
V/ LES CHAMPS ÉLECTROMAGNÉTIQUES .....	31
A. Définitions classiques.....	31
VI/ L’effet des champs électromagnétiques sur l’être humain .....	37
A. La position du problème.....	37
B. L’état des connaissances officiel français .....	40
C. L’électrohypersensibilité .....	44
VII/ LES EXPOSITIONS DUES AUX NOUVEAUX CPL DU “LINKY”.....	48
A. Les radiofréquences des nouveaux CPL .....	48
B. La chronicité des nouvelles expositions .....	50
C. L’intensité des champs magnétiques ajoutés.....	53
VIII/ LES PRODUITS ET SERVICES DÉFECTUEUX .....	58
A. Le recours fait par ENEDIS SA à des non-professionnels de l’électricité.....	60
B. L’absence de certaines opérations essentielles de sécurité.....	60
C. Le défaut de sécurité du “Linky” .....	61
PROCÉDURE .....	62
I/ LES MISES EN DEMEURE .....	62
1) La mise en demeure du 4 juillet 2018 .....	62
2) L’absence de réaction utile de la société ENEDIS .....	62

II/ L’INSTANCE.....	63
A. L’assignation à comparaître .....	63
B. La compétence du Tribunal .....	63
DISCUSSION .....	64
I/ LES TROUBLES MANIFESTES .....	64
A. La liberté de choix du consommateur .....	64
B. Les clauses abusives .....	66
C. La violation du RGPD .....	68
D. La violation de l’ordre public économique .....	70
E. Les défauts .....	72
F. Le droit au respect de la santé .....	73
III/ L’URGENCE, POUR LES MESURES QUI LA REQUIÈRENT .....	75
IV/ LES MESURES REQUISES .....	76
V/ LES DÉPENS ET FRAIS IRRÉPÉTIBLES .....	76
PAR CES MOTIFS .....	77
ANNEXE I – Liste des points de livraison .....	79
LISTE DES PIÈCES .....	80

\* \* \*

# FAITS

## I/ LES PARTIES

### A. Les demandeurs

En Provence Alpes du Sud, ce sont 298 citoyens, 156 femmes et 142 hommes, qui saisissent le Tribunal dans le but de voir enfin leurs droits rétablis.

Ces personnes saisissent Madame Monsieur le Président afin d'obtenir les mesures contraignantes contre une société, qui les force *matériellement* – tout en prétendant qu'ils resteraient *virtuellement* libres de s'exposer ou non à l'appareil litigieux, à la captation de vie privée et aux rayonnements qu'il introduit dans leur habitat.

À l'origine, ces personnes ont été étonnées de voir la défenderesse leur proposer gratuitement de coûteux produits et services en vue de diminuer les sommes qui leurs seront facturées. Lorsque à la gratuité prétendue s'est substituée une prétendue obligation, elles se sont interrogées et se sont renseignées contradictoirement.

Après avoir constaté que les actes de la société ENEDIS étaient en réalité commis à leur préjudice, ces hommes et ces femmes n'ont pas eu d'autres choix que de saisir le juge judiciaire pour **faire cesser les troubles manifestes**.

Aussi, les demandeurs exposent dans les *cahiers de doléances* produits à l'instance ce qui leur paraît utile de porter à la connaissance de Madame Monsieur le Président en vue de permettre à la Justice de mieux comprendre le contexte des faits reprochés à la partie adverse.

#### Pièce C.0 - Cahiers de doléances

Le prononcé des mesures requises permettra en outre au Tribunal, *obiter dictum*, d'amener la société ENEDIS à **restaurer utilement une confiance durement atteinte par ses propres pratiques**. Une fois les agissements de cette société confrontés à la lueur du droit, cette société pourra retrouver le sens de son engagement. Les institutions qu'elle a trompées, comme il sera exposé ci-après, pourront restaurer leur légitimité dans un cadre démocratique.

Une majorité des demandeurs à ces procédures invoque d'abord **sa liberté de choix pour accéder à un bien nécessaire**<sup>1</sup> sans être contraint de mettre à nu ses données personnelles comme sa santé. C'est notamment le cas de toutes celles et ceux qui n'invoquent pas de pathologie particulière.

Bien que des procédures distinctes aient été organisées, cette majorité **ne peut cacher la minorité des personnes malades**, dont le corps souffre déjà de préjudices liés à un environnement dont l'équilibre est perturbé. Soit que leur pathologie spécifique puisse être liée à des expositions aux champs électromagnétiques (CEM), ce qui fait l'objet d'autres procédures, soit qu'un environnement de plus en plus chargé de différents champs électromagnétiques artificiels leur cause des dommages, souvent non spécifiques – c'est l'*électrohypersensibilité*<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Aux termes de l'article 121-1 alinéa 4 du Code de l'énergie, est reconnu « le droit de tous à l'électricité, un bien de première nécessité [...] ».

<sup>2</sup> Si l'OMS relate les discussions sur les causes de l'électrohypersensibilité, elle en reconnaît néanmoins l'existence depuis décembre 2005.

Qu'ils soient malades ou non, aucun n'entend subir à demeure les nouveaux champs électromagnétiques<sup>3</sup> ajoutées dans leur habitat par "Linky".

La majorité invoque notamment, outre sa liberté de choix, **le respect du principe de précaution**. La minorité, malade, ajoute à ce principe constitutionnel la démonstration d'un **risque de dommages imminents**.

Ce sont ainsi quatre procès que les demandeurs introduisent devant le Tribunal de Céans, à savoir la présente procédure, ainsi que d'autres faisant l'objet d'écritures distinctes :

- Défense des personnes dites saines<sup>4</sup> et auxquelles l'appareil "Linky" n'a pas encore été posé [côtes SN.1 et suivantes] ;
- Défense des personnes dites saines mais ayant déjà subi la pose du matériel litigieux [côtes SP.1 et suivantes] ;
- Défense des personnes électrohypersensibles et n'ayant pas encore subi cette pose [côtes EN.1 et suivantes] ;
- Défense des personnes électrohypersensibles ayant subi la même pose [côtes EP.1 et suivantes].

Une présentation succincte de la société commerciale défenderesse permettra de mieux comprendre la teneur des faits juridiques qu'elle commet et des actes juridiques qu'elle prend.

## **B. LA SA ENEDIS**

### **1) La constitution de la société**

La date récente de constitution de la société ENEDIS (a) n'annihile pas son patrimoine de connaissances plus ancien en matière d'exposition aux champs électromagnétiques (b).

#### **a) La date théorique de constitution**

ENEDIS est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance immatriculée sous la dénomination sociale *Électricité Réseau Distribution France* (ERDF) au RCS de Nanterre le 7 août 2007. Son capital social est aujourd'hui à hauteur de 270.037.000 Euros.

#### **Pièce A.1 - Kbis de la société ENEDIS ex ERDF**

Par application des **articles 13 s. de la loi n°2004-803 du 9 août 2004 relative au service public de l'électricité et du gaz et aux entreprises électriques et gazières** telle que modifiée par la **loi n°2006-1537 du 7 décembre 2006 relative au secteur de l'énergie**, aujourd'hui codifiés aux articles **L.111-57 s. du Code de l'énergie**, ENEDIS ex ERDF SA est une personne morale *a priori* juridiquement distincte et gérée indépendamment de tout producteur ou fournisseur d'électricité, au sens des dispositions susvisées.

Les relations entre ENEDIS SA et le groupe ÉLECTRICITÉ DE FRANCE SA sont néanmoins restées étroites et il est notoire que la première est une filiale captive de la seconde. Au besoin, le document de référence 2017 destiné à la conviction des investisseurs l'expose assez bien dans son organigramme du groupe.

<sup>3</sup> Les "nouveaux" champs électromagnétiques seront détaillés plus bas, ENEDIS SA indiquant tantôt qu'il n'y aurait pas davantage de CEM à raison du "Linky", tantôt qu'il s'agirait d'un ajout très limité, tantôt, et de manière surprenante, que grâce à "Linky" il y en aurait moins qu'auparavant.

<sup>4</sup> Les personnes "saines" ne sont pas nécessairement indemnes. Mais seules celles fournissant un certificat médical ont été acceptées au titre des personnes malades, à fin de clarté pour Madame Monsieur le Président.

**Pièce A.2 - EDF, extraits du Document de référence 2017**

Le 1<sup>er</sup> juin 2016, « *Électricité Réseau Distribution France* » a supprimé le sigle ERDF et a modifié sa dénomination sociale ainsi que son nom commercial pour « *ENEDIS* ». C'est essentiellement sous cette nouvelle dénomination qu'elle sera ici désignée, bien que des pièces et parfois les écritures puissent faire référence à son ancienne dénomination en raison justement du contexte historique.

**b) L'ancienneté du patrimoine technique et scientifique**

Si d'après la défenderesse, ENEDIS a été créée en 2008 dans le cadre de l'ouverture du marché de l'électricité à la concurrence, « son histoire commence pourtant au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle [...] » (gras et souligné ajoutés).

Pièce A.2 – A.3 - Histoire d'ENEDIS SA sur <<https://www.enedis.fr/histoire>>

Le rappel de cette histoire permettra de comprendre ultérieurement pourquoi et comment ENEDIS connaît pleinement les risques sanitaires qui résultent des actes et faits incriminés qu'elle commet au préjudice des demandeurs, ainsi contraints d'élever la présente instance en vue de rétablir une situation conforme au droit.

**2) Monopole et contreparties**

**a) Le monopole d'ENEDIS**

Aux termes de l'article L. 111-52 du Code de l'énergie, la société ENEDIS SA dispose d'un monopole sur la distribution dans les zones qu'elle dessert :

---

« Les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité sont, **dans leurs zones de desserte exclusives** respectives :

1° **La société gestionnaire des réseaux publics de distribution issue de la séparation** entre les activités de gestion de réseau public de distribution et les activités de production ou de fourniture exercées par Électricité de France en application de l'article L. 111-57 ; [...] »

---

La situation d'un client est déterminée par son point de livraison, dit PDL et ainsi défini par ENEDIS SA : « *Le point de livraison correspond à une référence géographique, attribuée par Enedis, pour désigner de façon unique le point où un utilisateur peut soutirer ou injecter de l'électricité. Il ne s'agit pas d'un ouvrage physique du réseau électrique. Il coïncide généralement avec le point de connexion.* ».

Pièce A.4 - Définition du point de livraison sur <<https://www.enedis.fr/glossaire/P/Point%20de%20livraison>>

C'est ainsi qu'ENEDIS SA est **en situation de monopole** sur la distribution d'électricité sur 95% du territoire, et plus spécifiquement **vis-à-vis des consommateurs parties à la présente instance**.

**b) L'obligation d'objectivité, de transparence et de non-discrimination**

Aux termes de l'article L. 322-8 du même code, ENEDIS SA est chargée d'assurer l'accès au réseau de distribution dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires :

---

« 1° De définir et de mettre en œuvre les politiques d'investissement et de développement des réseaux de distribution afin de permettre le raccordement des installations des consommateurs et des producteurs ainsi que l'interconnexion avec d'autres réseaux ; [...] 4° **D'assurer, dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires, l'accès à ces réseaux** ; [...] »

---

### c) Création et direction de l'Agence ORE

Dans un contexte de crise sur le “Linky”, la société ENEDIS a créé l’association d’entreprises “AGENCE ORE” ayant pour objet social de « *mutualiser des moyens et des services entre les gestionnaires de réseaux de distribution GRD sur une partie des dispositions légales inhérentes à la mission de service public incombant aux GRD en matière de services numériques* ».

Elle est dirigée par la Directrice du numérique de la société ENEDIS, laquelle expose à propos de cette association “AGENCE ORE” :

*« L’objectif est de rendre les services numériques accessibles à tous, en permettant à tous les distributeurs d’être au niveau des exigences légales (par exemple du point de vue des bilans électriques).*

*Un accord a été scellé parmi ces 170 acteurs en moins de huit mois, car il y avait urgence dans cette mise à niveau, afin que nous soyons tous capables de remplir nos obligations avec le même niveau d’excellence. »*

**Pièce A.5 - Colloque UFE 2017, *Demain ne sera pas comme hier, il sera nouveau et dépendra de nous...*,  
Tables rondes chaîne de valeur et cybersécurité**

*L’observation du contexte sociétal et institutionnel permettra de mieux comprendre le contexte dans lequel ENEDIS SA porte atteinte aux droits des demandeurs.*

## II/ LE CONTEXTE SOCIÉTAL ET INSTITUTIONNEL

*Pour appréhender le contexte sociétal, on évoquera quelques remarques de la CNIL sur les réseaux intelligents (A), l’avis de la Cour des comptes (B) ainsi que la situation de l’ANSES (C), de l’ANFR (D) et du CSTB (E).*

### A. Les considérations de la CNIL

#### 1) Remarques générales de la CNIL sur les réseaux dits intelligents

C’est la question de la ville intelligente, à laquelle ENEDIS SA rattache le “Linky”. On se contentera ici de quelques extraits des Cahiers de la CNIL (IP n°5), *La plateforme d’une ville*, Chapitre *La ville liquide* :

On ne parle alors que de *smart grids* et bien sûr de leur extension terminale que sont les compteurs communicants et intelligents. Pourtant, là aussi, la seule adjonction de connectivité et d’« intelligence » ne permet pas de réduire les consommations : elle permet seulement de créer des voies d’optimisation, par plus d’efficacité mais aussi par les modi-

fications des comportements, obtenus par la responsabilisation... ou par la surveillance, et à des risques du point de vue de la protection de la vie privée des habitants<sup>40</sup>. Ainsi, de nombreux promoteurs de projets énergétiques intelligents misent sur la comparaison entre ménages, entre voisins. Certes, il s’agit essentiellement de s’appuyer sur des motivations normales de l’individu, mais une telle tendance peut immanquablement interpeller par le risque de « surveillance latérale<sup>41</sup> » qu’elle porte en elle.

**D’OÛL  
E-FICTION :**

**imaginait en  
deshumanisée  
n ordinateur.**

*l’une galaxie éloignée de  
humains sont abolis. Elle  
r central, Alpha 60. Dans  
lous ne savons rien. Nous  
tirons des conclusions »,*



[...]

Les sujets de flux autres que ceux de mobilité soulèvent des risques similaires. Pourtant, il y a une particularité à ces questions d'énergie, de déchets, d'eau : elles poussent à s'intéresser, pour reprendre une image traditionnellement utilisée pour les réseaux de communication, au dernier mètre de la smart city : le bâtiment, en particulier le logement. Si les enjeux d'optimisation des mobilités se trouvent, par essence, dans l'espace public, le centre névralgique de collecte de données permettant de maîtriser la demande en énergie ou la production de déchets se situe à l'intérieur des bâtiments commerciaux, des bureaux et, bien sûr, entre les quatre murs des logements des citoyens. Cet intérieur se trouve en quelque sorte investi : une ville ne saurait devenir pleinement intelligente sans plonger ses capteurs, ses réseaux jusqu'à l'intérieur des logements, vus comme autant de pseudopodes de la ville néo-cybernétique. Évidemment, l'atteinte à l'intimité de la vie privée n'en est que plus flagrante : si l'optimisation des flux de mobilité pose la question de la liberté d'aller et venir anonymement, la smart city pose aussi la question de notre capacité à préserver notre domicile du regard inquisiteur du reste de la société.

[...]

Pièce A.8 - Cahiers CNIL IP n°5 La plateforme d'une ville, La ville liquide

## 2) Les recommandations générales

L'article précité aboutit aux *enjeux* et *recommandations* suivants :

ENJEUX	RECOMMANDATIONS
<ul style="list-style-type: none"><li>&gt; La notion d'intérêt général risque de se résumer à un calcul d'optimisation algorithmique de la somme des intérêts particuliers.</li><li>&gt; Le logement, vu comme le dernier mètre de la smart city, tend à devenir transparent au regard de celle-ci.</li><li>&gt; Des silos de services des collectivités risquent d'être remplacés par des lacs de données contrôlés par des acteurs privés.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>&gt; Prendre en compte la sensibilité particulière des données de localisation pour la mise en conformité de traitements s'appuyant sur ces données.</li><li>&gt; Sanctuariser le logement et garantir les individus contre une approche inquisitoriale de la smart city vis-à-vis des domiciles en distinguant ce qui est fait sous son contrôle et ce qui constitue des sortes de pseudopodes de la ville intelligente dans le logement.</li><li>&gt; Organiser le retour de données de qualité vers l'acteur public (en complément de l'open data).</li><li>&gt; Construire des mécanismes diversifiés et adaptés de gouvernance de la réutilisation des données distinguant les situations et les finalités.</li></ul>

Pièce A.8 - Cahiers CNIL IP n°5 La plateforme d'une ville, La ville liquide

## B. L'avis de la Cour des comptes

En simple, pour la Cour des comptes, on relèvera seulement que le “Linky” est un dispositif « coûteux pour le consommateur mais avantageux pour Enedis ». On renverra, au besoin, à la consultation du chapitre du Rapport annuel consacré à l'objet litigieux.

Pièce A.9 - Cour des comptes, Rapport public annuel 2018, Tome I, Chapitre 2

## C. La situation de l'ANSES

L'organisation de cette agence de santé présente l'intérêt d'une structure sous tutelle prometteuse (1), bien que des limites à l'indépendance des expertises soient reconnues (2).

### 1) La structure sous tutelle de l'agence

#### a) Missions générales

En matière d'environnement, l'Agence Nationale de Sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'Environnement et du Travail (ANSES) est la référence qui apparaît à la **Section 4 « Autres institutions »** du Chapitre I<sup>er</sup> du Titre III du Livre I<sup>er</sup> de la partie réglementaire du **Code de l'environnement**, dans un **article R. 131-52** renvoyant aux dispositions du **Code de la santé publique**.

L'article L.1313-1 du **Code de la santé publique** prévoit ainsi « *une expertise scientifique indépendante et pluraliste* » et la contribution « *principalement à assurer la sécurité sanitaire humaine dans les domaines de l'environnement, du travail et de l'alimentation.* ».

Cette agence issue de la fusion en 2010 de l'AFSSA<sup>5</sup> et de l'AFSSET<sup>6</sup> a pour mission, dans son champ de compétences « *de réaliser l'évaluation des risques, de fournir aux autorités compétentes toutes les informations sur ces risques ainsi que l'expertise et l'appui scientifique et technique nécessaires à l'élaboration des dispositions législatives et réglementaires et à la mise en œuvre des mesures de gestion des risques. Elle assure des missions de veille, de vigilance et de référence. Elle définit, met en œuvre et finance en tant que de besoin des programmes de recherche scientifique et technique.* [...] ».

#### b) Tutelle organique de l'agence

Le Président comme le Conseil d'Administration de l'ANSES sont nommés par l'exécutif (art. L. 1313-4 du même code).

Le Président actuel de l'Agence est Monsieur Roger GENET, ingénieur-chercheur spécialisé en biochimie entré au Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) en 1981 où il a réalisé la majeure partie de sa carrière.

Pièce A.10 - CV de M. Roger GENET sur [linkedin.com](https://www.linkedin.com/in/roger-genet)

### 2) Les limites connues à l'indépendance des expertises

#### a) Mécanismes visant à assurer l'indépendance

L'idée qui sous-tend l'organisation de l'agence est de reconnaître sa mise sous tutelle par le pouvoir exécutif, tout en proposant certains mécanismes d'indépendance pour ses expertises – sans toutefois que l'Agence se voit conférer le pouvoir de contrôler les déclarations publiques d'intérêts de ses experts, faites par eux-mêmes sur leur propre situation :

« Grâce à la grille d'analyse construite avec l'avis de notre comité de déontologie, nous pouvons caractériser ce qui relève d'un lien d'intérêt mineur ou majeur et ce qui fait ou non conflit d'intérêt. Nous éliminons, sur cette base, tout risque de conflit d'intérêt. **En revanche, nous n'avons absolument aucun pouvoir pour vérifier que les montants déclarés sont justes ni que les déclarants n'ont pas omis de mentionner certaines sommes.** Nous rappelons toutefois régulièrement la nécessité, pour les experts, d'effectuer cette déclaration. »

Url : <https://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20180219/opecst.html>

<sup>5</sup> AFSSA : Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments

<sup>6</sup> AFSSET : Agence Française de Sécurité Sanitaire de l'Environnement et du Travail

**b) Dépendance pour les données d'évaluation**

Dans le cadre du volet santé du “Linky”, le Président de l'ANSES a souhaité faire une mise au point officielle sur les difficultés survenues avec ENEDIS SA pour obtenir les données :

*« Sur Linky, bon, vraiment je voudrais faire un point parce que je ne sais pas vous répondre [...] sur comment est-ce que, aujourd'hui, dans le climat actuel, on peut répondre aux inquiétudes qui sont générées par la population. Ce que je sais, c'est qu'on n'aurait pas dû en arriver là. Et je crois que ce qu'on essaye de faire dans nos comités de dialogue, c'est de **mettre tout en œuvre pour, dès l'origine, accompagner une innovation, de la concertation nécessaire, pour trouver un climat de confiance sur... le déploiement.** Et que ce soit pour une innovation technologique ou pour un produit phytosanitaire je pense **c'est très important, qu'il y ait cette transparence, au départ, et donc toutes les données nécessaires pour faire une évaluation de risques.** Et nous c'est ce que nous recommandons, c'est d'être dans l'anticipation, par rapport aux questions que se posent... très normalement nos concitoyens, et d'avoir des données concomitamment au développement d'une innovation, qui nous permettent de faire une évaluation de risques.*

*Ça va être le cas de la 5G très bientôt. Vous avez vu que déjà un collectif de 170 scientifiques a lancé une alerte il y a plus de six mois, sur les risques... supposés ou avérés de la 5G – je ne peux pas dire si c'est supposé ou avéré parce que moi-même je n'ai pas d'éléments techniques sur, aujourd'hui, le déploiement de la 5G. Donc nous avons nous-même alerté les ministères sur la nécessité pour l'agence d'avoir des données très tôt pour pouvoir conduire des évaluations de risques et pouvoir, le cas échéant donner un avis sur l'exposition à cette nouvelle technologie et... **dans un climat de confiance** et pas en situation de crise où là il est très difficile ensuite de... convaincre... des gens qui ont... des inquiétudes qui sont tout à fait respectables. **Donc... on a évidemment donné peut-être trop tardivement nos avis mais nous ne disposions pas des données sur Linky quand on nous a saisis.** Nos avis ne suffisent pas à rassurer. Je pense que de toutes façons les craintes sont de différentes natures, il y a des craintes sanitaires, mais plus que tout j'entends des craintes sur l'utilisation de ces données... l'espionnage à domicile qui dépassent complètement en fait le champ de l'agence et qui sont... voilà, que j'entends, tout simplement. »*

Pour ensuite exposer dans quelles conditions, en revanche, l'Agence a su produire un rapport sur l'électrohypersensibilité, à la fois reconnaissant la réalité des symptômes et à la fois contestant le lien de causalité, pour ne prendre toujours aucune mesure de protection des personnes et proposer, à nouveau, de poursuivre la recherche :

*« Alors je pense que le travail que l'on a fait sur l'électrohypersensibilité, de ce point de vue, est quand même je trouve, **exemplaire, parce que notre rapport, c'est quatre ans de travail sur l'électrohypersensibilité, avec les parties prenantes.** Nous avons fait beaucoup d'auditions, notre rapport a été mis en consultation publique, et au final il a été publié au printemps sans que je vois... d'opposition frontale, en fait à nos conclusions. Je pense que l'on a été très à l'écoute. **On conclut sur l'absence de lien de causalité entre, les radiofréquences, et... les troubles qui sont ressentis par les électrohypersensibles, et pour autant, on peut pas nier que ces troubles existent.** Donc il faut trouver la cause sur le plan... voilà, sur le plan scientifique aujourd'hui on ne peut pas établir de lien de causalité, et je pense que ce rapport a été très bien perçu... »*

Pièce A.12.1 - Intervention du Directeur de l'ANSES, CDD Ass. Nat., 11 juillet 2017 - Capture d'écran

Pièce A.12.2 - Intervention du Directeur de l'ANSES, CDD Ass. Nat., 11 juillet 2017 - Vidéo au format MP4

Si l'ANSES affirme sa dépendance à la société ENEDIS pour obtenir les données permettant l'évaluation des risques associés au “Linky”, c'est plus bas que seront relatées les manœuvres ayant trompé l'évaluation qu'ENEDIS invoque au soutien de son projet (*VII, infra*).

**D. L'implantation de l'ANFR**

Les missions de l'Agence nationale des fréquences (1) sont mises en œuvre sous tutelle (2).

### 1) Missions

Aux termes de l'article L.43 du Code des postes et des communications électroniques (CPCE), l'Agence Nationale des Fréquences a notamment pour mission « d'assurer la planification, la gestion et le contrôle de l'utilisation, y compris privative, du domaine public des fréquences radioélectriques sous réserve de l'application de l'article L. 41 ainsi que des compétences des administrations et autorités affectataires de fréquences radioélectriques.

[...]

*Elle coordonne l'implantation sur le territoire national des stations radioélectriques de toute nature afin d'assurer la meilleure utilisation des sites disponibles ainsi que la prévention des brouillages préjudiciables entre utilisateurs de fréquences, et assure le respect des valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques prévues à l'article L. 34-9-1 ainsi que le recensement et le suivi des points atypiques conformément à l'objectif mentionné au 12° ter du II de l'article L. 32-1.».*

### 2) Tutelle et direction

Son Directeur Général, également nommé par Décret, est Monsieur Gilles BRÉGANT, lequel a forgé son expérience au sein de la société ORANGE SA ex France Télécom avant d'agir pour le développement de l'industrie auprès de l'exécutif puis au service de l'économie du numérique.

Actuellement, son activité contentieuse et le sens de sa mission sont questionnés dans le cadre de graves dépassements de seuils sur les expositions aux radiofréquences dues aux téléphones portables, que l'ANFR avait constaté pendant des années sans prendre de mesure.

## E. Le CSTB

Le CSTB est un EPIC (1) dont les compétences (2) ont été mises au service du "Linky" (3)

### 1) Organisation

Le Comité Scientifique et Technique du Bâtiment est un Établissement Public Industriel et Commercial (EPIC) et placé sous la tutelle du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie.

Il est présidé par Monsieur Étienne CRÉPON, ingénieur ponts et chaussées dont la devise est :

**« Faire du bâtiment un lieu d'innovation permanent ».**

Pièce A.13 - Article des cahiers du Bâtiment sur le Président du CSTB, *Faire du bâtiment un lieu d'innovation permanent*

### 2) Compétences

Les compétences du CSTB ont pour objet de garantir la qualité et la sécurité des bâtiment. Ainsi, le comité « **accompagne les acteurs dans le cycle de l'innovation de l'idée au marché et dans la transformation du monde du bâtiment en lien avec les transitions environnementale, énergétique et numérique.** ». Aussi, il « **accompagne les acteurs de la construction en favorisant l'émergence d'innovations et leur accès au marché, tout en les sécurisant.** ».

### 3) Intervention en faveur du "Linky"

Dans le cadre de l'affaire "Linky", le CSTB était chargé de fournir à l'ANSES des données d'évaluation objectives en réalisant des mesures d'exposition en laboratoire et *in situ*.



Le CSTB a rendu un rapport, sans signature ni mention de son auteur, dans lequel il est parvenu à mesurer un niveau maximal d'exposition 250 fois plus faible que celui préalablement reconnu par la société ENEDIS. Pour ce faire, il a organisé des mesures biaisées en usant de techniques classiques de réduction des champs magnétiques, lesquelles transparaissent dans son propre rapport ainsi qu'il sera exposé aux *Faits*, avant un débat sur les conséquences à la *Discussion*.

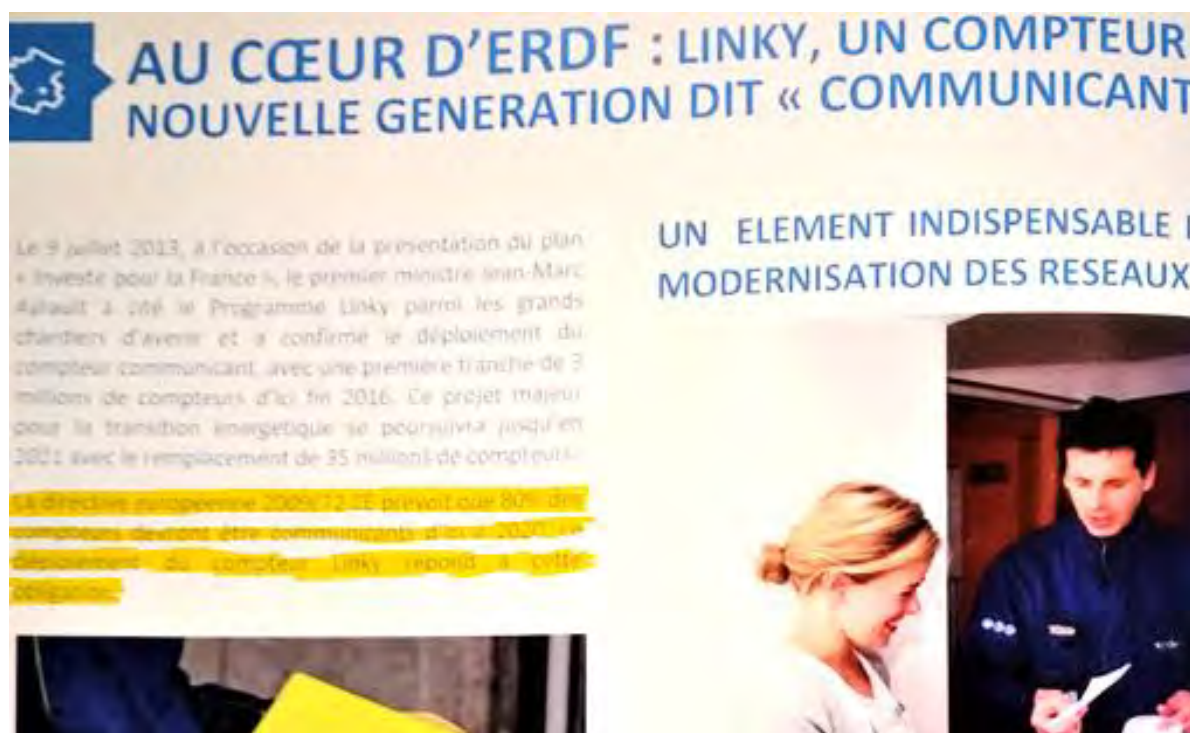
**Pièce A.41 - CSTB, Rapport sur les expositions dues au "Linky", janv. 2017**

### III/ CONTEXTE JURIDIQUE EUROPÉEN

Comme pour paraître légaliste, la société ENEDIS évoque d'abord au soutien de son curieux projet diverses dispositions de l'Union Européenne. Pourtant, les textes visés ne cautionnent à l'évidence pas ses actes, ni en matière d'atteinte à la liberté de choix ou à la vie privée, ni en matière d'expositions à de nouvelles radiofréquences dans l'habitation (A), cependant que la société ENEDIS ignore les dispositions contraires (B).

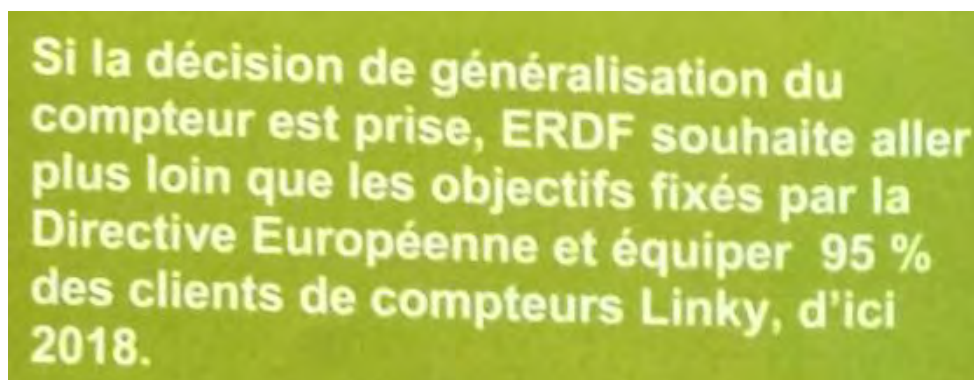
#### A. Les dispositions visées par ENEDIS SA

D'après ENEDIS SA, ce seraient des Directives qui seraient la cause de ses agissements :



Pièce A.15 - Lettre d'information "ERDF et vous", n°24 février 2016

ENEDIS SA avait cependant exposé un vif intérêt pour aller au-delà de la prétendue obligation :



Pièce A.14 - Lettre d'information "ERDF et vous – Et l'électricité vient à vous", n°08 avril-mai 2011

#### 1) La consistance de la directive n°2009/72

Pour la clarté des débats tenus à la **Discussion**, il convient d'exposer les éléments essentiels de la Directive invoquée par ENEDIS SA pour prétendre à l'encontre du consommateur au caractère "*obligatoire*" du matériel litigieux, sans pour autant que cette société n'ait exposé nettement les conditions dans lesquelles elle interprète cette Directive :

« **DIRECTIVE 2009/72/CE**  
**DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL**  
**du 13 juillet 2009**

[...]

considérant ce qui suit :

(1) Le marché intérieur de l'électricité, dont la mise en œuvre progressive dans toute la Communauté est en cours depuis 1999, a pour **finalité d'offrir une réelle liberté de choix à tous les consommateurs de l'Union européenne**, qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises, de créer de nouvelles perspectives d'activités économiques et d'intensifier les échanges transfrontaliers, de manière à réaliser des progrès en matière d'efficacité, de compétitivité des prix et de niveau de service et à favoriser la sécurité d'approvisionnement ainsi que le développement durable.

[...]

(9) Sans une séparation effective des réseaux par rapport aux activités de production et de fourniture (« découplage effectif »), il existe un risque de discrimination non seulement dans l'exploitation du réseau, mais aussi dans les éléments qui incitent les entreprises verticalement intégrées à investir suffisamment dans leurs réseaux.

[...]

(12) Tout système de dissociation devrait être capable de supprimer tout conflit d'intérêt entre les producteurs, les fournisseurs et les gestionnaires de réseau de transport, afin de créer des incitations à la réalisation des investissements nécessaires et de garantir l'accès des nouveaux venus sur le marché dans le cadre d'un régime réglementaire transparent et efficace, et ne devrait pas créer un régime réglementaire trop onéreux pour les autorités de régulation nationales.

[...]

(34) Pour garantir le bon fonctionnement du marché intérieur de l'électricité, **il convient que les régulateurs de l'énergie soient en mesure de prendre des décisions concernant tous les aspects réglementaires pertinents et qu'ils disposent d'une indépendance totale par rapport aux autres intérêts publics ou privés**. Ceci n'empêche ni l'exercice d'un contrôle juridictionnel, ni l'exercice d'un contrôle parlementaire conformément au droit constitutionnel des États membres. Par ailleurs, le fait que le budget du régulateur soit approuvé par le législateur national ne fait pas obstacle à l'autonomie budgétaire. Il convient que les dispositions relatives à l'autonomie de l'autorité de régulation en ce qui concerne la mise en œuvre du budget qui lui est alloué soient appliquées dans le cadre défini par la législation et la réglementation budgétaires nationales. Tout en contribuant par un système approprié de rotation à l'indépendance de l'autorité de régulation nationale à l'égard de tout intérêt économique ou politique, il convient que les États membres puissent tenir dûment compte de la disponibilité en ressources humaines et de la taille du conseil.

[...]

(37) Les régulateurs de l'énergie devraient avoir le pouvoir de prendre des décisions contraignantes relativement à des entreprises d'électricité et d'infliger des sanctions efficaces, proportionnées et dissuasives à l'encontre de celles qui ne respectent pas les obligations qui leur incombent, ou de suggérer qu'une juridiction compétente leur inflige de telles sanctions. Il y a lieu de conférer également aux régulateurs de l'énergie le pouvoir d'arrêter, indépendamment de l'application des règles en matière de concurrence, des mesures propres à avantager les consommateurs en favorisant la concurrence effective nécessaire au bon fonctionnement du marché intérieur de l'électricité. La mise en place de centrales électriques virtuelles — c'est-à-dire de

programmes de cession d'électricité par lesquels des entreprises d'électricité sont tenues de vendre à des fournisseurs intéressés ou de mettre à leur disposition un certain volume d'électricité, ou de donner auxdits fournisseurs accès à une partie de leur capacité de production pendant un certain temps — constitue l'une des mesures envisageables qui peut être utilisée pour promouvoir une concurrence effective et assurer le bon fonctionnement du marché. En outre, il y a lieu de conférer aux régulateurs de l'énergie le pouvoir de contribuer à assurer un service universel et public de grande qualité, dans le respect de l'ouverture du marché et dans un souci de protection des clients vulnérables, et de garantir le plein effet des mesures de protection des consommateurs. Ces dispositions devraient être sans préjudice des pouvoirs de la Commission relatifs à l'application des règles de concurrence, notamment l'examen des concentrations de dimension communautaire, et des règles relatives au marché intérieur, telles que la libre circulation des capitaux. L'organisme indépendant auprès duquel une partie lésée par la décision d'un régulateur national peut exercer un recours pourrait être un tribunal ou une autre forme de juridiction habilitée à procéder à un contrôle juridictionnel.

(38) Toute harmonisation des pouvoirs des autorités de régulation nationales devrait inclure les pouvoirs de prévoir des incitations pour les entreprises d'électricité, et d'infliger des sanctions effectives, proportionnées et dissuasives aux entreprises d'électricité, ou de proposer qu'une juridiction compétente inflige de telles sanctions. De plus, les autorités de régulation devraient avoir le pouvoir d'exiger des entreprises d'électricité les informations pertinentes, de mener des enquêtes appropriées et suffisantes et de régler les litiges.

[...]

(51) Il convient **que les intérêts des consommateurs soient au cœur de la présente directive** et que la qualité du service constitue une responsabilité centrale pour les entreprises d'électricité. Les droits existants des consommateurs doivent être renforcés et garantis, et ils devraient inclure **une plus grande transparence**. La protection du consommateur devrait garantir, dans le contexte de la Communauté au sens large, que tous les consommateurs bénéficient d'un marché compétitif. Les États membres ou, si un État membre le prévoit, les autorités de régulation, devraient veiller au respect des droits des consommateurs.

[...]

(52) Les consommateurs devraient pouvoir disposer d'informations claires et compréhensibles sur leurs droits vis-à-vis du secteur énergétique. La Commission devrait établir, après consultation des parties intéressées, notamment les États membres, les autorités de régulation nationales, les organisations de consommateurs et les entreprises d'électricité, un aide-mémoire du consommateur d'énergie, facile d'accès et convivial, qui donne aux consommateurs des informations pratiques sur leurs droits. Cet aide-mémoire devrait être fourni à tous les consommateurs et mis à la disposition du public.

[...]

(55) Il devrait être **possible** de baser l'introduction de systèmes intelligents de mesure sur une **évaluation économique**. Si cette évaluation conclut que l'introduction de tels systèmes de mesure n'est raisonnable d'un point de vue économique et rentable que **pour les consommateurs** dépassant un certain niveau de consommation d'électricité, les États membres devraient pouvoir tenir compte de ce constat lors de la mise en place des systèmes intelligents de mesure.

[...]

« Article 27

*Obligation de confidentialité des gestionnaires de réseau de distribution*

*Sans préjudice de l'article 30 [contrôle de l'État sur la comptabilité du distributeur] ou de toute autre obligation légale de divulguer des informations, le gestionnaire de réseau de distribution doit préserver la confidentialité des informations commercialement sensibles dont il a connaissance au cours de ses activités, et empêche que des informations sur ses propres activités, qui peuvent être commercialement avantageuses, soient divulguées de manière discriminatoire.*

[...]

**ANNEXE I**

**MESURES RELATIVES À LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS**

[...]

**2. Les États membres veillent à la mise en place de systèmes intelligents de mesure qui favorisent la participation active des consommateurs au marché de la fourniture d'électricité. La mise en place de tels systèmes peut être subordonnée à une évaluation économique à long terme de l'ensemble des coûts et des bénéfices pour le marché et pour le consommateur, pris individuellement, ou à une étude déterminant quel modèle de compteurs intelligents est le plus rationnel économiquement et le moins coûteux et quel calendrier peut être envisagé pour leur distribution.**

*Cette évaluation a lieu au plus tard le 3 septembre 2012.*

*Sous réserve de cette évaluation, les États membres, ou toute autorité compétente qu'ils désignent, fixent un calendrier, avec des objectifs sur une période de dix ans maximum, pour la mise en place de systèmes intelligents de mesure.*

*Si la mise en place de compteurs intelligents donne lieu à une évaluation favorable, au moins 80 % des clients seront équipés de systèmes intelligents de mesure d'ici à 2020.*

*Les États membres, ou toute autorité compétente qu'ils désignent, veillent à l'interopérabilité des systèmes de mesure à mettre en place sur leur territoire et tiennent dûment compte du respect des normes appropriées et des meilleures pratiques, ainsi que de l'importance du développement du marché intérieur de l'électricité. »*

Telles sont les orientations de la Directive visée par ENEDIS SA.

*ENEDIS invoque aussi le fait que l'évaluation visée dans le texte précité aurait été favorable. Le contexte de cette évaluation faite par CAPGEMINI CONSULTING doit alors être évoqué.*

**2) L'évaluation intéressée de CAPGEMINI**

À la suite d'une expérimentation en Indre-et-Loire – pour laquelle le rapport d'enquête de 2012 n'a été publié qu'en 2016 – ainsi qu'une expérimentation à Lyon, une étude technico-économique a été confiée à la société CAPGEMINI CONSULTING.

Pièce A.60 - CRE, délibération du 7 juill. 2011

Toutefois, sous le sceau de l'huissier, il a été montré que CAPGEMINI était en affaires avec ERDF, via une simple recherche "Google" des mots « *linky erdf* » sur le site <capgemini.com> :

*« c'est un projet industriel complexe, unique au monde par sa taille, ses volumes et ses délais, qui a fait l'objet d'une phase d'expérimentation à tours et à lyon avec 260 000 compteurs environ. capgemini consulting a actualisé le modèle économique commandé par la cre (commission de régulation de l'énergie) sur le déploiement des compteurs linky, dans une optique de généralisation à l'ensemble des particuliers. ses conclusions technico-économiques ont convaincu la cre de poursuivre l'opération sur une échelle industrielle. [...] erdf a conféré en 2011 deux nouveaux contrats sur linky à la division i&d de capgemini : 1. assistance à maîtrise d'ouvrage [...] 2. maîtrise d'œuvre [...] bien que capgemini soit déjà très présent, erdf a néanmoins décidé de confier le projet sge/linky à la division i&d. [...]. nul doute que ces nouveaux contrats ouvrent la porte à capgemini pour participer de façon déterminante au déploiement des compteurs communicants [...] »<sup>7 8</sup>*

Pièce A.17 - Constat d'huissier en ligne sur <google fr> et <capgemini.com> le 18 oct. 2018

<sup>7</sup> "I&D" est la division « Insights & Data » de CAPGEMINI, laquelle peut se traduire par "Perspectives et données" et qui propose des solutions « pour aider les entreprises à réaliser de précieuses analyses exploitables à partir de leurs données internes et externe » <https://www.capgemini.com/fr-fr/service/digital-insights/insights-data-2/>

<sup>8</sup> "SGE" est le « Système de Gestion des Echanges » d'informations de la société ENEDIS transmettant les données des clients aux fournisseurs (prestations, réclamations, etc.).



Il apparaît ainsi que les sociétés CAPGEMINI ont agi de concert pour réaliser une évaluation, dans le cadre de rémunérations versées par ENEDIS SA.

Aussi, la société CAPGEMINI CONSULTING est détenue à 100 % par la société CAPGEMINI FRANCE, elle-même détenue à 100% par la société CAPGEMINI, laquelle détient enfin la société CAPGEMINI SERVICE à 100% (éditeur du site exposant les propos précités).

Pièce A.18.1 - Liens capitalistiques (actionnaires et participations directes) de la société CAPGEMINI  
Pièce A.18.2 - Liens capitalistiques (actionnaires et participations directes) de la société CAPGEMINI FRANCE  
Pièce A.18.3 - Liens capitalistiques (actionnaires) de la société CAPGEMINI CONSULTING  
Pièce A.18.4 - Liens capitalistiques (actionnaires) de la société CAPGEMINI SERVICE

Par ailleurs, la société ENEDIS ayant une connaissance directe de cet intéressement pour en être à l'origine, il est étonnant qu'elle invoque le bénéfice de cette évaluation.

Le rapport intéressé de CAPGEMINI, souvent visé au profit du “Linky”, apparaîtra ainsi, et pour le moins, *relatif*.

### **3) L’aval de la CRÉ basé sur les fausses indications d’ENEDIS SA**

C’est dans ce contexte que la Commission de Régulation de l’Énergie (CRÉ) a avalisé, non pas le système “Linky” que la société ENEDIS déploie aujourd’hui, mais ce qui lui a été présenté en pleine opacité sous la même dénomination “Linky” et qui s’est avéré, par la suite, être *autre chose* (IV, *infra*).

Pièce A.60 - CRE, délibération du 7 juill. 2011

Au détour, l’exemple d’EDF sur le “Linky” en Outre-mer illustrera cette opacité. À la suite des contestations sur le “Linky”, EDF a en effet opté pour l’abandon de la couleur verte comme de la mention du “Linky”. Le rapport publié est peu prolixe sur les montants retenus par le nouvel évaluateur (le caviardage par les mentions rouges « CONFIDENTIEL » est d’origine) :

- Prix des compteurs numériques : EDF SEI s’est basé sur les prix des compteurs Linky G3 qu’a obtenu Enedis lors de son dernier appel d’offres, EDF SEI pouvant bénéficier de ces prix et conditions commerciales associées à travers la clause de stipulation pour autrui de ces contrats. [CONFIDENTIEL], nous retenons dans notre scénario de référence un prix d’achat égal à la moyenne des prix issus de ces contrats liants Enedis et ses fournisseurs plus un surcoût [CONFIDENTIEL] pour la période couverte par ces contrats (2017-2018), plus un surcoût couvrant les petites modifications du compteur requises par EDF SEI (pas de couleur verte, pas de marquage Linky, codet spécifique, clés de sécurité spécifiques) que nous avons estimé de manière conservatrice à [CONFIDENTIEL] par compteur en interrogeant les fournisseurs. Nos hypothèses finales de coût d’achat des compteurs restent finalement assez proches de celles d’EDF pour les années 2017 et 2018, à [CONFIDENTIEL] par compteur monophasé en 2018 au lieu de [CONFIDENTIEL] et [CONFIDENTIEL] par compteur triphasé en 2018 au lieu de [CONFIDENTIEL]. A partir de 2019, nous considérons un prix d’achat qui baisse pour rejoindre les valeurs indiquées dans la régulation incitative d’Enedis sur le prix des compteurs, EDF SEI pouvant se joindre au(x) futur(s) appels d’offres qu’ENEDIS va lancer pour les quantités à livrer en 2019 et au-delà.

Url : <https://www.cre.fr/Documents/Consultations-publiques/Projet-de-deploiement-des-compteurs-evolues-d-EDF-SEI/consulter-le-rapport-final-de-l-etude-technico-economique-realisee-par-le-cabinet-schwartz-co-pour-le-compte-de-la-crs>

Pièce A.20 - Étude technico-économique du projet de comptage évolué d’EDF Systèmes Électriques Insulaires(EDF SEI), contexte et synthèse des résultats

## **B. Les dispositions ignorées par ENEDIS SA**

### **1) Données personnelles, le RGPD**

Dans le cadre du Règlement général sur la protection des données 2016/679 du 27 avril 2016, le législateur de l'Union considère :

- « (6) *L'évolution rapide des technologies et la mondialisation ont créé de nouveaux enjeux pour la protection des données à caractère personnel. **L'ampleur de la collecte et du partage de données à caractère personnel a augmenté de manière importante.*** [...]»
- (7) *Ces évolutions **requièrent un cadre de protection des données solide et plus cohérent dans l'Union, assorti d'une application rigoureuse des règles, car il importe de susciter la confiance** qui permettra à l'économie numérique de se développer dans l'ensemble du marché intérieur. **Les personnes physiques devraient avoir le contrôle des données à caractère personnel les concernant. La sécurité tant juridique que pratique devrait être renforcée** pour les personnes physiques, les opérateurs économiques et les autorités publiques.* [...]»
- (15) *Afin d'éviter de créer un risque grave de contournement, la protection des personnes physiques devrait être neutre sur le plan technologique et ne devrait pas dépendre des techniques utilisées.* [...] »

La violation évidente des dispositions du RGPD par ENEDIS SA sera constatée et sanctionnée par Madame Monsieur le Président.

### **2) Santé, le principe de précaution et la Résolution 1815 (2011)**

Pour s'en tenir au droit de l'Union, le principe de précaution est inscrit à l'article 191 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) :

« 1. *La politique de l'Union dans le domaine de l'environnement contribue à la poursuite des objectifs suivants :*

- *la préservation, la protection et l'amélioration de la **qualité de l'environnement**,*
- *la **protection de la santé des personnes**,*
- *l'utilisation prudente et rationnelle des ressources naturelles,*
- *la promotion, sur le plan international, de mesures destinées à faire face aux problèmes régionaux ou planétaires de l'environnement, et en particulier la lutte contre le changement climatique.*

*2. La politique de l'Union dans le domaine de l'environnement vise un niveau de **protection élevé**, en tenant compte de la diversité des situations dans les différentes régions de l'Union. Elle est **fondée sur les principes de précaution et d'action préventive**, sur le principe de la correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement et sur le principe du pollueur-payeur.*

*Dans ce contexte, les mesures d'harmonisation répondant aux exigences en matière de protection de l'environnement comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les États membres à prendre, pour des motifs environnementaux non économiques, des mesures provisoires soumises à une procédure de contrôle de l'Union.* [...] »

Alors que dans la directive européenne invoquée par ENEDIS SA rien n'évoque un procédé de télécommunication polluant, l'Assemblée a au contraire pris une résolution visant à réduire l'exposition de l'être humain aux champs électromagnétiques.

C'est dans ce cadre que la **Résolution 1815 (2011)** sur le *danger potentiel* des champs électromagnétiques a été prise au nom de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Union Européenne. La simple lecture des extraits ci-après suffira au Tribunal pour comprendre le

contexte juridique des actes commis par la société ENEDIS au préjudice des demandeurs en violation du **principe ALARA**<sup>9</sup> en matière d'exposition aux radiofréquences.



Parliamentary Assembly  
Assemblée parlementaire

<http://assembly.coe.int>

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Résolution 1815 (2011)<sup>1</sup>

Version finale

## Le danger potentiel des champs électromagnétiques et leur effet sur l'environnement

Assemblée parlementaire

1. L'Assemblée parlementaire a souligné à maintes reprises l'importance de l'engagement des Etats en faveur de l'environnement et de la santé environnementale telle qu'exposée dans de nombreuses chartes, conventions, déclarations et protocoles depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain et la Déclaration de Stockholm (Stockholm, 1972). L'Assemblée renvoie à ses travaux antérieurs dans ce domaine, notamment à la *Recommandation 1863* (2009) « Environnement et santé: mieux prévenir les risques sanitaires liés à l'environnement », la *Recommandation 1947* (2010) sur la pollution sonore et lumineuse, et, plus généralement, la *Recommandation 1885* (2009) « Elaboration d'un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme relatif au droit à un environnement sain » et la *Recommandation 1430* (1999) relative à l'accès à l'information, à la participation du public au processus décisionnel et à l'accès à la justice en matière d'environnement (mise en œuvre de la Convention d'Århus).

2. Les effets potentiels sur la santé des champs magnétiques de très basse fréquence entourant les lignes et appareils électriques font l'objet de recherches et suscitent de nombreux débats publics. Selon l'Organisation mondiale de la santé, les champs électromagnétiques de toute la gamme des fréquences sont de plus en plus présents et influencent de plus en plus notre environnement, suscitant des inquiétudes et des spéculations croissantes. Tout le monde est aujourd'hui exposé à des degrés divers à des champs électromagnétiques dont les niveaux vont continuer d'augmenter avec les progrès de la technologie.

[...]

4. Si les champs électriques et électromagnétiques de certaines bandes de fréquence ont des effets tout à fait bénéfiques, qui sont utilisés en médecine, d'autres fréquences non ionisantes, que ce soient les extrêmement basses fréquences, les lignes électriques ou certaines ondes à haute fréquence utilisées dans le domaine des radars, de la télécommunication et de la téléphonie mobile, semblent avoir des effets biologiques non thermiques potentiels plus ou moins nocifs sur les plantes, les insectes et les animaux, ainsi que sur l'organisme humain, même en cas d'exposition à des niveaux inférieurs aux seuils officiels.

5. Concernant les normes ou les seuils relatifs aux émissions des champs électromagnétiques de tout type et de toute fréquence, l'Assemblée préconise l'application du principe « ALARA » (*as low as reasonably achievable*), c'est-à-dire du niveau le plus bas qu'il soit raisonnablement possible d'atteindre, prenant en compte non seulement les effets dits thermiques, mais aussi les effets athermiques ou biologiques des émissions ou rayonnements de champs électromagnétiques. De plus, le principe de précaution devrait s'appliquer lorsque l'évaluation scientifique ne permet pas de déterminer le risque avec suffisamment de certitude. D'autant que, compte tenu de l'exposition croissante des populations – notamment des groupes les plus vulnérables comme les jeunes et les enfants –, le coût économique et humain de l'inaction pourrait être très élevé si les avertissements précoces étaient négligés.

6. L'Assemblée regrette l'absence de réaction face aux risques environnementaux et sanitaires connus ou émergents, et les retards quasi systématiques dans l'adoption et l'application de mesures de prévention efficaces, en dépit des appels à l'application du principe de précaution et de toutes les recommandations, déclarations et nombreuses avancées réglementaires et législatives. Attendre d'avoir des preuves scientifiques et cliniques solides avant d'intervenir pour prévenir des risques bien connus peut entraîner des coûts sanitaires et économiques très élevés, comme dans les cas de l'amiante, de l'essence au plomb et du tabac.

7. De plus, l'Assemblée constate que le problème des champs ou ondes électromagnétiques et leurs conséquences possibles sur l'environnement et la santé est évidemment comparable à d'autres problèmes actuels, comme celui de l'autorisation de la mise sur le marché des médicaments, des produits chimiques, des pesticides, des métaux lourds ou des organismes génétiquement modifiés. Elle insiste donc sur l'importance cruciale de l'indépendance et de la crédibilité des expertises scientifiques pour obtenir une évaluation transparente et objective des effets nocifs potentiels sur l'environnement et la santé humaine.

<sup>9</sup> Le principe ALARA – *As Low As Reasonably Achievable* – provient de la radioprotection et peut se traduire par : « Aussi faible qu'il est raisonnablement possible. ». Il sera vu en discutant que ce principe s'oppose manifestement à un ajout non consenti de nouvelles radiofréquences dans l'habitat.



8. Compte tenu de ce qui précède, l'Assemblée recommande aux Etats membres du Conseil de l'Europe:
  - 8.1. de manière générale:
    - 8.1.1. de prendre toutes les mesures raisonnables pour réduire l'exposition aux champs électromagnétiques, notamment aux radiofréquences émises par les téléphones portables, et tout particulièrement l'exposition des enfants et des jeunes pour qui les risques de tumeurs de la tête semblent les plus élevés;
    - 8.1.2. de revoir les fondements scientifiques des normes actuelles d'exposition aux champs électromagnétiques fixées par la Commission internationale pour la protection contre les rayonnements non ionisants (*International Commission on Non-Ionising Radiation Protection*), qui présentent de graves faiblesses, et d'appliquer le principe «ALARA», à la fois pour ce qui est des effets thermiques et des effets athermiques ou biologiques des émissions ou rayonnements électromagnétiques;
    - 8.1.3. de mettre en place des campagnes d'information et de sensibilisation aux risques d'effets biologiques potentiellement nocifs à long terme pour l'environnement et la santé humaine, en particulier à destination des enfants, des adolescents et des jeunes en âge de procréer;
    - 8.1.4. de porter une attention particulière aux personnes «électrosensibles» atteintes du syndrome d'intolérance aux champs électromagnétiques et de prendre des mesures spéciales pour les protéger, en créant par exemple des «zones blanches» non couvertes par les réseaux sans fil;
    - 8.1.5. dans le but de réduire les coûts, d'économiser de l'énergie et de protéger l'environnement et la santé humaine, d'accroître les efforts de recherche sur de nouveaux types d'antennes, de téléphones portables et d'appareils de type DECT, et d'encourager la recherche et le développement de télécommunications fondées sur d'autres technologies tout aussi efficaces, mais ayant un effet moins nocif sur l'environnement et la santé;
  - 8.2. s'agissant de l'utilisation individuelle du téléphone portable, du téléphone sans fil DECT, du Wi-Fi, du WLAN et du WIMAX pour les ordinateurs et autres applications sans fil, par exemple les interphones pour la surveillance des bébés:
    - 8.2.1. de fixer un seuil de prévention pour les niveaux d'exposition à long terme aux micro-ondes en intérieur, conformément au principe de précaution, ne dépassant par 0,6 volt par mètre, et de le ramener à moyen terme à 0,2 volt par mètre;
    - 8.2.2. d'appliquer toutes les procédures nécessaires d'évaluation des risques à tous les nouveaux types d'appareil avant d'autoriser leur commercialisation;
    - 8.2.3. d'instaurer un système d'étiquetage clair signalant la présence de micro-ondes ou de champs électromagnétiques et indiquant la puissance d'émission ou le débit d'absorption spécifique (DAS) de l'appareil, ainsi que les risques pour la santé liés à son utilisation;
    - [...]
  - 8.5. s'agissant de l'évaluation des risques et des précautions à prendre:
    - 8.5.1. d'axer davantage l'évaluation des risques sur la prévention;
    - 8.5.2. d'améliorer les critères d'évaluation des risques et la qualité de cette évaluation en créant une échelle standard des risques, en rendant obligatoire l'indication du niveau de risque, en demandant que plusieurs hypothèses de risque soient étudiées et en tenant compte de la compatibilité avec les conditions de la vie «réelle»;
    - 8.5.3. d'écouter et de protéger les scientifiques qui donnent la première alerte;
    - 8.5.4. de formuler une définition du principe de précaution et du principe ALARA axée sur les droits de l'homme;
    - 8.5.5. d'augmenter le financement public de la recherche indépendante, notamment au moyen de dons d'entreprises et de la taxation des produits qui font l'objet d'études publiques d'évaluation des risques sanitaires;
    - 8.5.6. de créer des commissions indépendantes pour l'attribution de fonds publics;
    - 8.5.7. de rendre obligatoire la transparence des groupes de pression;
    - 8.5.8. de promouvoir des débats pluralistes et contradictoires entre toutes les parties prenantes, y compris la société civile (Convention d'Århus).

**B.1 Résolution 1815 (2011) adoptée par la Commission Permanente agissant au nom de l'Assemblée Parlementaire**  
<http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-FR.asp?fileid=17994>

Ainsi, pour le Conseil de l'Europe, « le principe de précaution devrait s'appliquer lorsque l'évaluation scientifique ne permet pas de déterminer le risque avec suffisamment de certitude ».

#### **IV/ LA COMPOSITION RÉELLE DU “LINKY”**

La qualification juridique de la *chose*<sup>10</sup> litigieuse sera discutée aux débats, ENEDIS invoquant tantôt qu'elle ne serait « *qu'un compteur* », tantôt qu'il s'agirait de « *bien plus qu'un compteur* », comme exposé ci-après. Certains faits non contestés montrent le jeu trouble auquel se livre ENEDIS SA en vue d'installer un matériel pour collecter le plus de données sur un canal sensible, le réseau électrique privé, non pas via un “compteur” communicant qui serait conforme aux dispositions qu'elle invoque, mais via un appareil multifonction dont la consistance va bien au-delà des textes.

##### **A. Le projet dit “Linky”**

La dénomination d'inspiration anglophone “linky” est un terme amphibie, évoquant deux significations du mot “*lien*”<sup>11</sup> dans le cadre du souhait d'ENEDIS SA de devenir « *un opérateur big data qui gèrera bientôt 35 millions de capteurs* » :

Url : [www.journaldunet.com/economie/energie/1181724-philippe-monloubou-enedis-erdf-est-un-operateur-de-big-data](http://www.journaldunet.com/economie/energie/1181724-philippe-monloubou-enedis-erdf-est-un-operateur-de-big-data)

**Pièce A.21 - Article Journal du Net, 11 juill. 2016,  
*Enedis est un opérateur big data qui gèrera bientôt 35 millions de capteurs***

- ❖ À destination du consommateur, “linky” serait créateur d'une nouvelle relation positive, notamment en faveur de l'écologie<sup>12</sup>.
- ❖ À destination de l'investisseur, “linky” créerait une nouvelle chaîne de dépendance et d'information s'insérant dans la chaîne de valeur de l'énergie<sup>13</sup>.

*Les actes et faits découlant de cette imposture supportée par les demandeurs seront sanctionnés par les mesures requises, comme il sera démontré aux débats.*

\* \* \*

D'un point de vue plus technique, le système “Linky” est ainsi décrit par la société ENEDIS :

**« Il s'agit d'un système dit “esclave” qui reçoit des ordres qu'il exécute et transmet en retour des compte rendus et des mesures validées.**

**Linky les communique ensuite à un concentrateur qui est lui-même relié au centre de supervision du distributeur.**

*Ce système repose sur cinq éléments principaux que sont :*

- **Le compteur communicant Linky,**
  - **Le réseau de communication local** qui permet la communication entre les compteurs communicants et les concentrateurs. Il repose sur la technologie “courant porteur en ligne” (CPL), utilisant le réseau électrique basse tension pour échanger des données et des ordres entre compteurs et concentrateurs.
  - **Le concentrateur**, situé dans les postes électriques, qui interroge les compteurs, traite et stocke les informations qu'il reçoit avant de les transmettre au système d'information central.
  - **Le réseau de communication étendu** qui permet la communication entre les concentrateurs et le système d'information central. Ce réseau s'appuie sur le réseau télécom, via les technologies associées.
  - **Le système d'information central** qui reçoit les demandes de la part des systèmes d'information internes d'ERDF, et les traite via un système automatisé.
- Ces 5 éléments constituent une infrastructure de communication mise au service des grands acteurs du marché (fournisseur, RTE, concédants...) et du client lui-même. »*

**Pièce A.14 - Lettre d'information “ERDF et vous – Et l'électricité vient à vous”, n°08 avril-mai 2011**

<sup>10</sup> Chose not. au sens juridique premier du terme, c'est-à-dire en tant qu'« **objet matériel considéré sous le rapport du Droit** », G. Cornu, 9<sup>e</sup> éd. 2011.

<sup>11</sup> Dans l'ordre des rapports humains : « **Ce qui unit deux ou plusieurs personnes (ou groupes de personnes), établit entre elles des relations d'ordre social, moral, affectif p. ex. ; les relations ainsi constituées.** », mais encore : « **Ce qui met dans une situation de dépendance, ce qui contraint, enchaîne, asservit.** ». Voir aussi, en matière informatique : « **Séquence d'instructions reliant deux parties d'un programme** », Dictionnaire en ligne du Littré, consulté le 11/10/2018 : <http://www.cnrtl.fr/definition/lien>

<sup>12</sup> C'est avec cette indication écologique qu'ENEDIS SA présente son choix de la couleur verte du capot de l'appareil “Linky”, ainsi en est-il dans la vidéo “RMC” produite aux débats, à partir de 1m25s.

<sup>13</sup> Voir les pièces A.5 à A.5.2 sur la chaîne de valeur de l'énergie devant l'Union Française de l'Électricité (UFE).

Il faut convenir que des propos rassurants avaient été exposés par la société ENEDIS, représentée par le Directeur de son programme “Linky”, en date du 1<sup>er</sup> avril 2017 alors que la contestation grandissait fortement dès le stade des 600.000 poses :

« [...] gratuit pour le consommateur, il ne paye ni la pose ni le matériel [...] **c’est un compteur qui mesure des courants électriques et qui ne sait pas reconnaître l’électro qui vient de la machine à laver, de la télévision, de votre fer à repasser ou autres, ce n’est qu’un compteur**, et donc nous **on a aucun intérêt à aller surveiller la vie des uns et des autres**, et sachez que l’on est énormément surveillés, on est presque un malade auquel on met énormément de capteurs, tout le monde nous surveille [...] c’est bien de nous surveiller, ça nous challenge, mais je pense qu’on en entendrait parler si on sortait du cadre [...] ça ne coute rien au consommateur [...] **on nous dit que cet engin, là, est dangereux**. [...] je vois autour [des auditeurs] **par exemple un grille-pain... le grille-pain c’est un appareil électrique, il rayonne des champs électromagnétiques, c’est à peu près 600 fois plus que ce brave compteur. Et d’ailleurs ce compteur je ne le vois pas d’ailleurs autour des consommateurs s’il est peut-être dans un placard, au fond d’un garage, ou en bas de la cave, et lui son champ c’est 0,1 volt par mètre, alors qu’un grille-pain c’est 80 volts par mètre. Et je pourrais faire la même chose pour le frigidaire, je pourrais faire la même chose pour l’ensemble des matériels électriques. Là je crois qu’il y a une désinformation majeure** [...] ».

Url : <https://rmc.bfmtv.com/mediaplayer/video/compteur-linky-refus-des-communes-inquietude-des-consommateurs-erdf-s-explique-786894.html>

Pièce A.22.1 - Vidéo RMC Bourdin Direct 1<sup>er</sup> avril 2017 - Capture d’écran

Pièce A.22.2 - Vidéo RMC Bourdin Direct 1<sup>er</sup> avril 2017 - Vidéo au format MP4

Toutefois, toujours aux yeux de la société ENEDIS dont la même représentation était auditionnée en date du 23 février 2017 par l’Office parlementaire d’évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST), la chose en question est dotée d’une technologie évolutive permettant à ENEDIS SA d’y télécharger en permanence de nouveaux logiciels :

« Alors, le système Linky, en fin de compte, **c’est bien plus qu’un compteur, c’est une infrastructure que l’on met en place, qui va des systèmes d’information du distributeur que nous sommes, jusqu’au client**. Donc il communique de manière bidirectionnelle, par notamment un protocole dont je crois on va discuter, un protocole donc CPL, courant porteur en ligne, et qui consiste à envoyer, pour être très très simple, et je m’en excuse devant tous les experts, donc des informations sous forme de signal électrique dans les câbles du réseau électrique du distributeur. Alors souvent on nous dit, mais comment vous allez gérer l’obsolescence... ce qu’il faut savoir c’est qu’en fin de compte ces compteurs, la partie métrologie est pratiquement identique... que les anciens compteurs, mais par contre c’est une technologie très évolutive du fait que l’on peut télécharger à distance, donc ce qui fait que, par exemple vous parliez de la cybersécurité tout à l’heure, eh bien c’est par le biais du **téléchargement de logiciels en permanence**, on peut faire évoluer la sécurité en fonction de la créativité... de nos hackers, que l’on sait bien qu’ils évoluent très vite dans leur capacité à nuire [...] ».

Url : <http://lcp.fr/la-politique-en-video/compteurs-linky-une-polemique-sous-haute-tension>

Pièce A.23.1 - Vidéo LCP Ass. Nat. 23 févr. 2017 - Capture d’écran de la vidéo

Pièce A.23.2 - Vidéo LCP Ass. Nat. 23 févr. 2017 - Vidéo au format MP4

Ainsi, il ressort déjà des précédentes indications de la société ENEDIS que l’appareil “Linky” n’est pas seulement un compteur puisqu’il « comprend » une partie métrologique (un compteur, qui serait “*pratiquement*” identique aux anciens compteurs) et quelque chose d’autre, dont une puce supportant un logiciel reprogrammable en permanence par ENEDIS SA, outre le fait qu’il rend l’accès à l’énergie vulnérable aux attaques informatiques, d’après son propre Directeur.

Pour comprendre la puissance intrusive du “Linky”, il suffit de constater l’existence de fonctionnalités dont ENEDIS est très fière, au point d’en faire être état dans un reportage télévisé.

Dans ce reportage sur I Télé (aujourd'hui CNews), ENEDIS SA fait la démonstration de certaines fonctionnalités du “Linky” qui désavouent les indications précédemment rapportées :

« Puis là vous avez une courbe qui vous permet de visualiser le démarrage ou l'arrêt de certaines installations : alors là on a un exemple, on a un lave-vaisselle qui tourne, et puis un four qui pour l'instant fonctionne aussi. »



Url : <https://www.dailymotion.com/video/x3gcgb4>

Pièce A.24.1 - Vidéo i-télé - CNews fonctionnalités Linky 01-12-2016 - Capture d'écran de la vidéo

Pièce A.24.2 - Vidéo i-télé - CNews fonctionnalités Linky 01-12-2016 - Vidéo au format MP4

À cette période, la société ENEDIS tentait manifestement de captiver le consommateur par l'ébahissement que devait provoquer le produit, qui plus est proposé “*gratuitement*”, afin de lui faire ouvrir la porte de ses données personnelles sans autre considération.

Tel n'a pas été le cas, du moins en ce qui concerne les demandeurs à l'instance.

La société ENEDIS a alors organisé une campagne de poses agressives, appuyée par un argumentaire élaboré pour *épouvanter* le consommateur afin qu'il obtempère, en exploitant jusqu'au spectre lexical d'une sanction pénale<sup>14</sup> que le législateur n'a jamais prévue, en mentionnant par exemple que le compteur actuel n'*appartient pas* aux clients ou encore que son remplacement serait pour eux *obligatoire*.

Pièce C.1 - Indications de la société ENEDIS en cas de refus du “Linky”

Pourquoi une telle véhémence ? C'est la compréhension de ce que recèle le “Linky” qui expliquera une telle obstination de la part de la société ENEDIS (*IV, C, infra*).

<sup>14</sup> Aux yeux du consommateur, la *non-appartenance* évoque une appropriation frauduleuse. Le caractère *obligatoire* suppose la faute voire la fraude.

Un tel vocabulaire – manifestement destiné à *épouvanter* le *seul consommateur* – n'a jamais été proposé par ENEDIS SA aux Conseils les demandeurs à la suite de la mise en demeure du 4 juillet 2018.



## **B. L'organisation de poses forcées**

La société ENEDIS organise un déploiement à marche forcée, ainsi que le rappelle ce document présentant les *bonus* et des *malus* incitatif d'une pose rapide et non consentie :

### **5 – La rémunération**

#### **5.2 – Des objectifs cohérents et réalisables associés à des bonus incitatifs**

- III L'objectif est de poser 100% des compteurs
- III Le droit au bonus est ouvert lorsque deux conditions sont réunies
  - 97% des compteurs accessibles sont remplacés
  - et
  - 80% des compteurs inaccessibles sont remplacés
- III Le bonus est de 10 € par compteur inaccessible posé au-delà de 50% de compteurs inaccessibles

Présentation non contractuelle



34

### **5 – La rémunération**

#### **5.5 – Des objectifs cohérents et réalisables associés aussi à des malus**

- III Chaque mois un malus est calculé si :
    - moins de 90% des compteurs accessibles sont remplacés à la fin du mois considéré
    - ou
    - moins de 70% des compteurs inaccessibles sont remplacés à la fin du mois suivant
  - III Le malus est facturé en même temps que le bonus (tous les 6 mois)
  - III Le malus est de 10€ par compteur non remplacé pour atteindre un taux de 90% de compteurs accessibles (point fait fin de mois M) et de 70% de compteurs inaccessibles remplacés (point fait fin de mois M+1)
- NB : pour le premier semestre, pour prendre en compte la montée en charge : si le niveau de bonus est atteint, tous les malus de ce semestre sont annulés.

Présentation non contractuelle



37

Pièce A.28 - ENEDIS, Les prestations de pose des nouveaux compteurs communicants Linky

C'est la *cause* de la société ENEDIS qui expliquera de tels actes.

## **C. La cause de la société ENEDIS pour le profilage**

Les agissements d'ENEDIS SA pour déployer à marche forcée le "Linky" ne résulteraient, selon elle, que d'une obligation à raison de diverses dispositions, dont on a pourtant vu qu'elle souhaitait toute seule aller plus loin (*infra*, III, A).

Aussi, cette prétention adverse ne concerne, au mieux, qu'un éventuel *objet* à ces installations forcées et c'est la stupéfiante violence avec laquelle ENEDIS SA conduit le déploiement qui soulève la question de sa *cause*, c'est-à-dire celle de ses *motifs* pour les actes qu'elle commet.

Il s'agit d'exposer les faits traduisant sa « *cause impulsive et déterminante* »<sup>15</sup>.

La lecture d'une fiche envoyée par ENEDIS SA révélait déjà, en ce qui concerne la composition du "Linky" que :

---

**« Le Système Linky [...] est évolutif : les logiciels intégrés dans les compteurs et les concentrateurs peuvent être mis à jour à distance. L'enjeu est de répondre sur la durée aux attentes - actuelles et futures - des utilisateurs (clients, fournisseurs, utilisateurs du réseau, acteurs de l'aval...). Nous ne sommes encore qu'aux prémices de l'exploitation de toutes les potentialités de ce compteur : Big Data, usages domotiques, objets connectés... L'installation des compteurs communicants bénéficiera à l'ensemble de la filière électrique. »**

---

Pièce A.30 - Fiche ENEDIS, Linky : le nouveau compteur communicant d'ERDF, nov. 2015

Il en ressort que le matériel litigieux comprend un modem CPL, un support logiciel modifiable c'est-à-dire une mémoire reprogrammable, ainsi qu'un microprocesseur pour exécuter lesdits logiciels. La *chose* comprend donc un **ordinateur**, lequel est destiné à capter et retransmettre des données personnelles dans l'intérêt de la filière électrique au centre de laquelle se trouve ENEDIS SA, avec la particularité d'être placé directement sous le contrôle opaque adverse.

<sup>15</sup> Définition juridique la *cause*, voir point (3) (a), *Vocabulaire juridique*, G. Cornu, 9<sup>e</sup> éd. 2011,



Néanmoins, comme il a été relaté plus haut, les indications d'ENEDIS SA en ce qui concerne ses intentions vis-à-vis de la vie privée des consommateurs, se voulaient rassurantes.

Pièce A.22.1 - Vidéo RMC Bourdin Direct 1<sup>er</sup> avril 2017 - Capture d'écran

Pièce A.22.2 - Vidéo RMC Bourdin Direct 1<sup>er</sup> avril 2017 - Vidéo au format MP4

ENEDIS a même entendu qualifier le problème des données personnelles de « **fausses rumeurs** » et a alors assuré, tout en même temps, d'une part qu'aucune coordonnée « **ne transite dans le système Linky** », et d'autre part que les données personnelles « **ne seront pas communiquées à des tiers sans l'accord du client** » :



Pièce A.16 - Lettre d'information "ENEDIS et vous", n°26 juin 2016

Les engagements de la société ENEDIS étaient *a priori* rassurants, bien que le juriste pouvait déjà observer une sournoiserie puisque, si les coordonnées ne circuleraient pas dans le système "Linky", les données personnelles en cause sont pourtant associées à un identifiant unique qui permet de les rattacher aux coordonnées du client (adresse, téléphone, etc.).

Les velléités d'ENEDIS SA en matière de "*big data*"<sup>16</sup> se révéleront plus nettement lorsque la discussion aura lieu entre les dirigeants impliqués, **au colloque annuel de l'Union Française de l'électricité (UFE)** tenu le 5 décembre 2017.

À cette fin, nous soit-il permis d'évoquer l'obscur scène « **Qui se positionne – et où – sur la chaîne de valeur de l'énergie ?** », jouée notamment entre le *Transporteur*, le *Distributeur* et le *Fournisseur*. Y figurent les représentations des sociétés Réseau de Transport Électricité dite **RTE** (son Directeur Général Adjoint, M. PIECHACZYK), **ENEDIS** (sa Directrice du numérique, Mme GENERMONT-LAPLANTIFF), et **DIRECT ÉNERGIE** (son Directeur Général Délégué, M. CHONÉ).

Le *mobile* d'ENEDIS, ce qui la *meut* pour agir avec une telle violence, s'expose ainsi :

---

La table ronde est animée par Arnaud FLEURY.

**Arnaud FLEURY**

Xavier Piechaczyk, en préparant cette rencontre, vous m'avez dit que les *smart grids* étaient synonymes de flexibilité, laquelle est en train de donner naissance à un marché centré sur la data.

---

<sup>16</sup> *Big data* pris ici comme un volume de données considérable aux forts enjeux commerciaux.

### **Xavier PIECHACZYK**

Ce marché représente environ 850 millions d'euros par an d'échanges, si l'on additionne tous les systèmes mis en place pour piloter le système électrique. C'est le volume de transfert de tout ce qui a trait aux flexibilités. Nous avons entendu ce matin que la data et les services qu'elle permet de créer vont permettre de réaliser des effacements. Ce marché est beaucoup plus étroit – environ 3 GW, ce qui génère 70 à 100 millions d'euros d'échanges par an, essentiellement au bénéfice de l'évitement des moyens de production. Autrement dit, ce qu'on gagne en effacement s'apprécie en termes d'économies de construction de moyens de fourniture pour la pointe.

### **Arnaud FLEURY**

Madame Genermont-Laplatif, l'agence ORE est créée par le regroupement de 170 fournisseurs d'énergie (gaz et électricité). S'agit-il notamment de se prémunir des attaques des GAFA contre le marché des données de la distribution ?

### **Chantal GENERMONT- LAPLANTIF**

Nous nous trouvons, en tant qu'opérateurs, de plus en plus au centre du système électrique. Nous sommes proches du client et des moyens de distribution. Tous les acteurs de la distribution ont ainsi décidé de se rassembler pour mutualiser leurs ressources. Il s'agit de ressources humaines (par exemple des *data scientists*) et technologiques (notamment les algorithmes qui existaient au sein de l'ADEF). L'objectif est de rendre les services numériques accessibles à tous, en permettant à tous les distributeurs d'être au niveau des exigences légales (par exemple du point de vue des bilans électriques).

Un accord a été scellé parmi ces 170 acteurs en moins de huit mois, car il y avait urgence dans cette mise à niveau, afin que nous soyons tous capables de remplir nos obligations avec le même niveau d'excellence. La distribution française totalise plus de 36 millions de clients, ce qui représente des volumes de données qui ont peu d'équivalents dans d'autres industries. Notre Agence ne gère pas les données des 170 distributeurs : ce n'est pas un *data hub* mais une société de moyens. Nous n'avons pas l'objectif de fondre ces données.

### **Arnaud FLEURY**

Fabien Choné, il existe un contexte de chaîne de valeur autour de la donnée. Nous constatons aussi que le système évolue de plus en plus vers l'aval. Est-ce le secret pour se positionner dans la chaîne de valeur ?

### **Fabien CHONE**

Absolument. La chaîne de valeur est en train de se transformer profondément et le groupe Direct Energie se positionne sur les services qui vont faire du consommateur un « consom'acteur ». En tant qu'énergéticien du 21<sup>ème</sup> siècle, nous nous positionnons en aval dans les services énergétiques mais aussi en amont, en investissant massivement dans les moyens de production de la transition énergétique. Nous allons notamment investir dans les trois ans qui viennent dans le cycle combiné gaz, et plus de 200 millions d'euros par an dans les énergies renouvelables sur le territoire français.

### **Arnaud FLEURY**

Le challenge, pour vous, est de pouvoir proposer au consommateur final toute une palette de services rendus possibles par la digitalisation.

### **Fabien CHONE**

Tout à fait. Nous n'avons pas vocation à être un revendeur de kWh. C'est la raison pour laquelle nous développons des innovations. Nous venons par exemple d'être agréés [...]

---

Pour la loyauté des débats, il sera précisé que les propos précités sont ceux d'une retranscription synthétique, toutefois rédigée par l'Union Française de l'Électricité (UFE).

Url : [http://ufe-electricite.fr/IMG/pdf/actes\\_du\\_colloque\\_ufe\\_05122017.pdf](http://ufe-electricite.fr/IMG/pdf/actes_du_colloque_ufe_05122017.pdf)

Pièce A.5 - Colloque UFE 2017, *Demain ne sera pas comme hier, il sera nouveau et dépendra de nous....*,  
Tables rondes chaîne de valeur et cybersécurité

Mais pour rétablir toute la transparence nécessaire, sera produit le film de ladite scène. Dans un décor glacial, au fond duquel fusent de brillantes lumières à travers les immeubles pour évoquer la donnée *traversant* le domicile, chaque personnage évoque la valeur économique de son jeu de données personnelles – une tension entre eux reste palpable : chacun convoite seul la part du lion, mais tous peuvent ensemble augmenter le volume de données capturées au préjudice des consommateurs :



Url : [https://www.youtube.com/watch?v=gHRTCeSIZo0&list=UUZWWEWE1G9xFXZRavgs\\_u5bw&index=13](https://www.youtube.com/watch?v=gHRTCeSIZo0&list=UUZWWEWE1G9xFXZRavgs_u5bw&index=13)

Pièce A.6.1 - Colloque UFE 2017, Table ronde chaîne de valeur - Capture d'écran

Pièce A.6.2 - Colloque UFE 2017, Table ronde chaîne de valeur - Vidéo au format 3GP

Entre pairs, les tenants et aboutissants de l'installation du système "*Linky*" sont alors plus explicites. La fausse cause "écologique" pour l'installation à tout-va du matériel de captation s'efface, pour laisser place à cet incommensurable attrait de la société ENEDIS pour capturer d'exaltants jeux de données personnelles au préjudice d'une clientèle « *qui représente des volumes de données qui ont peu d'équivalents dans d'autres industries.* ».

Il s'agit d'une initiative certainement méritoire en matière de la liberté du commerce, mais un enjeu juridique essentiel pour le Tribunal est de déterminer au regard des *faits*, dans quelle réalité juridique est appréhendé son **antonyme** : le *consentement libre, éclairé et spécifique* des personnes concernées à être finement profilées.

La *cause* de la société ENEDIS qui s'évertue à organiser l'installation de ce *matériel* de profilage, même dans les cas où il est manifeste qu'un consentement ne sera pas *librement* obtenu avant la date de péremption du produit installé, en ressortira mieux comprise.

De là, une question.

**Combien d'années**, allait-il s'écouler avant que ces propos du 5 décembre 2017 ne s'accompagnent d'un renversement de la *présomption* selon laquelle ce marché exaltant resterait néanmoins astreint au respect du sacro-saint principe de *consentement* ?

## Trois mois.

Dès le 5 mars 2018, il apparaissait que le système de traitement de données personnelles “Linky” avait déjà permis l’enregistrement et la retransmission de données particulièrement intrusives en l’absence de tout consentement licite. C’est ce qu’a estimé la Commission Nationale Informatique et Libertés, qui a rendu la **décision CNIL n°2018-007 du 5 mars 2018**<sup>17</sup> pour mettre en demeure la société DIRECT ÉNERGIE [seuls les surlignements sont ici ajoutés] :

---

« [...] Sur les données de consommations issues des compteurs communicants LINKY

*Développé et déployé par la société ENEDIS, gestionnaire du réseau de distribution d’électricité, le compteur communicant LINKY a notamment pour objet de permettre aux consommateurs une meilleure maîtrise de leurs consommations d’électricité [...] et d’offrir de nouveaux services (ex : bilan énergétique).*

*Doté de plusieurs fonctionnalités techniques, ce compteur communicant permet de relever à distance des données de consommations d’électricité plus fines que les compteurs traditionnels telles que les données de consommations quotidiennes ainsi que celles relatives à la consommation horaire ou au pas de trente minutes [...]*

### Sur les faits

*Lors du contrôle du 19 octobre 2016, la délégation a été informée que, depuis l’été 2016, la société DIRECT ENERGIE demande à la société ENEDIS de lui transmettre :*

- *les consommations horaires au pas de trente minutes de ses clients* (appelées aussi courbes de charge) ;
- et
- *leurs consommations quotidiennes d’électricité* (appelées aussi index quotidiens). [...]

### II- Sur les manquements constatés au regard des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 modifiée

*Un manquement à l’obligation de recueillir le consentement des personnes pour les traitements concernant les données relatives aux consommations au pas de trente minutes et aux consommations quotidiennes [...]*

#### Concernant les données relatives aux consommations au pas de trente minutes

[...]

*De plus, il ressort d’enregistrements d’appels téléphoniques transmis lors du contrôle du 1<sup>er</sup> février 2018, que la personne qui accepte la collecte de la consommation par courbe de charge par la société est parfois le propriétaire du logement et non son occupant, alors que ce dernier est la personne concernée par les données de consommations.*

*Aussi, et au regard de ces éléments, le consentement donné par le client à la transmission des données de consommations au pas de trente minutes à la société DIRECT ENERGIE ne peut être considéré comme libre, éclairé et spécifique, pour plusieurs raisons.*

*En premier lieu, il résulte des éléments mentionnés ci-dessus que le client reçoit une information selon laquelle son compteur doit être remplacé dans le cadre d’une campagne menée par ENEDIS. A cette occasion et à la question Que devez-vous faire, il lui est expliqué qu’il doit permettre au technicien d’accéder à son compteur et permettre à DIRECT ENERGIE d’accéder à ses données de consommations.*

[...]

*Ainsi, le client donne son accord à la collecte des données dans un contexte où il pense également donner son accord à l’activation du compteur Linky, alors que le consentement à la collecte de la courbe de charge est en fait décorrélié de l’activation du compteur.*

[...]

*En troisième lieu, le consentement est recueilli de manière générale sur la collecte de données relatives à la courbe de charge, sans aucune précision sur la cadence effective de cette collecte – à savoir le pas de trente minutes.*

*Enfin, l’autorisation délivrée au téléphone par un tiers (le propriétaire du logement) ne saurait valoir consentement des locataires au traitement de leurs données. Dans cette hypothèse, le consentement de la personne concernée fait entièrement défaut.*

*Or la Commission a considéré dans sa recommandation relative aux traitements des données de consommation collectées par les compteurs communicants du 15 novembre 2012, que la courbe de charge ne pouvait être collectée qu’avec le consentement exprès des personnes concernées.*

[...]

---

<sup>17</sup> Décision CNIL n°2018-007 du 5 mars 2018 :

Url : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCnil.do?id=CNILTEXT000036742604>



*En ce qui concerne l'intérêt légitime poursuivi par le responsable de traitement visé au 5° de l'article 7 précité, la collecte par défaut des données de consommations au pas de trente minutes des foyers équipés du compteur Linky apparaît particulièrement intrusive en ce qu'elles sont susceptibles de révéler des informations sur la vie privée des personnes concernées, telles que les heures de lever et de coucher ou le nombre de personnes présentes dans le logement. [...]*

*Il en résulte que le traitement précité est dépourvu de base légale faute de recueillir valablement le consentement des clients ou de pouvoir se prévaloir de l'une des bases légales alternatives mentionnées aux 4° et 5° de l'article 7.*

*[...]*

*Ces faits constituent donc un manquement aux dispositions de l'article 7 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée.*

*En conséquence, la société DIRECT ENERGIE sise 2bis, rue Louis Armand, à Paris (75015) est mise en demeure [...] »*

### **B.3 Décision CNIL n°2018-007 du 5 mars 2018**

Cette mise en demeure a fait l'objet d'une clôture le 25 octobre 2018 sans contestation utile sur les violations en cause, cependant que le RGPD est entré en vigueur :

*« [...] si la persistance ou la réitération des manquements visés dans la mise en demeure était constatée à l'occasion de vérifications ultérieures, une procédure de sanction pourrait être engagée à l'encontre de votre organisme conformément aux articles 45 et suivants de la loi du 6 janvier 1978 modifiée. [...]*

*Je vous indique que le Règlement général sur la protection des données, entré en application le 25 mai 2018, s'inscrit dans la continuité de la loi Informatique et Libertés et participe à la protection des données à caractère personnel, droit fondamental reconnu à chaque personne.*

*Aussi, j'attire votre attention sur la nécessité de veiller au respect de ses dispositions. »*

### **B.4 Décision CNIL du 24 octobre 2018 en clôture de la décision n°MED-2018-007 du 5 mars 2018**

Ainsi, si ENEDIS SA assure auprès des profilés que leurs données personnelles ne seraient cependant jamais enregistrées par elle ni retransmises à un tiers sans son consentement, il est néanmoins constaté que cet enregistrement et transmission ont lieu sans que la société ENEDIS ne vérifie la réalité du consentement en cause, en contrariété avec ses engagements et obligations.

Ces événements en expliqueront d'autres, antérieurs, comme la production par la société mère d'ENEDIS d'une fiche intitulée « LES ENJEUX DU BIG DATA POUR LA MISE EN PLACE DES SMART-GRIDS », dans laquelle on relève, notamment :

- Un titre évocateur « SMART METERING: A DATA DELUGE! » (p. 3) ;
- La reconnaissance des défauts du produit déployé au titre des difficultés :  
« Ce qui est moins facile : [...] - Sécurité et privacy » (p.6) ;
- Dès le départ un système où les données fines des clients sont toutes relevées, comme si les refus de consentir au profilage intrusif sera d'environ zéro personne :  
« 1 mesure toutes les 10 mn pour 35 millions de clients - Volume annuel : 1800 milliards de lignes, 120 TB de données brutes » (p. 7) ;
- Ainsi qu'un développement explicite des motifs pour les outils employés « Motivations : digitalisation de la relation client, vision 360 du client, sentiment analysis<sup>18</sup> » (p. 15).

Pièce A.29 - Fiche EDF sur le Linky intitulée « Les enjeux du big data pour la mise en place des smart-grids », janv. 2014

La société ENEDIS n'était donc pas sérieuse lorsqu'elle indiquait n'avoir « aucun intérêt » à profiler tout le monde. Au contraire, le matériel litigieux est manifestement conçu et installé pour récolter toutes les données privées au préjudice des personnes concernées.

Pièce A.16 - Lettre d'information « ENEDIS et vous », n°26 juin 2016

<sup>18</sup> La notion de « sentiment analysis » est aussi appelée « opinion mining » c'est-à-dire fouille d'opinions.

C'est pourquoi il sera aussi démontré aux débats que seules des mesures de protection qui contraignent matériellement la société ENEDIS permettront de l'aider à ajuster ses intentions pour que les droits des demandeurs à la présente instance soient respectés.

Les faits relatifs à la *cause* de la société ENEDIS SA pour les actes qu'elle commet à l'occasion du déploiement litigieux étant maintenant exposés en leurs deux versants – indications proposées aux consommateurs et *cause réelle*, encore faut-il exposer les faits relatifs **aux choix technologiques** opérés par la société ENEDIS pour constituer un système permanent de captation de données personnelles qui ne peut être déconnecté quitte à gâcher l'hygiène de vie des requérants en ajoutant dans leur habitat de nouvelles radiofréquences chroniques.

Cet exposé implique de faire quelques observations préalables sur les champs électromagnétiques.

## V/ LES CHAMPS ÉLECTROMAGNÉTIQUES

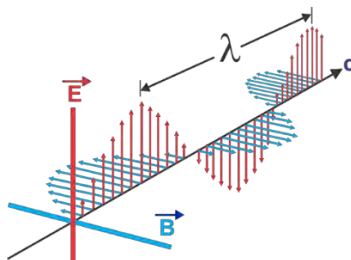
**Eu égard à la gravité des actes incriminés, les Tribunaux ne peuvent plus faire l'impasse sur quelques notions fondamentales de l'électricité** pour s'en remettre exclusivement aux seules expertises préalables, lesquelles ont trompé l'avis de l'ANSES comme il sera nettement exposé puis débattu ci-après.

Notamment à hauteur de référé, en constatant clairement les conditions dans lesquelles les mesures invoquées par la société ENEDIS ont été faussées par le recours à quelques procédés bien connus, le Tribunal ne pourra que prononcer les mesures provisoires de protection requises dans l'attente d'expertises contradictoires approfondies en cas de saisine au fond.

### A. Définitions classiques

#### 1) La fréquence en Hert ou kilohertz (kHz)

En électromagnétique classique, une onde donnée est physiquement caractérisée notamment par sa longueur en mètre(s), usuellement désignée par la lettre lambda ( $\lambda$ ), et ainsi par la fréquence qui en résulte.



Pour un signal donné et comme illustré ci-dessus, la *longueur* d'une onde ( $\lambda$ ) en mètres, correspond à la distance parcourue par cette onde pendant une période dudit signal<sup>19</sup>.

Les ondes électromagnétiques se propageant à la vitesse de la lumière (en pratique 300.000 kilomètres par seconde) leur *longueur* est par conséquent égale à la *durée* (T) d'une période, multipliée par cette *vitesse* (v).

Cette relation implique que **la fréquence est inversement proportionnelle à la longueur d'onde et vice-versa**, comme cela sera observé dans le tableau produit plus bas.

**On désigne ainsi très simplement le nombre d'oscillations de l'onde en cause pendant une seconde par sa fréquence en Hertz (Hz). Ce sont les ondes "hertziennes".**

Pour mieux comprendre cette relation, quitte à la vulgariser, notons que l'onde électromagnétique peut être comparée à la houle sur l'eau : plus serrées seront les vagues, plus leur fréquence sera élevée ; plus espacées seront les vagues, plus leur fréquence sera basse. Il ne s'agit que d'une image pour illustrer un phénomène physique invisible mais réel.

Une fréquence de 50 Hz correspond à cinquante oscillations par seconde. C'est à cette fréquence que l'électricité est distribuée, par ENEDIS en France, comme en Europe, pour des raisons économiques historiques.

Un effet physique simple des champs magnétiques illustrera une réalité tangible de cette force. Dans un transformateur électrique de quartier, les effets des champs magnétiques engendrés par la transformation du courant sont si forts qu'ils font vibrer jusqu'au lourd

<sup>19</sup> La période étant la durée nécessaire à l'onde en question pour revenir à son état initial, avant de repartir pour une nouvelle période. C'est l'oscillation.

transformateur. C'est la raison du bruit sourd<sup>20</sup> que l'on peut entendre directement en passant à proximité d'un transformateur dans la rue.

Les notions de fréquence et de longueur d'ondes étant brièvement exposées, il est possible de consulter la classification qui en est traditionnellement faite, afin de comprendre ce que "Linky" change en termes d'exposition aux champs électromagnétiques.

Le tableau ci-après présente une classification de l'ensemble du spectre des champs électromagnétiques, des fréquences les plus basses (comme celle des champs électromagnétiques résultant de l'électricité en 50 Hertz) aux fréquences les plus hautes comme les rayons X et les rayons gamma ( $\gamma$ ), en passant par le spectre des ondes électromagnétiques visibles pour l'œil sans instrument :

Tableau 5.1- Spectre électromagnétique.

Fréquence en Hz	Dénomination	Longueur d'onde en m
	ELF (Extremely Low Frequency)	$10^8$
	Fréquences industrielles	$10^7$ 10 <sup>4</sup> km
	SLF (Super Low Frequency)	$10^6$
	ULF (Ultra Low Frequency)	$10^5$ 100 km
1 kHz	VLF (Very Low Frequency)	$10^4$
	LF (Low Frequency)	$10^3$ 1 km
	MF (Medium Frequency)	$10^2$
1 MHz	HF (High Frequency)	10
	VHF (Very High Frequency)	1 1 m
	UHF (Ultra High Frequency)	$10^{-1}$
1 GHz	SHF (Super High Frequency)	$10^{-2}$ 1 cm
	EHF (Extremely High Frequency)	$10^{-3}$
	Micro ondes	$10^{-4}$
1 THz	Infrarouge (IR)	$10^{-5}$
	visible	$10^{-6}$ 1 $\mu$ m
	Ultraviolet (UV)	$10^{-7}$
	Rayons X	$10^{-8}$
	Rayons $\gamma$	$10^{-9}$ 1 nm
		$10^{-10}$ 1 Å
		$10^{-11}$
		$10^{-12}$
		$10^{-13}$

Pièce A.33 - Extrait du manuel *Electromagnétisme, Ondes et propagations guidées*, éd. Dunod, 2017

<sup>20</sup> Le son est alors entendu à une fréquence double, soit environ 100 hertz, en raison de l'aller (dans un sens) puis du retour (dans l'autre sens) du champ magnétique sur une même période.



Les rayonnements dits ionisants qui sont les plus rapidement dommageables ne concernent que la partie inférieure du tableau. Les rayonnements ici en cause sont non ionisants.

## 2) Le champ électrique en volts par mètre (V/m)

Le champ électrique est un phénomène physique à raison duquel un objet agit sur un autre sans lien de matière entre eux.

Il s'agit d'une grandeur vectorielle : en simple, elle suppose une direction et un sens, ainsi qu'une valeur d'intensité. Elle peut être représentée par des flèches dont l'orientation traduit la direction du champ, la flèche exprime son sens, et la longueur révèle son intensité.

Un exemple est le champ électrostatique, dont les forces sont schématisées ci-dessous entre deux points par des flèches :

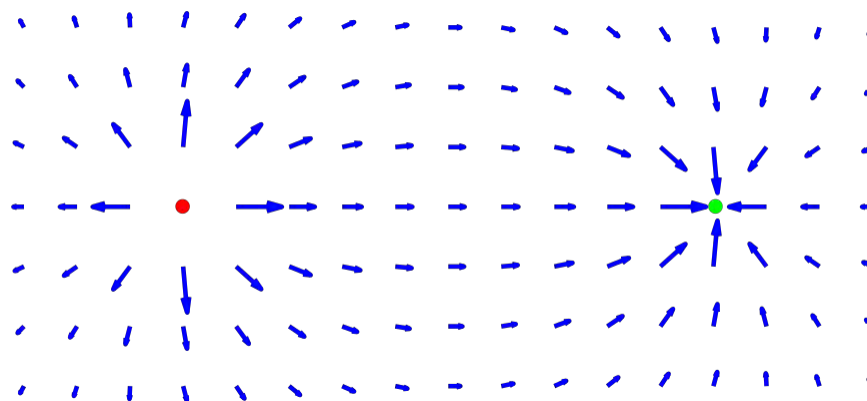


Illustration Wikimedia Commons

L'action d'un champ électrostatique peut parfois être observée directement, par exemple lorsqu'un cheveu se soulève à l'approche d'un objet très chargé. Ce type de champ électrique est qualifié de statique car il ne se déplace pas, il est exercé dans une direction constante.

Contrairement à cette première approche schématique, les champs électriques ici en cause ne sont pas statiques mais *dynamiques* : ils changent de sens entre 35.000 et 95.000 fois par seconde selon les fréquences fondamentales choisies par ENEDIS SA.

Cette grandeur « *est exprimée en volts par mètre (V/m)* » (Décret 2002-775).

À ce stade du contentieux, l'exposition des demandeurs ne sera pas discutée en ce qui concerne l'intensité du champ électrique des courants du "Linky" mais au niveau de l'intensité des champs *magnétiques* générés, notamment dans l'habitat.

## 3) L'intensité du champ magnétique en micro Teslas (μT) ou ampères par mètre (A/m)

L'intensité du champ magnétique est une valeur utile pour comprendre les griefs faits à ENEDIS SA en ce qui concerne les nouveaux courants porteurs en ligne du "Linky".

Comme précédemment, il s'agit d'une grandeur vectorielle. Un champ magnétique se mesure soit en « *intensité de champ magnétique* » en « *ampères par mètre (A/m)* », soit en « *densité de flux magnétique* » en **micros** « *Teslas* » (μT), l'un étant lié à l'autre par une relation mathématique simple où 1 A/m est égal à 1,257 μT (Décret 2002-775).

### Représentation des champs magnétiques :

Un champ magnétique peut aussi être schématiquement représenté par ses lignes de champs.

Par exemple pour un fil conducteur vu en coupe (ci-dessous en rouge) où circule un courant :

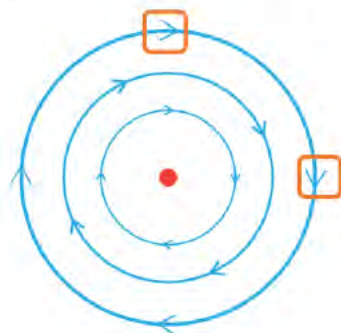


Illustration interne

Si le sens du courant traversant un fil s'inverse, le sens du champ magnétique s'inverse également :

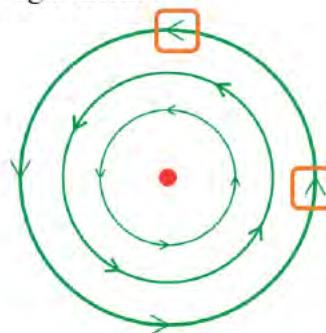


Illustration interne

### Réduction des champs magnétiques :

On peut ainsi illustrer un phénomène bien connu de l'ingénieur électricien selon lequel deux fils proches, où circulent des courants opposés, génèrent des champs pratiquement contraires :

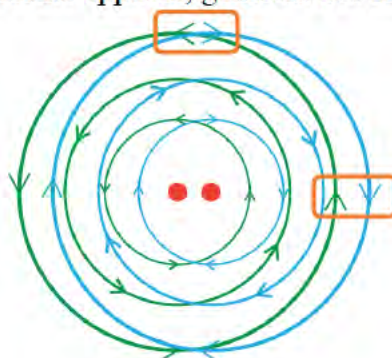


Illustration interne

Il en résulte une configuration presque idéale où les champs magnétiques s'atténuent mutuellement en grande partie, seule la résultante de ces deux champs pouvant être mesurée.

### Annulation des champs magnétiques :

Il existe aussi des techniques permettant d'*annuler* presque totalement les champs magnétiques. C'est le cas du câble co-axial ou encore de la technique consistant à torsader ses fils. Ce procédé est par exemple utilisé sur les câbles aériens en enroulant les fils entre eux :



Pièce A.44 - Exemple de fils électriques torsadés sur le réseau électrique basse tension (photographie)

La technique des câbles torsadés sur le réseau de distribution est connue de l'ANSES, laquelle confirme son effet comme permettant pratiquement d'annuler les champs magnétiques :

Le champ magnétique émis par les réseaux de transport et de distribution d'électricité est proportionnel à l'intensité du courant circulant dans les câbles. Il est par ailleurs inversement proportionnel au carré de la distance aux câbles (décroissance en  $1/d^2$ , si  $d$  représente la distance au câble). Dans cette famille, les réseaux torsadés (réseaux isolés 380 V et câbles 20 kV) constituent un cas particulier. Leur disposition en torsade réduit le champ magnétique à un niveau pratiquement négligeable.

Pièce A.38 - ANSES ex AFSSET, *Effets sanitaires des champs électromagnétiques extrêmement basses fréquences*, 2010, point Lignes de transport et de distribution d'électricité

On se demandera ainsi plus bas si ENEDIS SA peut encore opposer aux demandeurs le contenu d'une étude de l'ANSES fondée sur des mesures faites sur des câbles serrés ou même torsadés, ce qui a pour effet d'annuler presque entièrement le champ mesuré.

#### Proportionnalité de l'intensité du champ magnétique à celle du courant injecté :

Toutes choses égales par ailleurs, l'intensité d'un champ magnétique en un point donné est **proportionnelle à l'intensité du courant**. Ainsi, selon le rapport du CSTB, lorsque l'intensité du courant porteur en ligne "Linky" passe de 9,6 à 127,8 milli ampères (mA) soit une multiplication par 13,3, le champ magnétique résultant passe de 0,00026 à 0,00327  $\mu$ T soit une multiplication similaire par 12,6.

Pièce A.41 - CSTB, Rapport sur les expositions dues au "Linky", janv. 2017

#### Dépendance du courant injecté à l'impédance d'un circuit :

Pour comprendre les intensités des courants porteurs injectés par le "Linky", il est nécessaire d'évoquer rapidement la notion d'impédance d'un circuit.

L'impédance est la caractéristique d'un circuit électrique, pour une fréquence donnée, à s'opposer, à résister, au passage d'un courant.

Lorsqu'un circuit est dit "ouvert", c'est-à-dire qu'aucun appareil n'est relié au circuit, pratiquement aucun courant ne peut passer, son impédance très grande est alors dite infinie. Dans cette hypothèse idéale, le signal du CPL d'un "Linky" serait utilement transmis au concentrateur (ou à un "Linky" voisin servant d'émetteur relai), avec un très faible courant. C'est ce que l'on appelle le **"mode conduit"**, dans lequel le circuit électrique ne rayonne presque pas de champ magnétique.

Mais dans le circuit électrique d'une habitation, cette impédance est au contraire "faible" : elle laisse facilement passer les courants porteurs en ligne car les divers appareils comprennent des circuits électroniques qui les font fuir. Par ailleurs, il faut tenir compte de la contrainte physique propre aux câbles qui ne sont pas conçus pour des communications électroniques.

Bien consciente de cet état de fait, ENEDIS SA a conçu le "Linky" pour envoyer beaucoup plus de courant dans le réseau, afin de forcer le signal utile à atteindre le relai visé. Cela provoque davantage de rayonnements, c'est ce que l'on appelle le **"mode rayonné"**.

Un aperçu de ce phénomène a été illustré par le CSTB en montrant ce qu'il se passait en branchant seulement quatre chargeurs de portable, ce qui est peu en considération de toute l'électronique que l'on retrouve dans une habitation (chargeurs, électronique dans les ampoules modernes, autres appareils électroniques, éléments du tableau électrique, etc.).

Ainsi, lors de cet essai avec quatre chargeurs, le CSTB a constaté que les nouveaux CPL injectés dans les rallonges par l'appareil litigieux voyaient leur intensité augmenter de 2,6 à 127,8 mA pour le "Linky G1" (soit 50 fois), ou de 0,2 mA à 38,9 mA pour le "Linky G3" (soit 200 fois) :

Alimentation électrique	Amont du compteur	G1	Aval du compteur	Charge électrique
	Avec communication CPL		Avec communication CPL	
	103,8 mA		2,6 mA	Sans charge
	201,2 mA		9,6 mA	Radiateur 2000 Watts
	82,7 mA		127,8 mA	Chargeurs / alimentations

Table 3-6 : mesures de courant électrique maximum en amont et en aval du compteur G1

Alimentation électrique	Amont du compteur	G3	Aval du compteur	Charge électrique
	Avec communication CPL		Avec communication CPL	
	58,4 mA		0,2 mA	Sans charge
	57,4 mA		2,9 mA	Radiateur 2000 Watts
	28,7 mA		38,9 mA	Chargeurs / alimentations

Table 3-7 : mesures de courant électrique maximum en amont et en aval du compteur G3



Le courant injecté dans le circuit électrique de l’habitat, inadapté aux communications électroniques, est déjà **multiplié par 50 à 200 fois en branchant seulement quatre chargeurs**.

La société ENEDIS sait bien que les circuits électriques en cause sont reliés à davantage d’appareils et a conçu le “Linky” avec des composants permettant de pulser des courants porteurs **encore plus forts, entre 500 mA et 1.500 mA**, augmentant ainsi encore l’intensité des champs magnétiques dus aux nouveaux courants porteurs en ligne.

Pièce A.34.1 - Traduction libre de l’article “Where business begins, Robust PLC made easy”

Pièce A.34.2 - Article “Where business begins, Robust PLC made easy”

Ce faisant, ENEDIS SA propose d’augmenter la *densité de courant* dans les corps humains placés à proximité des circuits et appareils électriques reliés à une grappe équipée du “Linky”.

#### 4) La densité de courant

Parmi les événements qui se produisent dans la matière vivante exposée à un champ magnétique d’une fréquence donnée, la **densité de courant** correspond à la mesure du phénomène selon lequel **un courant électrique se met à circuler à l’intérieur de ladite matière vivante** à la même fréquence, du fait de ladite exposition. C’est ce que certains appellent l’“*électrocution lente*”. On quantifie ainsi à quel point est concentrée la circulation du courant subi, en rapportant l’intensité en question (en Ampères) à la superficie (en mètres carrés) de la section de corps traversée, soit en Ampères par mètre carré (A/m²).

L’ANSES ex AFSSET exposait ainsi en 2009 cette classification en retenant la même unité :

Tableau 5 : Grandeurs physiques caractérisant l’interaction onde / matière, en fonction de la fréquence

	Gamme de fréquences	Grandeur physique	Unités	Effets à l’origine des valeurs limites visant à prévenir les effets sanitaires	
Radiofréquences ↑ ↓	0 - 1 Hz	Induction magnétique pour les champs statiques (fréquence nulle)	T	Stimulation musculaire	Système cardiovasculaire / charges électriques de surface - induction de champ électrique dans les tissus en mouvement
		Densité de courants pour les champs variables dans le temps	A/m²		Système nerveux central
	1 Hz - 100 kHz	Densité de courants	A/m²		Système nerveux
	100 kHz - 10 MHz	Densité de courant et débit d’absorption spécifique	A/m² W/kg	Échauffement	Système nerveux Stress thermique généralisé du corps, Échauffement localisé
	10 MHz - 10 GHz	Débit d’absorption spécifique	W/kg		Stress thermique généralisé du corps
	10 GHz - 300 GHz	Densité de puissance	W/m²		Échauffement localisé
	300 GHz – Rayonnements ionisants	Énergie des photons	eV		Tissus à la surface ou proches de la surface du corps, réaction photochimique

»

Pièce A.36 - ANSES ex AFSSET, Les radiofréquences, 2009 - Avis, Recommandations et point 3.2 du Rapport

Ce constat conduit naturellement à la question de l’effet des champs électromagnétiques sur la santé.

## VI/ L'effet des champs électromagnétiques sur l'être humain

### A. La position du problème

Les normes d'exposition invoquées par ENEDIS SA se rapportent aux effets immédiats dus à une densité de courant extrêmement élevée, laquelle provoque un *choc sévère*, ou encore une *difficulté à respirer*, ainsi que l'expose l'ICNIRP gratuitement traduite par l'INRS.

Pièce A.35 - Traduction française de l'article de l'ICNIRP de 1994, INRS 2001

La survenance d'effets si graves et si rapides amène à considérer qu'à des niveaux inférieurs mais pour des expositions plus chroniques, le risque sanitaire puisse exister. C'est l'existence de ce risque sanitaire qui sera démontrée aux débats pour les personnes dites saines, alors que c'est additionnellement un risque de dommage imminent qui sera démontré pour les personnes électrohypersensibles.

À des seuils d'exposition en-deçà de ces normes, plusieurs milliers d'études mentionnent des effets. C'est l'objet notamment du rapport dit *Bioinitiative*, lequel n'est pas débattu à ce stade et dont on évoquera seulement le fait qu'il a recensé 1.200 études (*Bioinitiative 2007*) plus 1.800 études (*Bioinitiative 2012*) mentionnant des effets<sup>21</sup>.

Par ailleurs, tel un médicament, les champs électromagnétiques peuvent avoir dans certaines circonstances des effets bénéfiques (guérison) sur certaines pathologies.

L'ANSES ne conteste pas les effets de guérison commercialement exploités. Même s'il est bien connu qu'un traitement médical ne devrait pas être administré en dehors d'une prescription médicale, les instances officielles font en général preuve d'une scepticisme rigoureux non plus sur la réalité des effets pathogènes mais sur le niveau de preuve atteint, notamment lorsque différentes études ne convergent pas. Ce paradoxe ne résistera pas à l'examen par le Tribunal.

En effet, dans le cadre des nouvelles radiofréquences ajoutées par ENEDIS SA dans l'habitat, l'ANSES a nettement exposé son « *incertitude* » et il apparaîtra au regard des faits ci-après que l'*existence* du risque à l'égard de tous est *certaine*.

#### 1) Le décalage entre la date de connaissance et la date officielle

De par cette culture du doute, la date de consécration des certitudes d'une agence sur un effet intervient tardivement par rapport à la date de connaissance des risques. Un exemple français l'illustrera, précisément en matière de radiofréquences.

**2009**, l'absence d'homogénéité des résultats (des études constatent des effets, d'autres pas) ne permet pas de formuler de conclusion "cohérente" quant aux effets des radiofréquences sur les enfants. Il faut *poursuivre la recherche*, sans protéger ni s'interroger davantage sur l'origine des études ne trouvant pas d'effet :

#### **Effets des radiofréquences sur les enfants**

Une partie de la population nourrit des craintes quant aux effets des champs électromagnétiques radiofréquences sur la santé des fœtus, des enfants et des adolescents. Ces craintes sont justifiées par l'utilisation de plus en plus précoce des techniques de communication sans fil, par la durée bien plus longue de l'exposition à laquelle ces enfants seront soumis et par la vulnérabilité supposée plus grande de leurs tissus. Ces problèmes ont été abordés dans plusieurs parties du rapport. On peut en faire la synthèse suivante.

<sup>21</sup> Site original en anglais : <http://www.bioinitiative.org/research-summaries/>

Extraits du rapport 2007 traduits en français par le CRIIREM :

[https://www.criirem.org/wp-content/uploads/2015/11/bioinitiative\\_vf-3.pdf](https://www.criirem.org/wp-content/uploads/2015/11/bioinitiative_vf-3.pdf)

Extraits du rapport 2012 traduits par PRIARTEM et corrigé par un collectif écologiste de Belgique "GRAPPE" :

[http://grappebelgique.be/IMG/pdf/Conclusions\\_du\\_rapport\\_BioInitiative\\_2012\\_Traduit\\_en\\_francais.pdf](http://grappebelgique.be/IMG/pdf/Conclusions_du_rapport_BioInitiative_2012_Traduit_en_francais.pdf)

Des études et recherches dosimétriques spécifiques ont été réalisées ou sont actuellement en cours. Leurs premiers résultats ne sont pas homogènes. Ces études doivent être poursuivies, pour permettre par exemple de mieux évaluer l'impact de la variabilité des différentes morphologies et des caractéristiques physico-chimiques des tissus sur le DAS, et pour valider les modèles, les méthodes de calcul et les méthodes de mesure utilisés.

Des limitations d'ordre éthique évidentes font que les études et expérimentations impliquant la participation directe d'enfants ont été peu nombreuses et resteront peu nombreuses. Certaines ont mis en évidence une amélioration des performances cognitives qui reste à répliquer. Les recherches expérimentales sur l'animal ont été un peu plus nombreuses. Mais l'extrême diversité des modèles utilisés et les lacunes méthodologiques de la plupart de ces études ne permettent pas de formuler une conclusion cohérente sur le sujet. Ces recherches expérimentales doivent être poursuivies. Par ailleurs, une étude épidémiologique cas-témoin sur les tumeurs cérébrales de l'enfant est en cours.

Pièce A.36 - ANSES ex AFSSET, Les radiofréquences, 2009 - Avis, Recommandations et point 3.2 du Rapport

**2016**, il y a bien, finalement, un “*un effet possible*”, ou plus précisément des “*effets aigus*” des radiofréquences sur les enfants :

Ainsi, d'après les études disponibles analysées portant sur les effets sanitaires des radiofréquences, les travaux d'expertise collective permettent de conclure à un effet possible des radiofréquences sur :

- les fonctions cognitives : les résultats montrant des effets aigus se basent sur des études expérimentales dont la méthodologie est bien maîtrisée ;
- le bien-être : ces effets pourraient cependant être liés à l'usage du téléphone mobile plutôt qu'aux radiofréquences qu'ils émettent.

Pièce A.37 - ANSES, Exposition aux radiofréquences et santé des enfants, 2009 - Avis

2) Les normes dites sanitaires invoquées par ENEDIS SA

L'un des phénomènes *biologiques* liées à une exposition aux champs électromagnétiques, dans les fréquences en cause, consiste en une circulation de courants dans le corps de la personne exposée.

L'ANSES expose ainsi :

---

« 3.2 Interactions onde - matière vivante

*Les interactions des champs électromagnétiques non ionisants avec les organismes vivants peuvent être de différentes natures : circulation de courants et échauffements des tissus. L'interaction dépend de l'environnement, de la forme et des caractéristiques physicochimiques de la matière rencontrée. Selon la fréquence, la pénétration de l'onde, les interactions avec la matière ne sont pas les mêmes et il est nécessaire d'utiliser des unités de grandeurs appropriées (cf. Tableau 5). Les phénomènes biologiques pris en compte pour prévenir des effets sanitaires dépendent de l'interaction des ondes avec la matière à la fréquence considérée. Ils s'expriment différemment en fonction du type de champ (électrique ou magnétique), et de sa fréquence. Jusqu'à 100 kHz, il s'agit des champs et courants pouvant entraîner la stimulation de tissus excitables (système nerveux et muscles). Au dessus de 10 MHz, l'absorption des radiofréquences devient prédominante et l'échauffement le mécanisme essentiel. Aux fréquences intermédiaires, entre 100 kHz et 10 MHz, il y a un mélange des deux phénomènes. Dans le domaine des radiofréquences supérieures à 10 MHz, le paramètre de référence qui permet de quantifier la dissipation d'énergie dans la matière vivante est le débit d'absorption spécifique (DAS). Le DAS est la puissance absorbée par unité de masse de tissus et s'exprime en Watts par kilogramme (W/kg). En dessous de 10 MHz, on utilise la densité de courant induit pour caractériser l'exposition aux radiofréquences. Elle s'exprime en Ampère par mètre carré (A/m²).*

---

Pièce A.36 - ANSES ex AFSSET, Les radiofréquences, 2009 - Avis, Recommandations et point 3.2 du Rapport

C'est sur la base de ce seul type d'effets quasi instantanés que les prétendues normes<sup>22</sup> sanitaires invoquées par la société ENEDIS ont été élaborées, par une association dénommée *Commission internationale pour la protection contre les rayonnements non ionisants* dite ICNIRP<sup>23</sup>, en réalité une association de lobbying régie par le droit privé allemand et dont la dénomination est confondante.

Cette association a ainsi promu il y a plus de vingt ans un article sous un titre confondant « *Guide de la limitation de l'exposition aux champs électriques, magnétiques et électromagnétiques alternatifs jusqu'à 300 GHz* ».

**Pièce A.35 - Traduction française de l'article de l'ICNIRP de 1994, INRS 2001**

Selon une méthodologie qui n'est pas celle de la détermination de l'existence d'un risque – présenter une partie des études exposant les effets constatés, puis relativiser systématiquement avec des études ne trouvant pas d'effets en faisant abstraction des tensions industrielles en cause, pour conclure systématiquement que les effets rapportés ne sont pas certains, cet article propose de ne s'en tenir qu'aux effets directs et immédiats qui n'ont pu être contestés.


Cela explique pourquoi l'article en question avait cependant dû avertir lors de sa publication qu'il serait révisé et mis à jour périodiquement « au fur et à mesure de l'identification des effets nocifs des champs électriques, magnétiques ou électromagnétiques ».

C'est d'ailleurs la société ENEDIS, forte d'un historique impliquant un risque accru de responsabilité quant à l'exposition du public aux champs électromagnétiques qui indique toute seule que la réglementation invoquée n'écarte point le risque sanitaire mais que, seulement, elle « visé » à le « restreindre » :

**L'entreprise ERDF s'intéresse t-elle à la question des ondes ?**

Dans le cadre de l'arrivée du compteur communicant, ERDF procède depuis plusieurs années à des mesures régulières en sollicitant notamment un laboratoire indépendant, le Laboratoire National de métrologies et d'Essais (LNE). ERDF respecte scrupuleusement la réglementation en vigueur\* sur cette question, laquelle vise à **restreindre le risque sanitaire** vis-à-vis de la population française.

\*voir encadré page suivante


L'ÉLECTRICITÉ EN RÉSEAU
4
12/11/2015

---

En outre, de nouvelles études gouvernementales devraient être rendues publiques au premier semestre 2016.

Il faut retenir que le compteur Linky est un instrument basse puissance, comparable aux compteurs électroniques dont les consommateurs sont déjà équipés. **À l'intérieur du logement, le compteur Linky n'induit pas davantage de champs électromagnétiques que le compteur actuel.** En effet, la technologie CPL utilisée par le compteur Linky n'utilise pas d'émetteur radio pour communiquer : elle utilise les câbles électriques déjà existants pour y superposer le signal à transmettre pendant **seulement quelques secondes par jour**.

**Pièce A.30 - Fiche ENEDIS, Linky : le nouveau compteur communicant d'ERDF, nov. 2015**

Telle est l'appréciation de la défenderesse elle-même quant au risque résultant des actes et faits qu'elle commet pour ajouter de nouveaux champs électromagnétiques à l'intérieur des foyers situés dans une zone où "Linky" est déployé.

Si ENEDIS SA a rédigé avec tant de précautions cette assertion, c'est qu'elle n'ignore nullement les risques sanitaires liés à l'ajout de nouvelles radiofréquences dans les foyers des français. Sa société mère EDF, avant sa scission en ERDF proposait en 1983 dans un rapport du Professeur Lefèvre :

<sup>22</sup> Une confusion doit être écartée, ENEDIS SA employant le terme de norme *sanitaire* dans son acception stricte, pour exclure opportunément la norme *juridique* qui elle, inclut le principe constitutionnel, international, européen et interne de précaution.

<sup>23</sup> En anglais, *International Commission on Non-Ionizing Radiation Protection* (ICNIRP). Eu égard à la constitution et aux actes de cette association, on propose une dénomination plus transparente comme *Association de promotion des plus intenses rayonnements non ionisants*.



« Le corps humain est le siège de champs électrobiomagnétiques qui régissent son fonctionnement »

[...]

*Les découvertes les plus récentes en biologie montrent que tous les organismes vivants et en particulier le corps humain, sont le siège de champs électrobiomagnétiques spécifiques, ignorés jusqu'alors du fait de leur **très faible intensité**, mais que les progrès de l'électronique permettent maintenant de mesurer.*

[...]

*La connaissance traditionnelle, telle que celle de l'acupuncture, nous apprend même que **les perturbations au niveau de ces champs précèdent les troubles fonctionnels et organiques désignés sous le terme de "maladie"**.*

[...]

*le corps humain étant source de champs électrobiomagnétiques, l'étude de ces champs permettra la mise au point de nouvelles méthodes d'analyse et de diagnostic lorsque ces champs seront connus, on pourra envisager l'application de rayonnements ou courants précis sur certains organes ou points du corps dans un but thérapeutique - à l'opposé, **les rayonnements électromagnétiques qui saturent l'espace ambiant, et dont la densité a augmenté en quelques dizaines d'années dans des proportions considérables, peuvent avoir une influence très néfaste sur le comportement et la santé des êtres vivants, et des humains en particulier: c'est le phénomène de pollution électromagnétique, qui nécessite des études d'environnement.** [...] »*

Pièce A.57 - EDF, Pr. Lefèvre, 1983, Les applications de l'électricité au domaine de la médecine et sur les études d'environnement électromagnétiques

En 1994, cette même société mère participait à **une réunion ayant pour objet l'« effet des rayonnements électromagnétiques sur le corps humain »** où il était évoqué, déjà, un **« effet "fenêtre probable" »** et, par exemple, une bien opportune **« impossibilité d'isoler le seul effet des rayonnements électromagnétiques »** sur le cancer.

Pièce A.58 - FIEE, Memorandum, *Effet des rayonnements électromagnétiques sur le corps humain*, oct. 1994

Ces inconstances de la société ENEDIS seront sanctionnées à la suite de la *Discussion*.

Les avis officiels démontrent additionnellement la certitude des risques sanitaires en cause.

## **B. L'état des connaissances officiel français**

### **1) Le rapport officiel, avant le début déploiement du "Linky"**

Reconnaissant l'influence de la fréquence d'une exposition donnée aux champs électromagnétiques sur ses effets, l'ANSES ex AFSSET exposait en 2009 :

#### **Etudes biologiques et épidémiologiques dans la bande 9 kHz - 400 MHz**

##### **Etudes biologiques et épidémiologiques dans la bande 9 kHz - 10 MHz**

Dans la bande 9 kHz – 10 MHz à des niveaux non thermiques, peu d'études expérimentales et épidémiologiques sont disponibles concernant les effets des champs électromagnétiques de ces fréquences sur la santé. On retient cependant la difficulté de caractérisation de l'exposition dans cette bande, et la nécessité d'entreprendre des études pilotes de caractérisation des sources d'émission avant de lancer des études épidémiologiques. Il faut noter que les valeurs limites d'exposition professionnelle actuellement recommandées sont parfois dépassées dans certaines applications industrielles.

En raison de l'accroissement de l'exposition au rayonnement dans cette bande de fréquences, il est important d'entreprendre de nouvelles études, et ceci particulièrement pour des expositions chroniques de faibles puissances permettant de confirmer la bonne adéquation des valeurs limites.

On note également quelques publications mentionnant des effets sur des systèmes cellulaires en division, qui mériteraient d'être poursuivies.



Alors qu'à l'époque les plus grandes tensions commerciales sur les effets des champs électromagnétiques portaient sur des fréquences plus élevées (téléphonie, radars, etc.), et en l'absence d'information sur le choix fait par la société ENEDIS de faire rayonner le réseau électrique de l'habitation aux radiofréquences concernées, l'ANSES attirait l'attention de la recherche sur une zone jugée moins tendue et exposait librement :

Eu égard au faible nombre de données, il persiste une zone d'incertitude qui empêche de proposer des conclusions définitives. Il apparaît donc nécessaire de réaliser des études épidémiologiques et des recherches *in vitro* et *in vivo*, dans cette bande de fréquences, portant en particulier sur la reproduction et le système nerveux.

Pièce A.36 - ANSES ex AFSSET, Les radiofréquences, 2009 - Avis, Recommandations et point 3.2 du Rapport

Les études requises n'ont finalement été ni définies, ni mises en œuvre, ni financées. Le déploiement en masse du “Linky” a commencé en décembre 2015 et le Premier-vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (OPECST) rapporte déjà : « *On a un certain nombre d'utilisateurs des compteurs Linky qui se plaignent de vertiges* ».

Pièce A.26.1 - RMC, 1er Vice-Pr. OPECST, 15 déc. 2017,

On a un certain nombre d'utilisateurs des compteurs Linky qui se plaignent de vertiges - Capture de l'article

Pièce A.26.2 - RMC, 1er Vice-Pr. OPECST, 15 déc. 2017,

On a un certain nombre d'utilisateurs des compteurs Linky qui se plaignent de vertiges - Vidéo

Cela explique pourquoi, afin d'exposer tout un chacun – nourrissons, enfants, adultes – personnes saines, personnes fragiles, personnes malades – en permanence, aux nouvelles radiofréquences du “Linky”, la société ENEDIS a frauduleusement orienté les consommateurs, et même les instances de contrôle, vers la croyance d'une exposition si *rare* et si *faible* pour que le risque soit moins concevable. Les faits ci-après rapportés sont contraires et la tentative de la société ENEDIS succombera aux *débats*.

## **2) Le rapport officiel, après le début du déploiement du “Linky”**

L'ANSES n'a été saisie par la Direction Générale de la Santé (DGS) que le 30 septembre 2015 et ce à la demande de l'association PRIARTEM<sup>24</sup> le justifiant.

Un premier avis a été rendu par l'ANSES le 15 décembre 2016 en considération des données exposées par ENEDIS SA lors d'entretiens, comme le relatent ses propos introductifs :

« L'expertise relève du domaine de compétences du comité d'experts spécialisé (CES) « Agents physiques, nouvelles technologies et grands aménagements ». L'Anses a confié l'expertise au groupe de travail « Compteurs communicants », placé sous l'égide du CES. Le groupe de travail, composé de sept experts retenus pour leurs **compétences scientifiques et techniques dans les domaines de la métrologie et de l'exposimétrie des champs électromagnétiques**, de l'épidémiologie et des sciences humaines et sociales, a produit un rapport d'expertise intitulé Évaluation de l'exposition de la population aux champs électromagnétiques émis par les « compteurs communicants ». Les travaux du groupe ont été présentés au CES tant sur les aspects méthodologiques que scientifiques entre le 17 novembre 2015 et le 4 novembre 2016. Ils ont été adoptés par le CES « Agents physiques, nouvelles technologies et grands aménagements » lors de la séance du 4 novembre 2016.

La bibliographie associée à la thématique des compteurs communicants est peu fournie ; **le groupe de travail s'est donc appuyé**, pour produire son expertise, en complément de la littérature scientifique disponible, sur : les normes techniques existantes, les résultats de différentes campagnes de mesures, les informations obtenues auprès des différents distributeurs d'eau et d'énergie suite à l'envoi de courriers, la presse ainsi que **des données et informations recueillies par la réalisation d'entretiens (Enedis (ex ERDF), Suez Smart solutions (ex Ondeo Systems), GRDF et l'AMF)**. De plus, l'Anses a réalisé une enquête internationale par questionnaire pour recueillir des informations sur le déploiement des compteurs communicants à laquelle dix-huit pays ont répondu [...]

Les directives qui rendent possible le déploiement de ces compteurs communicants ont été transposées en droit national par la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

<sup>24</sup> PRIARTEM est une association de droit privé français (loi 1901), reconnue d'intérêt général, agréée usagers du système de santé et agréée protection de l'environnement. Son sigle signifie “*Pour Rassembler, Informer et Agir sur les Risques liés aux Technologies Electro-Magnétiques*”. Elle rassemble notamment des victimes devenues électrohypersensibles.

Avant d'être déployés sur l'ensemble du territoire national, les projets de système communicant pour l'électricité et le gaz ont fait l'objet d'expérimentations encadrées par la Commission de régulation de l'énergie (CRE). Les expérimentations s'étant révélées positives sur le plan technique et économique, le déploiement national des compteurs communicants d'électricité et de gaz a été approuvé par le gouvernement.

[...]

Alors que la controverse sur les antennes-relais a été soulevée par l'installation de sources d'exposition dans l'espace public, la polémique sur les compteurs communicants mobilise d'autres processus psychosociaux dès lors que la source est imposée et implantée dans l'espace privé. **Elle est interprétée comme une source de menace venant de l'intérieur du chez-soi, ce qui est difficilement acceptable.** D'un point de vue psychologique, le « chez-soi » est un lieu représenté, perçu et vécu comme un espace refuge, celui de l'intime mais aussi un abri contre les agressions extérieures. Il constitue l'espace symbolique sur lequel il entend exercer son contrôle. Ce contrôle apparaît comme une **dimension essentielle du bien-être et donc de la santé.** L'obligation d'y implanter un objet perçu comme menaçant voire dangereux - non seulement pour la santé mais aussi pour la vie privée et la sécurité des personnes - y est donc vécue comme intrusive, comme une violation des droits individuels. La défiance vis-à-vis des arguments relatifs au confort, aux économies d'énergie et donc aux bénéfices écologiques nourrit une défiance citoyenne qui dépasse l'objet même (le compteur) pour nourrir une réflexion sur sa dimension antidémocratique. Parmi les références faites à l'expression de la controverse au Québec et en Californie, **l'option de refus ou de retrait accordée aux ménages apparaît comme un levier de restauration du contrôle sur l'espace privé et, en matière d'outil de gestion de crise, comme un moyen possible de résoudre le conflit.** »

#### Pièce A.40.2 - ANSES, Exposition de la population aux CEM du Linky, déc. 2016 - Avis initial

L'Agence reprenait ensuite ses conclusions libres de 2009 qu'elle complétait avec la mise à jour faite en 2013 sur une gamme de radiofréquences supérieures laquelle précisait, après avoir listé les effets pour lesquels elle estimait le niveau des preuves insuffisant pour conclure à un effet avéré :

##### Les éléments suivants émergent :

- chez l'Homme, un effet à court terme a été observé sur le sommeil. Ces modifications physiologiques ne s'accompagnent ni de modifications subjectives du sommeil, ni de perturbations des tâches cognitives associées aux enregistrements polysomnographiques.

Concernant les autres effets non cancérogènes à l'exclusion de ceux sur le SNC, le niveau de preuve est insuffisant pour conclure qu'une exposition aux radiofréquences aurait chez l'Homme un impact sanitaire.

##### Concernant les effets cancérogènes :

- l'ensemble des résultats disponibles suggère qu'il est possible qu'une exposition aux RF puisse favoriser l'oxydation de l'ADN. À chaque fois, les résultats positifs ont été corrélés avec une augmentation du stress oxydant dans la cellule ou l'organisme ;
- aucun effet pérenne des radiofréquences sur la perte de l'intégrité de l'ADN n'a été mis en évidence à un faible niveau d'exposition ;
- il n'existe pas de données convaincantes concernant les modifications du cycle cellulaire pouvant être impliquées dans l'apparition de tumeurs ;
- l'ensemble des études disponibles sur un possible effet co-cancérogène des radiofréquences n'apporte pas la preuve qu'elles puissent potentialiser les effets d'agents génotoxiques connus (pas d'effet co-cancérogène).

Chez l'Homme, l'ensemble des études publiées conduit à juger les preuves d'association entre radiofréquences et tumeurs comme insuffisantes à l'exception des neurinomes de l'acoustique pour lesquels ces niveaux de preuve sont limités ainsi que pour les gliomes chez les gros utilisateurs de téléphone mobile. »

Pour regretter le fait de ne pas avoir lancé les études requises en 2009 sur les fréquences litigieuses et même encore plus spécifiquement, finalement, des études sur les « compteurs communicants » :

##### Effets sanitaires

Actuellement, il n'existe pas de littérature scientifique<sup>9</sup> traitant spécifiquement des effets sanitaires à court ou long terme de l'exposition aux compteurs communicants.

#### Pièce A.40.2 - ANSES, Exposition de la population aux CEM du Linky, déc. 2016 - Avis initial

Et conclure, en s'appuyant *in fine* sur les valeurs ICNIRP qui sont pourtant l'objet de ses incertitudes qu'aucun effet sanitaire, à court terme, ne serait “attendu” mais reconnaître

**le risque sur les effets à long terme**, en reprenant ses conclusions de 2009 adoptées à raison d'études mentionnant des effets sur les systèmes cellulaires en division, sur le système nerveux :

S'agissant des effets sanitaires potentiels de l'exposition aux champs électromagnétiques émis par les compteurs communicants Linky utilisant des bandes de fréquences dans la gamme de quelques dizaines de kilohertz, compte tenu des faibles niveaux d'exposition (très inférieurs aux valeurs limites réglementaires) retrouvés lors des différentes campagnes de mesures, **aucun effet sanitaire à court terme n'est attendu** (Afsset, 2009a ; Anses, 2013). Concernant **les effets à long terme**, les conclusions du rapport de l'Agence publié en 2009 (Afsset, 2009b) sont toujours d'actualité : « *Peu d'études expérimentales et épidémiologiques sont disponibles concernant les effets des champs électromagnétiques des fréquences [utilisées par le CPL] sur la santé. L'analyse [des] études [disponibles] ne permet pas de conclure définitivement quant à l'existence ou non d'effet délétère lié à des expositions aux radiofréquences dans la bande 9 kHz – 10 MHz à des niveaux non thermiques* ».

En exposant ensuite un *a priori* selon lequel l'Agence pensait que l'exposition était faible, d'une part en termes de **temporalité**, et d'autre part en termes de **niveau d'exposition** :

La campagne de mesure sollicitée par l'Anses auprès du CSTB, dont les résultats sont attendus prochainement, **permettra de préciser l'exposition** (*a priori* faible compte tenu du mode de fonctionnement) due au compteur Linky en situation réelle (**temporalité**, niveau d'exposition,...).

Pour conclure – sous la réserve expresse des informations rapportées par ENEDIS SA – à la fois à une très faible probabilité, non pas de “risques” mais d’“effets” (avérés), et à la fois à ses incertitudes sur les effets sanitaires dus aux fréquences ajoutées par ENEDIS :

Les conclusions de l'agence, dans la configuration de déploiement actuelle telle que rapportée à l'Anses, vont dans le sens d'une très faible probabilité que l'exposition aux champs électromagnétiques émis, aussi bien pour les compteurs communicants radioélectriques que pour les autres (CPL), puisse engendrer des effets sanitaires à court ou long terme.

L'Agence ne peut cependant qu'engager les opérateurs impliqués dans le déploiement de ces nouvelles technologies à fournir une meilleure information au public quant à leurs modalités de fonctionnement actuel et futur, s'agissant en particulier de la fréquence et de la durée des expositions aux champs électromagnétiques auxquelles ces technologies peuvent conduire.

Au-delà, compte tenu d'incertitudes sur les effets sanitaires pour les fréquences mises en œuvre, l'Agence appelle à poursuivre l'étude de ces effets potentiels dans la gamme de fréquences autour du kilohertz.

Pièce A.40.2 - ANSES, Exposition de la population aux CEM du Linky, déc. 2016 - Avis initial

**L'existence d'incertitudes sur les effets sanitaires des radiofréquences proposées par ENEDIS SA était donc à nouveau consacrée.**

### **3) L'évolution à la suite des mesures du CSTB**

Étonnement, c'est le 20 décembre 2016 que le CSTB remettait à l'ANSES le résultat de ses campagnes de mesures, soit cinq jours *après* que l'ANSES ait publié son avis initial basé sur les indications de la société ENEDIS minimisant la durée des expositions.

Si le CSTB avait pris la peine de prévenir l'ANSES cinq jours plut tôt que les expositions mesurées n'étaient en réalité pas du tout rares, mais au contraire quasi permanentes, l'Agence n'aurait pas publié un avis basé sur les fausses indications de la société ENEDIS.

L'ANSES préparait alors une mise à jour de son expertise dans laquelle l'argument des brèves durées d'exposition laissait finalement place à celui d'un niveau maximal d'exposition très faible lequel serait 6.000 fois inférieur à la norme ICNIRP, selon les mesures du CSTB.

Pour l'ANSES, le rapport du CSTB procurait ainsi de nouveaux éléments « *justifiant la mise à jour des conclusions et recommandations* » précédentes (p. 15) tout en même temps qu'il ne remettait « *pas en cause les conclusions initiales sur les effets sanitaires* » (p.17), alors qu'elle émettait tout de même de nouvelles recommandations particulièrement évocatrices :

- **Éléments d'informations complémentaires (rapport d'étude du CSTB) justifiant la mise à jour des conclusions et recommandations du CES** (mise à jour du 3 février 2017)

[...]



### Conclusion du CES

Ces nouvelles données permettent d'identifier un trafic plus important que celui initialement annoncé par l'opérateur du déploiement des compteurs Linky, entraînant une durée d'exposition plus longue que prévue, sans que les niveaux de champ électromagnétique soient plus élevés.

Toutefois, les niveaux d'exposition restent faibles et ne remettent pas en cause les conclusions initiales sur les effets sanitaires.

Ces nouvelles données amènent le CES à compléter les recommandations initiales par les suivantes :

- réaliser des mesures additionnelles sur des dispositifs électriques utilisés très proches du corps humain (fauteuils, lits à commandes électriques, etc.) ;
- effectuer des mesures sur des grappes de compteurs G3 ;
- réaliser des simulations en considérant des situations de pire cas (grappe complète, charges électriques induisant un maximum de courant, ...), permettant de prédire le niveau maximal d'exposition qui pourrait être observée dans un logement ;
- au-delà des compteurs communicants, caractériser l'exposition à l'ensemble des champs électromagnétiques générés par les autres systèmes de communication CPL et dispositifs électriques/électroniques connectés au réseau.

En complément, le CES recommande d'étudier la possibilité d'installer des filtres, pour les personnes qui le souhaiteraient, permettant d'éviter la propagation des signaux CPL à l'intérieur des logements.

### Pièce A.40.3 - ANSES, Exposition de la population aux CEM du Linky, juin 2017 - Avis révisé

L'existence du risque sanitaire était donc encore davantage consacrée et l'ANSES exposait même que les situations de pire cas n'étaient pas connues. Il sera relaté plus bas que les niveaux communiqués par le CSTB ont en réalité été faussés par des mesures réalisées dans les conditions d'un circuit idéal sans commune mesure avec le circuit réel d'une habitation.

## C. L'électrohypersensibilité

La problématique de l'électrohypersensibilité procède d'un paradoxe.

D'un côté, la pratique médicale constate la *réalité* des atteintes en cause à travers l'anamnèse (l'histoire des antécédents du sujet) et l'examen clinique, dans certains cas complétés par des analyses biologiques, voire confirmés par une nouvelle auscultation après une période de sevrage.

D'un autre côté, la théorie médicale s'articule autour du *doute* – lequel ne parvient plus à toucher la réalité des symptômes subis, mais seulement leur origine physiopathologique – pour proposer explicitement de poursuivre la recherche et, implicitement, laisser les victimes subir de nouvelles augmentations de leur exposition.

Dans ce contexte, l'ANSES s'est auto-saisie pour confier à son comité "*Agents Physiques, nouvelles technologies et grands aménagements*" pris en son groupe "*Radiofréquences et santé 2*" une nouvelle expertise, laquelle s'est tenue sur trois ans, de 2014 à 2017.

À la suite de la consultation publique organisée pour affiner le rapport à paraître et renforcer son acceptation, certaines réponses des membres du comité, dans le cadre de la consultation publique, ont néanmoins surpris les victimes quant à l'intention des auteurs du rapport :

Anses • rapport d'expertise collective

Auto-saisine n° 2011-SA-0150 « EHS »

Identité du participant et organisme	§	Commentaire	Sources bibliographiques	Type	Réponse de l'Anses au commentaire
Association – ONG	1	Il est dommage que l'étude ait été pilotée par deux chercheurs qui affichaient préalablement leur scepticisme sur cette pathologie (l'un de façon tonitruante, l'autre plus discrètement). Il est légitime d'avoir une opinion ; mais nous avons tendance à ne garder que les éléments qui confortent la nôtre et à rejeter les éléments en sens contraire. Dès lors, il aurait été plus adéquat, pour un meilleur traitement de l'information, de composer un binôme équilibré.		A	Ce commentaire n'appelle pas de réponse de l'Anses.
Association – ONG	1	P 24 Lignes 20-21-22-23 : il serait bon, dès ce paragraphe, de rappeler les recommandations en matière de réduction des expositions prônées par l'ANSES depuis 2009		A	Ce commentaire n'appelle pas de réponse de l'Anses.

[...]



Ballet Association – ONG	1.4	une difficulté majeure est qu'il n'y a sans doute pas « une » caractérisation unique de l'EHS, mais de multiples types d'EHS. Le mécanisme qui cause des picotements de la peau pourrait être fort différent de celui qui cause de l'hypertension et de la tachycardie...	A	Ce commentaire n'appelle pas de réponse de l'Anses.	
[...]					
	8.1	« Les EHS sont plus anxieux et déprimés... » : la cause est justement parce que leurs souffrances physiques ne sont pas prises en compte, qu'ils sont victimes de déni, d'isolement, de réclusion, d'incompréhension et d'insécurité matérielle, insécurité quant à leur avenir etc. c'est une réaction normale de tout être humain dans une telle situation !	G	L'Anses prend note de l'expression communiquée et remercie son auteur.	
Particulier	8.1	« Aucun traitement n'a été validé jusqu'à présent... » : mais il existe et est évident : supprimer la cause c'est-à-dire faire un sevrage électromagnétique, dans un endroit sans ondes. C'est le seul traitement valable	A	Ce commentaire n'appelle pas de réponse de l'Anses.	
[...]					
Remarques générales		je ne veux pas du LINKY ni d'autres ondes similaires. Je suis devenue électrosensible, et ma santé a décliné à cause aussi des ondes, probablement parce que j'ai un terrain dysimmunitaire (auto-immunité), donc je suis une personne fragile à ce qui m'entoure, dont les ondes. Le portable m'a causé des "brûlures internes" entre ouïe et mâchoire, qui ne sont pas parties pendant un an (douleurs revenantes) et je ne pouvais même plus utiliser le téléphone fixe. Le WIFI m'a provoqué une espèce d'alopécie là où les ondes se concentrent quand je m'approche de l'ordinateur. Quand je vais dans les Alpes, où il y a moins de concentration d'ondes, j'ai une amélioration de mon état (nausées, fatigue chronique, dors mal...). Je vous remercie de respecter la volonté des personnes malades, qui ne veulent pas de ce type d'engin, qui pollue encore plus l'environnement avec des ondes, de plus fait augmenter la consommation et n'est pas durable (durée de vie de 15 ans seulement).	INVALIDITE MALADIE DEPUIS 2006 ET HANDICAPEE (CARTES DE PRIORITE)	G	L'Anses prend note du témoignage communiqué et remercie son auteur.

Pièce A.42 - ANSES, Electrohypersensibilité, mars 2018 - Avis et extraits de l'annexe 2 du rapport

De nombreuses autres remarques issues de la consultation publique ont quant à elles été exploitées par le groupe de travail afin de renforcer l'argumentation d'une position préalablement affirmée au préjudice des victimes.

L'ANSES a dans ces conditions proposé un rapport final en date du 27 mars 2018. En résumé, Le groupe y expose que le lien de cause à effet ne serait pas encore suffisamment prouvé au regard des critères retenus, mais elle **reconnaît la réalité des symptômes vécus**, ceci pour un pourcentage de la population évalué à une part considérable de la population, environ 5%.

#### 4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE L'ANSES

En préambule, et concernant l'exposition des personnes aux champs électromagnétiques, l'Anses rappelle sa recommandation formulée dans son avis d'octobre 2013 relative aux expositions des personnes aux champs électromagnétiques : « Considérant le déploiement en cours ou à venir de nouvelles technologies de communications mobiles [...], qui se juxtaposent à des services déjà existants, et les incertitudes sur les effets à long terme de l'exposition aux radiofréquences, l'Agence souligne la nécessité que ces développements technologiques s'accompagnent d'une maîtrise de l'exposition des personnes (qu'il s'agisse de l'exposition environnementale ou liée aux terminaux). »

[...]

L'expertise met en évidence la grande complexité de la question de l'électrohypersensibilité. Tout d'abord, il n'existe pas, à ce jour, de critères de diagnostic de l'EHS validés, et il résulte de l'expertise que la seule possibilité pour définir l'EHS repose sur l'auto-déclaration des personnes. Au final, en l'état actuel des connaissances, il n'existe pas de preuve expérimentale solide permettant d'établir un lien de causalité entre l'exposition aux champs électromagnétiques et les symptômes décrits par les personnes se déclarant EHS. Cependant, l'Agence souligne que les plaintes (douleurs, souffrance) exprimées par les personnes se déclarant EHS correspondent à une réalité vécue et que ces personnes ont besoin d'adapter leur quotidien pour y faire face.

Les symptômes ressentis par les personnes se déclarant EHS, ainsi que l'isolement psycho-social subi par certaines d'entre elles, nécessitent et justifient une prise en charge adaptée par les acteurs des domaines sanitaire et social (cf. recommandations du CES à destination des acteurs sanitaires et sociaux). À ce titre, l'Agence souligne la pertinence de demander à la Haute autorité de santé de mettre à l'étude des orientations destinées aux professionnels de santé pour prendre en charge les personnes se déclarant EHS. L'Agence recommande en particulier de développer la formation des professionnels de santé et des acteurs sociaux à l'accueil et à l'écoute des personnes se déclarant électrohypersensibles, ainsi qu'à la prise en compte, dans leurs pratiques, des questions et attentes de ces personnes notamment en ce qui concerne leur qualité de vie.

Au-delà, l'Agence souligne la nécessité de poursuivre les travaux de recherche sur l'EHS, en s'appuyant sur les recommandations suivantes :

- renforcer les interactions entre scientifiques et associations de personnes se déclarant EHS (cf. recommandations à destination des institutions et organismes de recherche) ;
- soutenir la mise en place d'infrastructures de recherche adaptées à l'EHS, pour réaliser notamment des études de suivi à long-terme, et en veillant à ce que les conditions expérimentales soient contrôlées et prennent en compte les conditions de vie des personnes se déclarant EHS ;

- pérenniser le financement de l'effort de recherche, notamment fondamentale, sur les effets sanitaires des radiofréquences (cf. recommandations aux pouvoirs publics).

Pièce A.42 - ANSES, Electrohypersensibilité, mars 2018 - Avis et extraits de l'annexe 2 du rapport

Le dernier rapport collectif connu est la synthèse publiée en **novembre 2018** par la revue internationale à comité de lecture *Environmental Pollution*, proposée par les Professeurs Belpomme, Hardell, Belyaev, Burgio et Carpenter sous l'intitulé « **Effets sanitaires thermiques et non thermiques des rayonnements non ionisants de faible intensité : un état des lieux international** », lequel contredit nettement les prétentions d'ENEDIS SA :

« L'exposition aux champs électromagnétiques basses fréquences et **radiofréquences de faible intensité** représente **un risque considérable pour la santé** qui n'a pas été convenablement abordé par les organisations nationales et internationales telles que l'Organisation mondiale de la Santé. Il existe de solides preuves que l'exposition prolongée aux fréquences de téléphonie mobile sur de longues périodes augmente le risque de cancer du cerveau à la fois chez les humains et les animaux. Le(s) mécanisme(s) responsable(s) implique(nt) une formation de dérivés réactifs de l'oxygène, une modification de l'expression des gènes et altération de l'ADN à travers des processus épigénétiques et génétiques. Des études in vivo et in vitro démontrent des effets néfastes sur la reproduction masculine et féminine, s'expliquant probablement par la production de dérivés réactifs de l'oxygène. De plus en plus d'éléments tendent à montrer que les expositions peuvent provoquer des déficits neurocomportementaux et que certaines personnes développent un syndrome d'« électrohypersensibilité » ou « maladie des micro-ondes », qui est l'un des différents syndromes communément classés sous « intolérance environnementale idiopathique ». Bien que les symptômes ne soient pas spécifiques, de nouveaux indicateurs biochimiques et des techniques d'imagerie permettent des diagnostics qui excluent que les symptômes soient seulement psychosomatiques. Malheureusement, **les normes établies par la plupart des organismes nationaux et internationaux ne visent pas la protection de la santé humaine**. Ceci est particulièrement préoccupant chez les enfants, compte tenu de la rapide expansion de l'usage des nouvelles technologies sans fil, de la plus grande sensibilité de leur système nerveux en développement, de l'hyperconductivité de leurs tissus cérébraux, de la plus grande pénétration des radiofréquences par rapport à la taille de leur tête et d'une exposition potentielle durant toute la durée de leur vie.

[...]

Notre préoccupation s'explique par un certain nombre de raisons. Dans le passé, la principale source d'exposition de la population générale aux champs électromagnétiques de radiofréquences provenait des signaux de radio et de télévision. Désormais, il y a presque autant de téléphones portables que de gens dans le monde, chacun d'entre eux étant exposés aux radiofréquences. Les antennes-relais de téléphonie mobile sont partout, et dans de nombreux pays en développement, il n'existe pas de lignes terrestres qui permettraient une communication sans exposition aux champs électromagnétiques de radiofréquences. L'installation de petits dispositifs de transmission (5G) fonctionnant à des fréquences plus élevées (24-70 GHz) environ tous les 300 m le long des trottoirs dans les quartiers résidentiels s'est accélérée. **Il existe d'autres sources significatives d'exposition**, provenant du WiFi, **des compteurs intelligents** et bientôt des voitures autonomes sans conducteur. Par conséquent, l'exposition des humains a augmenté de façon spectaculaire au cours des dernières années, et continue d'augmenter rapidement. Bien que **les dommages de ces expositions soient déjà constatés, le degré de gravité va augmenter** principalement avec le temps en raison de la latence connue entre l'exposition et le développement de maladies tel que le cancer.

[...]

»

Pièce A.43.1 - Traduction libre - Effets sanitaires thermiques et non thermiques des rayonnements non ionisants : un état des lieux international

Pièce A.43.2 - Effets sanitaires thermiques et non thermiques des rayonnements non ionisants : un état des lieux international

En ce qui concerne les nombreuses personnes défendues en tant qu'électrohypersensibles dans le cadre des procédures contre ENEDIS SA et les nouvelles radiofréquences qu'elle ajoute dans l'habitation, *toutes* produisent un certificat médical, soit d'un praticien, soit d'un praticien-chercheur, constatant le syndrome, ce qui sera suffisant au stade de la discussion de référé.

Ainsi, pour les personnes électrohypersensibles, il sera démontré le risque additionnel de dommage imminent qui en résulte et les mesures de protection nécessaires dans l'attente de tout jugement au fond.



## VII/ LES EXPOSITIONS DUES AUX NOUVEAUX CPL DU “LINKY”

La société ENEDIS qui propose d’ajouter ces nouveaux courants porteurs en ligne dans tous les foyers est rassurante lorsque lui est posée la question de la dangerosité, du contrôle des ondes électromagnétiques et du fait de savoir si cette question est prise sérieux :

*« Je la prend très au sérieux. D’abord, du point de vue industriel, quand on met un produit comme Linky, à **notre initiative** sur l’ensemble des foyers il est évident qu’industriellement toutes les précautions sont prises, ce compteur respecte toutes les normes, mais pour aller plus loin, l’agence nationale des fréquences, l’agence nationale de la sécurité sanitaire, ont été bien au-delà et ont mesuré, ces ondes, et qui s’avèrent, aujourd’hui, très faibles, non seulement dans les normes, mais très faibles, y compris au niveau même, **peut-être plus faible encore que le compteur existant et encore beaucoup plus faibles qu’un grille-pain.** »*

Pièce A.25.1 - Intervention du Président du Directoire d’ENEDIS SA sur RTL le 15 juin 2018 – Capture d’écran

Pièce A.25.2 - Intervention du Président du Directoire d’ENEDIS SA sur RTL le 15 juin 2018 – Vidéo au format MP4

Ces indications sont néanmoins fallacieuses comme il exposé ci-après.

### A. Les radiofréquences des nouveaux CPL

#### 1) La technologie CPL

La technologie dite par courant porteur en ligne (CPL) consiste à utiliser un réseau conçu pour transporter de l’énergie électrique afin d’y faire transiter des *communications* électroniques. Cela fait écho à la volonté revendiquée par ENEDIS SA de devenir, non plus un distributeur d’énergie, mais un opérateur “big data”. La raison d’être de ce choix technologique résulte de son souhait de soumettre l’accès à l’énergie à la captation d’information.

Pourtant, les défauts du CPL sont bien connus de tout spécialiste, comme le rappellent les propos introductifs d’une doctorante en la matière :

Rappelons tout d’abord que les lignes électriques de n’importe quel réseau de distribution n’ont pas été conçues pour autre chose que transporter l’énergie électrique avec le moins de pertes possible aux fréquences de 50 et 60 Hz, selon les pays.

#### Cadre de déploiement des CPL

Utiliser ces lignes pour mettre en place des communications CPL signifie qu’elles devront transmettre des signaux à des fréquences allant de quelques kilohertz à plusieurs dizaines de mégahertz.

Or, dans ces gammes de fréquences, les câbles électriques deviennent perméables, ce qui signifie qu’une partie de la puissance des signaux émane sous la forme d’un rayonnement électromagnétique. Les lignes électriques peuvent alors être considérées comme des antennes linéaires. N’ayant pas été dimensionnées pour optimiser le rayonnement, leur efficacité ou rendement en tant qu’antennes est globalement mauvais mais suffisant pour donner naissance à un champ électromagnétique qui vient perturber l’environnement.

Pièce A.45, Thèse *Étude et analyse de l’environnement électromagnétique des réseaux domestiques en vue de l’amélioration des systèmes CPL*, Hassina Chaouche, Polytechnique Nantes, Chapitres 1, 2 et Conclusion

#### 2) Les fréquences ajoutées par ENEDIS SA

Les nouvelles fréquences, ajoutées par ENEDIS SA via le système de nouveaux courants porteurs en ligne “Linky” vont de 35,9 KHz (35.900 oscillations par seconde) à 90,6 KHz (90.600 oscillations par seconde). Sont émises, plus précisément, deux fréquences fondamentales pour le Linky de génération “G1”, trente-six pour le “Linky” de génération “G3”.

Il en résulte des champs électriques et magnétiques rayonnant autour des câbles et des appareils.

Pièce A.41 - CSTB, Rapport sur les expositions dues au “Linky”, janv. 2017 (p.7 et p.9 §2)



ENEDIS ayant opté pour un ajout de nouveaux courants porteurs en ligne, et ce sans l'installation d'un filtre côté client, les installations électriques de l'habitat (câbles, prises, lampes, etc.) rayonnent selon des modalités qui ont été prises en compte par ENEDIS SA lors de la conception technique de l'appareil litigieux, mais qu'elle paraît avoir oubliées lorsqu'il a fallu caractériser les rayonnements sur le volet santé.

Dans l'introduction de sa thèse, l'ingénieure électricienne poursuit :

### 1.6.2 Topologie du réseau électrique domestique

Le réseau électrique domestique est un réseau complexe dont les caractéristiques peuvent varier fortement d'une habitation à une autre.

Dans l'environnement domestique, l'arrivée de l'énergie se fait habituellement au niveau d'un seul point : le compteur électrique. C'est ce point que l'on considère comme étant la frontière entre le réseau d'accès et le réseau domestique.

#### 1.6.2.1 Début du réseau domestique : le compteur électrique

Si le compteur électrique définit bien la frontière entre le réseau du fournisseur d'énergie et le réseau de l'habitation, celui-ci ne se comporte pas comme une barrière étanche aux signaux hautes-fréquences puisque rien n'est prévu dans ces dispositifs pour filtrer les signaux hautes-fréquences.

[...]

#### 1.6.2.4 Topologie du réseau : complexe et imprévisible

En aval du compteur électrique, la connexion se fait généralement sur un tableau électrique qui va relier les différents réseaux : circuits de prises, circuits d'éclairage et équipements spéciaux (Fours, VMC etc.). Cette liaison se fait au travers de dispositifs de protection (tels que fusibles et disjoncteurs) parfois branchés en cascade...

Du tableau électrique jusqu'aux prises et lampes, les connexions peuvent se faire sous forme de réseaux en étoile (chaque prise est reliée à un point qui est lui-même connecté au tableau électrique) ou sous forme de bus (les prises sont connectées successivement sur le même lien électrique).

Généralement, l'architecture électrique d'une maison est faite avec un mélange de réseaux en étoile et de bus, ce qui le rend particulièrement complexe à modéliser. La figure 1-10 présente un exemple d'architecture de réseau électrique qui paraît très complexe alors qu'elle ne concerne qu'un appartement de taille très limitée (20 prises).

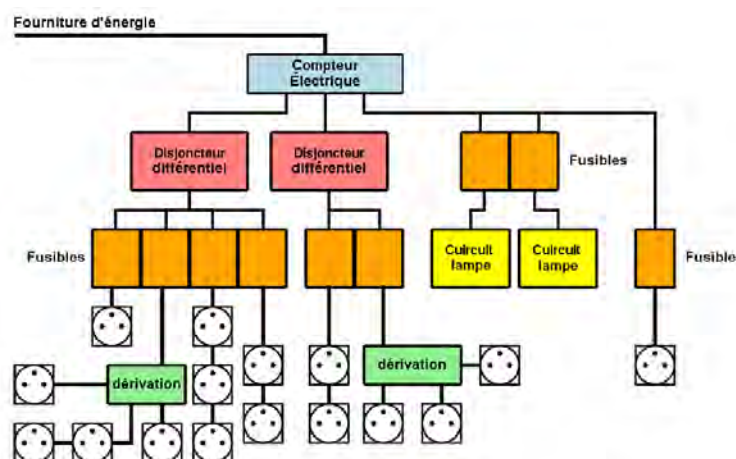


Figure1- 10 : Exemple de schéma de réseau électrique domestique

Même si des réglementations (e.g. *NF C 15-100* en France) existent pour les installations électriques (nombre de prises par circuits, présence de disjoncteurs, de fusibles etc.), les libertés pour l'installateur sont grandes et il n'est pas possible de prédire l'architecture électrique d'une maison neuve. De plus, ces lois ayant en plus fortement évoluées au cours du temps, on constate des différences notables entre une habitation récente et ancienne.

Ces différences sont généralement accentuées dès que des travaux sont effectués après la construction sur le réseau électrique (mise aux normes, ajout de prises et de lampes lors de l'aménagement d'une nouvelle pièce etc.) car les différents dispositifs vont se greffer sur l'installation existante d'une façon parfois peu conventionnelle.

Cette complexité au niveau de l'architecture va être particulièrement défavorable à la transmission d'un signal hautes-fréquences. Le signal va en effet se diviser au niveau de chaque jonction, être atténué par les câbles et les dispositifs de protection, se réfléchir au niveau de prises et des lampes qui ne sont pas adaptées.

Pièce A.45, Thèse *Étude et analyse de l'environnement électromagnétique des réseaux domestiques en vue de l'amélioration des systèmes CPL*, Hassina Chaouche, Polytechnique Nantes, Chapitres 1, 2 et Conclusion

### **3) Les radiofréquences qui en résultent**

La société ENEDIS n'en n'est pas à une contradiction près et elle a contesté que les rayonnements dus aux fréquences qu'elle ajoute entre 35 kHz et 95 khz constitueraient des "fréquences radio" ou "radiofréquences".

Mais dans le même temps, ENEDIS SA prétend respecter la norme à 87 V/m qui est justement une norme censée protéger des effets instantanés des radiofréquences.

Pièce A.31 - Fiche ENEDIS, le Compteur Linky tout simplement, nov. 2017

*En réalité c'est parce qu'ENEDIS connaît des risques associés à la technologie choisie qu'elle a tout fait pour réduire autant que possible la connaissance de deux facteurs : la durée réelle d'exposition et le niveau réel d'exposition. En jouant sur ces deux variables et en communiquant aux autorités et aux consommateurs de fausses informations, ENEDIS SA tente de dissimuler le risque auquel elle expose volontairement les usagers.*

## **B. La chronicité des nouvelles expositions**

### **1) Les fausses indications de la société ENEDIS**

Tel un aveu d'une relation effet-dose, et en tout cas de l'absence de tout fondement à son choix d'une technologie polluante, ENEDIS SA n'a pas hésité à produire un premier faux en ce qui concerne de la **durée** des expositions subies à raison du système "Linky", avançant que les nouveaux courants porteurs en ligne ne seraient utilisés que pendant une durée très courte :

---

*« La technologie CPL utilisée par le compteur Linky n'utilise pas d'émetteur radio pour communiquer : elle utilise les câbles déjà existants pour y superposer le signal à transmettre pendant **seulement quelques secondes par jour**. »*

---

Pièce A.30 - Fiche ENEDIS, Linky : le nouveau compteur communicant d'ERDF, nov. 2015

Même l'ANFR a été dupée par les agissements de la société ENEDIS et a en conséquence produit un communiqué dans l'intérêt d'ENEDIS SA en rassurant, à raison, pour partie, des faibles durées d'émission :

*« En pratique, l'exposition spécifique liée à l'usage du CPL apparaît très faible et **les transmissions sont brèves : moins d'une minute** chaque nuit pour la collecte des informations de consommation et des impulsions périodiques de surveillance du réseau, d'une durée de l'ordre d'un dixième de seconde [...] »*

Pièce A.48 - Communiqué de l'ANFR du 30 mai 2016 en faveur d'ENEDIS SA sur la rareté et le faible niveau des expositions dues aux nouveaux CPL du Linky

**Mais des personnes électrohypersensibles** ont constaté qu'elles ne tenaient plus, ni chez elles, ni dans les quartiers où "Linky" était actif. Des citoyens, collectifs, associations et professionnels ont alors mesuré les émissions et constaté, en conformité avec ce qu'exposaient les victimes, que les radiofréquences litigieuses étaient en réalité chroniques.

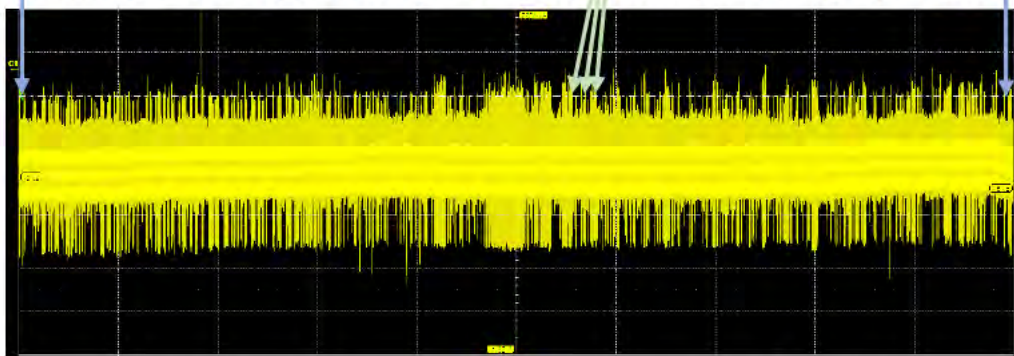
**Une fausse solution** s'imposait alors pour tenter de sauver le curieux projet d'ENEDIS SA, à savoir concéder la réalité du caractère quasi permanent des radiofréquences ajoutées, mais contrebalancer aussitôt cette concession par des mesures aussi faibles que possibles des niveaux d'émissions, quitte à ce qu'elles soient réalisées dans des conditions biaisées.



*C'est ce à quoi a été employé le Comité Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB).*

## **2) La confirmation du CSTB sur la "quasi-permanence" des expositions**

Cette quasi-permanence des émissions à l'intérieur de l'habitat peut être représentée graphiquement, comme l'a fait le CSTB entre 18h30 et 8h30, où l'on voit bien que les communications par CPL, représentées par des barres verticales, sont déjà quasi permanentes :



Pièce A.41 - CSTB, Rapport sur les expositions dues au "Linky", janv. 2017

Au-delà de cette relève, ce sont des faits antérieurs commis par ENEDIS SA qui expliqueront que le dispositif installé émet en permanence.

## **3) Les prolepses d'ENEDIS SA montrant une exposition "permanente"**

On relèvera d'abord que les actes et considérations ENEDIS SA impliquent la plus grande quantité d'informations échangées possible et, corrélativement la plus longue exposition aux nouveaux courants porteurs en ligne, ceci à raison de deux faits.

D'une part, le matériel litigieux est reprogrammé par la société ENEDIS « *par le biais du téléchargement de logiciels en permanence* ». (IV, A). D'autre part, la société ENEDIS installe le "Linky" pour capturer le plus d'informations possible (IV, C).

Pièce A.5 - Colloque UFE 2017, *Demain ne sera pas comme hier, il sera nouveau et dépendra de nous...*, Tables rondes chaîne de valeur et cybersécurité

Pièce A.6.1 - Colloque UFE 2017, Table ronde chaîne de valeur - Capture d'écran

Pièce A.6.2 - Colloque UFE 2017, Table ronde chaîne de valeur - Vidéo au format 3GP

D'autre part, l'organisation par la société ENEDIS d'un volume de transfert de données important et corrélativement d'une longue exposition des clients aux radiofréquences en cause est confirmée par un autre fait commis par elle, à savoir son choix d'abandonner le système CPL "G1" pour le système "G3".

En effet, d'après la Commission de Régulation de l'Énergie (CRÉ), « *La technologie "CPL G1", mature et robuste, déjà utilisée par ERDF, est suffisante pour la mise en œuvre des fonctionnalités de Linky. La technologie "CPL G3" apportera des améliorations significatives pour les gestionnaires de réseau d'électricité sans toutefois comporter de fonctionnalité supplémentaire pour les consommateurs.* »

Pièce A.60 - CRE, délibération du 7 juill. 2011

Or, dans un communiqué « *9 questions sur Linky* », ENEDIS ex ERDF précisait, sous un titre évocateur, que l'exposition très brève en question était possible grâce à un volume de données très réduit, du même ordre de grandeur qu'un SMS :

### Linky représente-t-il un danger pour la santé ?

Le compteur respecte l'ensemble des normes définies au niveau européen et français, comme l'a réaffirmé le Conseil d'Etat dans sa décision N° 354321 du 20 mars 2013.

Le compteur Linky n'utilise pas la communication par radio pour communiquer. Il n'émet donc pas de radiofréquences.

[...]

Le compteur Linky ne communique en CPL que 0,1% du temps soit quelques secondes par jour, avec un volume d'information de l'ordre du SMS (800 octets). Il fonctionne 99,9% du temps comme le compteur actuel, c'est-à-dire comme tout appareil électrique de la maison.

#### Pièce A.49 - ENEDIS, communiqué de presse 9 questions sur Linky pour démêler le vrai du faux

Dès lors, si la transmission de l'information concernée ne représentait que le volume d'un SMS – en réalité six SMS de 140 octets – ENEDIS SA n'avait pas de raison pour engager un nouveau chantier en vue d'augmenter le débit du système "Linky".

Dans une documentation technique, la société ENEDIS confirme pourtant cet objectif d'augmentation du débit lors de ce passage de la technologie "G1" à "G3" en confirmant à propos de la modalité technique en cause qu'elle vise à « **permettre au récepteur G3 CPL d'obtenir le plus grand débit possible que les conditions existantes du canal puissent offrir.** »

#### Pièce A.59 - ENEDIS, Spécification de la couche physique CPL G3 (p. 7, 14, 27)

Il est dès lors étonnant que la société ENEDIS ait élaboré une version communiquant à un débit plus élevé et permettant de transmettre quotidiennement beaucoup plus que 800 octets.

Pour permettre plus simplement et plus sûrement un débit adapté à ses ambitions, ENEDIS SA pouvait proposer aux clients équipés d'Internet un système de mesure intelligent qui permette l'usage d'une connexion Internet beaucoup plus stable. Néanmoins, cela aurait impliqué la protection du consommateur, aussi bien contre de nouvelles expositions que contre une captation de données non consentie. En utilisant le réseau électrique, ENEDIS SA soumet le consommateur d'électricité tant à de nouvelles expositions qu'à de nouvelles captations de données. Eu égard à l'état de la science et du droit sur ces questions, une erreur plus manifeste ne pouvait être commise comme il sera démontré à la discussion.

Néanmoins, ENEDIS SA s'est tout de même adressée à l'ANSES en faisant mine de tancer le CSTB. Dans une note, la société admet interroger régulièrement les capteurs installés pour connaître de leur état de santé (c'est ce que l'on appelle techniquement le "ping"), mais omet de préciser que le matériel litigieux a pour fonction de transmettre bien davantage d'informations et que les niveaux de champs induits sont en réalité beaucoup plus élevés que ceux mesurés par le CSTB. Pour tromper le lecteur, la rédaction de la note glisse une réserve sur le lendemain (ci-après mise en évidence en gras) :

*« Nous observons **à date**, que, globalement, la durée d'émission des compteurs G3 s'établit autour d'une minute sur une journée entière. [...] Ces résultats **ont été** obtenus avec le réglage du système Linky **à date**. Des travaux d'optimisation pour diminuer la durée d'émission des compteurs notamment G1 sont en cours [NB : pour augmenter le débit effectif] ».*

#### Pièce A.50 - ENEDIS, note du 1<sup>er</sup> juin 2017 à l'ANSES sur le rapport du CSTB

Il s'agissait donc pour la société ENEDIS de tromper le jugement des tiers en prétendant à des expositions aux radiofréquences rarissimes « **à date** », c'est-à-dire au jour de l'indication, alors que ses propres actes consacrent déjà le caractère permanent des expositions litigieuses.

On sait ainsi qu'ENEDIS SA conçoit et exploite le capteur litigieux pour transmettre autant de données que possible dans le cadre de son vœu de « *big data* » et du « *téléchargement de*



logiciels en permanence ». La société ENEDIS confirme : « *ERDF a bâti un système évolutif utilisant des technologies de pointe, capables de gérer de très importants flux de données* ».

Pièce A.51 - ENEDIS, Dossier de presse juill. 2015, Le compteur Linky, Un outil au service de la Transition Energétique

Les indications d'ENEDIS SA pour prétendre à des expositions rarissimes sont donc fausses. La réalité est celle d'une permanence de l'exposition des clients aux nouvelles radiofréquences.

Cela explique l'idée de contrebalancer cette évidence par la diminution d'un autre facteur d'exposition – quitte à invoquer des mesures faites en présence de technique de réduction des champs magnétiques – pour conclure que ces expositions seraient finalement “*très faibles*”, afin de justifier ces nouvelles expositions à demeure *ad vitam æternam*.

Cette tactique ne résistera pas à l'exposé des *Faits* et à la *Discussion* qui s'en suivra.

### **C. L'intensité des champs magnétiques ajoutés**

C'est le même CSTB qui, après avoir gagné la confiance sur la chronicité des expositions, l'a immédiatement surprise sur le niveau des expositions aux champs magnétiques du “*Linky*”.

Pour le constater, il faut préalablement s'intéresser à deux paramètres influençant de manière déterminante les niveaux mesurés, pour constater aisément que le CSTB a opéré des mesures dans les configurations de plus bas niveaux vis-à-vis desdits paramètres.

#### **1) La charge du réseau multipliant le niveau par vingt dans des conditions idéales**

Sur cette question, le CSTB a reconnu que le niveau de champ magnétique dû au “*Linky*” dépend de la configuration du réseau électrique, et plus précisément de son impédance :

Le courant électrique généré dans les câbles dans la bande de fréquences CPL Linky varie donc en fonction de l'impédance du réseau et de l'impédance des équipements électriques connectés sur le réseau (charge du réseau). Ce courant circulant dans les câbles va générer un champ magnétique rayonné autour des câbles, qui varie lui aussi en fonction des impédances de réseau.

Pièce A.41 - CSTB, Rapport sur les expositions dues au “*Linky*”, janv. 2017

Ainsi, le niveau des champs magnétiques rayonnant autour des câbles multiplie déjà le niveau des rayonnements par vingt fois à cinquante fois lorsque l'on branche des chargeurs d'ordinateurs portables, malgré l'usage par le CSTB de conditions idéales avec des conducteurs très rapprochés l'un de l'autre, en torsade, comme il sera vu ci-après.

#### **2) La présence de conducteurs écartés dans l'habitat**

L'**écartement** des conducteurs, d'un côté le fil de phase et de l'autre le fil du neutre est déterminant dans la caractérisation d'une exposition aux champs magnétiques.

L'écartement classique entre les conducteurs situés à l'intérieur d'une habitation constitue ainsi une cause de l'**asymétrie du réseau électrique qui se comporte « comme une antenne »** et l'on constate facilement comment les centaines de boucles électriques se trouvant dans un logement génèrent autant d'antennes rayonnant les nouveaux CPL que la société ENEDIS SA propose d'infliger aux demandeurs.

Pour n'illustrer qu'un exemple simple, les experts et la société ENEDIS savent bien que des installations d'“interrupteur va-et-vient” dans les logements sont fréquentes pour permettre aux clients de disposer pour une même lampe de deux interrupteurs situés à l'un et l'autre bouts de la pièce. Le client peut alors être de fait en présence d'une configuration électrique de ce type :

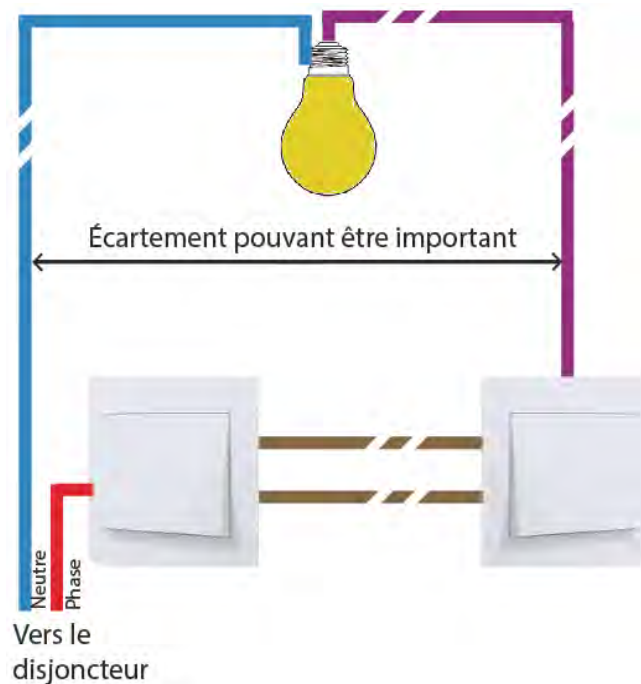
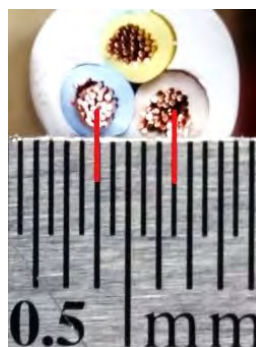


Illustration interne

Sans détailler davantage la réalité de l'écartement des câbles dans les habitations du fait de leur disposition dans les gaines, goulottes, appareils électroménagers, téléviseurs, etc., il apparaît clairement que l'écartement entre les conducteurs situés dans l'habitat ne peut être considéré comme nulle, au contraire, augmentant alors l'effet d'antenne en cause.

C'est pourquoi il aurait été mal venu d'effectuer des mesures sans tenir compte de la morphologie du circuit électrique étudié. Pire aurait été le fait d'opérer des mesures sur la base de rallonges standard, pour lesquelles l'écartement des conducteurs vaut seulement **2,5 mm**, permettant ainsi de mesurer non plus les champs magnétiques émis, mais seulement la résultante de deux champs qui s'annulent mutuellement presque entièrement (*infra*, *V, A, 3*) :



Pièce A.46 - Mesure de l'écartement des conducteurs d'une rallonge électrique standard

Pire encore aurait été le fait faire des mesures sur la base d'une rallonge standard comprenant des fils torsadés pour annuler pratiquement le champ magnétique (*supra*, *V, A, 3*), alors que le circuit électrique de l'habitation n'est jamais torsadé :



Pièce A.47 - Vue en coupe d'une rallonge électrique standard montrant la torsade de ses fils



### 3) Les mesures du CSTB sur un câble idéal, déjà 200 fois plus fortes que les niveaux ambiants

Ce sont ces pires choix qu'a opérés le CSTB pour mesurer les niveaux d'émission. Dans le rapport en cause, toutes les configurations de mesures à 20 cm sont systématiquement opérées avec une sonde mesurant les champs autour d'un prolongateur standard spécialement disposé pour l'occasion, aussi bien pour les mesures faites *en laboratoire* que celles dites *in situ* :



Pièce A.41 - CSTB, Rapport sur les expositions dues au "Linky", janv. 2017

Dans ces conditions, les meubles bien visibles sur la photographie à droite apparaissent comme un trompe-l'œil destiné à faire croire que les mesures ont été faites en conditions réelles, alors que tel n'est pas le cas en termes de configuration du circuit électrique. On se demande même comment le Comité Scientifique et Technique du Bâtiment a pu ignorer que les fils électriques situés dans une habitation ne sont pas serrés l'un contre l'autre sur la rallonge standard, et encore moins torsadés (fils dans les gaines, moulures, goulottes, prises, multiprises, appareils électriques, etc.). On se demande aussi pourquoi la seule mesure que le CSTB a faite à proximité de fils non serrés, c'est-à-dire sur le tableau électrique, a finalement été opérée à 55 cm et non plus à 20 cm. On se demande enfin pourquoi le CSTB, dans les mesures *in situ* seulement, n'a plus cherché à caractériser l'évolution de l'exposition en fonction de l'impédance du réseau.

Ces **conditions fictives de mesure** rendront au stade de la discussion la substance du rapport du CSTB inopposable en ce qui concerne les niveaux d'exposition dans un habitat réel comme les conclusions qu'en a faites en conséquence l'ANSES, sans remettre en cause l'accroissement de la chronicité des expositions constatée qui ne dépend pas du niveau.

Malgré toutes les précautions, le CSTB expose en p. 32 de son rapport que les mesures ainsi réalisées montrent des niveaux de champs magnétiques du CPL "Linky" jusqu'à **0,001  $\mu$ T** (p.31 du rapport) soit 200 fois plus élevés que le niveau de champs magnétiques ambiants (qu'il a relevés autour de 0,000005  $\mu$ T, en p.31 du rapport).

L'ANSES, qui avait pressenti la déloyauté des mesures faites par le CSTB, avait préconisé en raison de ses incertitudes sur les fréquences litigieuses :

« Ces nouvelles données amènent le CES à compléter les recommandations initiales par les suivantes :

- réaliser des mesures additionnelles sur des dispositifs électriques utilisés très proches du corps humain (fauteuils, lits à commandes électriques, etc.) ; [...] »

Pièce A.40.3 - ANSES, Exposition de la population aux CEM du Linky, juin 2017 - Avis révisé

Quoi qu'il en soit, les mesures réalisées par le CSTB ayant été à ce point faussées, il convient de déterminer autrement le niveau maximal des champs magnétiques chroniques en cause.

**4) Les mesures de l'INERIS 60 fois plus élevées que les mesures du CSTB, soit 12.000 fois le niveau ambiant**

Dans une campagne de mesures de juin 2016, l'institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) avait réalisé des mesures sur site, manifestement sans savoir que l'impédance d'un réseau électrique pour les fréquences en cause et ainsi la présence d'appareils de type chargeurs démultipliaient l'intensité des rayonnements magnétiques dus au "Linky".

L'INERIS a néanmoins procédé à des mesures à une valeur maximale à 0,048 A/m soit **0,06 µT** (la correspondance entre A/M et µT est précisée *infra*, V, A, 3).

Pièce A.39 - INERIS, Direction des risques chroniques, CEM produits par les Linky, juin 2016 (p.19)

Ces niveaux étaient donc 60 fois plus forts que ceux mesurés par le CSTB et il est curieux que celui-ci se soit obstiné à procéder à des mesures, soit à 20 cm d'une rallonge parfaite, soit à 55 cm du tableau électrique, sans caractériser les appareils effectivement branchés *in situ*.

Dès lors, ces niveaux ne sont pas 6.000 fois inférieurs aux indications de l'ICNIRP comme l'ANSES en avait été rassurée mais tout au plus 100 fois inférieurs selon l'INERIS, avec cette particularité d'avoir été mesurés à 20 cm de distance et d'être quasi permanents.

*Les niveaux relevés sur un papier d'ENEDIS sont encore plus élevés.*

**5) Les mesures d'EDF-ENEDIS 260 fois plus élevées que les mesures du CSTB, soit 50.000 fois le niveau ambiant**

Bien que la société ENEDIS semble l'avoir oublié, EDF SA et ERDF SA avaient réalisées en 2015 une étude ayant pour objet de « **caractériser les niveaux des champs électromagnétiques émis par les compteurs intelligents Linky** ».

En dépit des conflits d'intérêts touchant une étude signée EDF et ERDF, celle-ci rapportait néanmoins une valeur maximale de champ magnétique à **0,26 µT**.

Pièce A.36 - ANSES ex AFSSET, Les radiofréquences, 2009 - Avis, Recommandations et point 3.2 du Rapport

Cette valeur était donc 260 fois plus élevée que celle du CSTB sur sa rallonge standard.

Ainsi, les valeurs maximales en cause invocables à ce stade, même mesurées par la partie adverse (0,26 µT), ne sont pas 200 fois supérieures au niveau ambiant comme l'a proposé le CSTB (environ 0,000005 µT *in situ*), mais 50.000 fois supérieures à ce niveau ambiant, et ne demeurent plus que 24 fois inférieures aux indications de l'ICNIRP à ce stade.

Or, dans son avis révisé, c'est-à-dire lorsqu'il a été constaté que la temporalité des expositions était quasi-permanente, l'ANSES s'était en contrepartie justifiée sur un niveau maximal mesuré par le CSTB dit « *très faible* » parce qu'alors « **Toutes configurations de mesure confondues, le niveau maximum de champ magnétique mesuré *in situ* est environ 6 000 fois inférieur à la valeur limite d'exposition réglementaire.** » (second volet).

Pièce A.40.3 - ANSES, Exposition de la population aux CEM du Linky, juin 2017 - Avis révisé

Ce sont ces niveaux que l'ANSES avait retenus lors de la rédaction du rapport de l'ANSES qui avait donné lieu à son avis initial, lorsqu'elle avait été dupée par ENEDIS SA sur une rareté des expositions.

**Les avis de l'ANSES ont donc été trompés et sont fondés sur une mesure manifestement erronée de l'exposition, aussi bien en termes de temporalité qu'en termes de niveau maximal. À la discussion, les demandeurs démontreront avoir le droit de ne pas être**



soumis à une telle expérience du fait d'ENEDIS SA et en l'absence de toute maîtrise de l'environnement électromagnétique.

**6) Le protocole de mesure postérieur de l'ANFR**

Postérieurement, l'ANFR a fait évoluer son protocole de mesure de l'exposition du public pour y inclure la bande entre 9 kHz et 100 khz, soit précisément sur la bande de fréquences commençant juste avant et se terminant juste après les fréquences du "Linky".

Une consultation publique a été ouverte sur la base d'un protocole qui ne définissait pas de conditions utiles aux mesures. Il aurait été étonnant de la part de la société ENEDIS de ne pas fournir à l'ANFR un minimum de données après avoir constaté une telle différence entre ses propres mesures et celles du CSTB.

Pourtant – bien que la société ENEDIS ait conçu le "Linky" pour émettre des courants suffisamment forts pour traverser de grandes longueurs de câbles non conçus pour ce faire, qu'elle connaissait une valeur maximale bien plus forte que celle du CSTB – cette société experte en métrologie s'est contentée de mandater un représentant lequel, bien que qualifié en ingénierie électrique, électronique et communications, a proposé de n'exposer aucune information permettant la réalisation de mesures loyales de l'exposition du consommateur aux nouvelles radiofréquences :

---

**De:** MERIC Laurent <laurent.meric@enedis.fr>  
**Envoyé:** mercredi 28 juin 2017 12:14  
**À:** consultationprotocole  
**Objet:** Consultation protocole de mesure

Bonjour,

Enedis a pris connaissance la consultation sur l'évolution du protocole de mesure des ondes électromagnétiques.

Nous nous félicitons que la bande de fréquence de 9 KHz à 100 KHz ait été intégrée au protocole et permette ainsi l'évaluation des champs électromagnétiques pour les compteurs communicants.

Nous n'avons pas remarque particulière à formuler sur le document mis en consultation.

Bien cordialement,

NB : nous vous prions de nous excuser pour l'envoi tardif de ce message.

ERDF devient  
**enedis**  
L'ELECTRICITE EN RESEAU

**Laurent MERIC**  
Chargé de relations externes  
Enedis - Programme Linky  
34 place des Corolles, 92079 Paris la Défense Cedex  
06 [REDACTED]  
laurent.meric@enedis.fr



Pièce A.52 - Email de félicitations d'ENEDIS SA envoyé à l'ANFR sur le protocole de mesure, 28 juin 2018

**Les manœuvres de la société ENEDIS succomberont au stade de la *Discussion* en ce qui concerne l'*opposabilité* de leurs conséquences.**

## **VIII/ LES PRODUITS ET SERVICES DÉFECTUEUX**

Les demandeurs ont appris par voie de presse qu'un nombre croissant de départs de feu et d'incendies survenaient postérieurement à la pose d'un "Linky". Pour s'en tenir à l'année précédant l'assignation et seulement pour ce qui a été rapporté par la presse, les demandeurs ont constaté environ un évènement par quinzaine :

	Lieu	Date	Chronologie / Précisions	Source	
1	Couteron	17-oct-17	Pétarades, feu propagé depuis le compteur	18-oct-17	La Provence
2	Pamiers	28-oct-17	Fumées, feu propagé du compteur au tableau électrique.	12-juil-18	La Dépêche
3	Bièvres	02-nov-17	Linky posé un mois et demi plus tôt, coupure de courant, flashes lumineux sortant du Linky, incendie.	05-déc-17	Le Parisien
4	Cussay	14-nov-17	Linky posé six mois plus tôt, chaleur, Linky consumé, fumées.	26-déc-17	La Nouvelle République
5	Toulouse	17-nov-17	Fonte du boîtier, explosion, incendie.	27-nov-17	Midi Libre
6	Louveciennes	27-nov-17	Fumée, flammes, compteur consumé.	29-nov-17	Le Parisien
7	Dieulouard	15-janv-18	Intervention poseur, explosion, départ du poseur malgré l'explosion.	05-mai-18	L'Est Républicain
8	Châteauneuf-les-Martigues	20-févr-18	Odeur de brûlé, coupure de courant, fumées, flammes sur le Linky, incendie au RDC, refus de plainte au commissariat.	08-mars-18	Var matin
9	L'Isle-sur-le-Doubs	21-févr-18	Installation Linky l'après-midi, incendie le soir.	22-févr-18	L'Est Républicain
10	Saint Gaudens	24-mars-18	Incendie Linky, mauvais serrage évoqué.	20-avr-18	La Dépêche du Midi
11	Mâcon	10-avr-18	Arc électrique pendant les manipulations du poseur, explosion.	10-avr-18	Mâcon Infos
12	La Rouquette	28-avr-18	Forte odeur de brûlé, mauvais serrage, incendie évité de justesse.	24-mai-18	La Dépêche du Midi
13	Orléans	mai-18	Baisse d'intensité, coupure, compteur brûlé.	16-oct-18	La République du Centre
14	Montreuil	14-mai-18	Installation Linky trois semaines avant, incendie de la maison.	05-juil-18	L'Obs
15	Le Manoir	18-mai-18	Incendie d'une partie de la maison.	28-mai-18	La Dépêche
16	Mamers	14-juin-18	Pose du Linky quelques instants auparavant, flamme, explosion en présence du client et du poseur.	30-juin-18	Le Maine Libre
17	Montauban	17-juin-18	Pétarades, étincelles sous le Linky incendie, propagation au compteur de gaz à côté duquel le Linky avait été posé.	18-juin-18	La Dépêche du Midi
18	Pau	21-juin-18	Disjonctions, odeurs, crépitements, fumée, flamme depuis le Linky.	23-juin-18	Sud Ouest
19	Chein-Dessus	08-juil-18	Disjonctions, fumée.	11-juil-18	La Dépêche
20	St-Pardoux du Breuil	17-juil-18	Pose du Linky une semaine plus tôt, feu.	17-juil-18	Le Républicain
21	Saumur	09-sept-18	Pose récente du Linky, feu.	10-sept-18	Le Courrier de l'Ouest
22	Marseille	02-oct-18	Pose du Linky, feu, étincelles, incendie.	09-oct-18	La Provence
23	Orléans-la-Source	07-oct-18	Linky brûlé.	16-oct-18	La République du Centre
24	Châlette-sur-Loing	13-oct-18	Linky installé 15 jours plus tôt, coupure de courant, pétarades, fumée, feu, incendie.	17-oct-18	La République du Centre
25	Champniers	25-oct-18	Linky installé 20 jours plus tôt, explosion, bouts de Linky retrouvés par terre, pompiers blessés lors de l'intervention.	25-oct-18	Charente Libre
26	Châlette-sur-Loing	9-nov-18	Linky installé trois mois plus tôt, fumée, crépitements, vidéo faite par des passants	10-nov-18	La République du Centre

**Pièce A.53.1 - 26 articles de presse en 2017-2018 sur les incendies survenant après la pose d'un "Linky"**

**Pièce A.53.2 - Vidéo MP4 - Un nouveau compteur électrique et son boîtier Linky en flammes,  
La République du Centre, 10 nov. 2018**

Les demandeurs ont ainsi constaté que les indications des observateurs convergeaient (disjonctions, odeurs de plastique brûlé préalables, fumées, pétarades, etc.) et qu'un certain nombre d'événements avaient lieu peu de temps après la pose du "Linky".

Face au cynisme de la société ENEDIS qui indiquait que le "Linky" « *ne peut pas prendre feu spontanément* » les demandeurs se sont interrogés et ont été contraints d'analyser eux-mêmes les causes, pour découvrir la présence de trois défauts manifestes qui justifieront additionnellement les mesures requises à la discussion.

Certes, ENEDIS SA a aussi fait valoir une note de soutien produite par expert judiciaire, laquelle mérite l'attention du Juge. Toutefois, l'analyse de la substance de cette note confirmera au contraire à quel point l'expert n'a pu nier les problèmes en présence :

- dans ses propos introductifs, l'ingénieur expose à son tour, en dépit de ses compétences et de son expertise en tant qu'ingénieur électricien, que le "Linky" ne communiquerait par CPL « *que quelques secondes par jour, entre minuit et 6 heures du matin* » (p.3) ;
- l'expert présente ensuite les résultats d'une étude de 2014 portant sur la période de mi 2010 à mi 2013, en insistant sur le fait qu'elle était « *antérieure à l'installation généralisée des compteurs Linky* » alors que de par la qualification "généralisée" glissée dans l'assertion, il omet à ce stade les 300.000 "Linky" posés en 2011 pour les expérimentations et leur poursuite (p.3) ;
- en affirmant justement que « *sur les 300 000 compteurs Linky testés en cinq ans (de 2010 à 2015) pendant la phase d'expérimentation, 8 cas d'incendies (ou plutôt départs de feu) ont été recensés par ENEDIS, soit 1 compteur sur 37 500* »
- en extrapolant ce précédent chiffre à « *186 départs de feu au niveau de compteurs Linky/an à l'issue du programme d'installation* », la précision « */an* » divisant par cinq le chiffrage à 933 cas ;
- en proposant, à l'aide d'un *sentiment* non chiffré, d'incriminer plutôt le défaut de serrage que la composition de l'appareil, ainsi en contradiction avec sa propre constatation sur les compteurs électroniques : « *il est vrai que les principales causes de départs de feu au niveau des disjoncteurs de branchement ou des compteurs électroniques (ancienne génération) sont effectivement plus liées à des échauffements résistifs consécutifs à des défauts de connexion (défaut de serrage notamment), qu'à des surchauffes intrinsèques à l'appareillage lui-même* » (p.5) ;
- pour finalement mettre en exergue avoir « *identifié... 0 incendie causé par un départ de feu au niveau d'un compteur Linky* », depuis 2015, mais concéder, au verso de la page, des « *très rares départs de feu au niveau de compteurs Linky* » ; cette rareté non chiffrée étant retenue sur la base d'une triple condition particulièrement restrictive : « *formellement identifiés et reconnus par les installateurs et fournisseurs d'énergie ainsi que par les experts* » (p.5-6).

Pièce A.55 - Note LAVOUE 2 Compteurs Linky et incendies, mai 2018

Pièce A.54 - Note LAVOUE 1 Information sur les incendies d'origine électrique expertisés par LAVOUE

En tout état de cause, à s'en tenir aux indications de l'expert basées sur les seuls événements reconnus par la société ENEDIS dans le cadre de l'expérimentation – le nombre d'événements ainsi prévisibles *a minima* – sauf améliorations qu'ENEDIS ne rapporte pas utilement, et sauf baisse de qualité qui ressortent des circonstances ci-après – ne peut être négligé lorsqu'il s'agit d'une intervention subie sans accord express.

Aussi, à s'en tenir toujours à ces indications, la cause des départs de feu et incendies côté distributeur provient – certes dans des proportions non exposées, mais avec une existence certaine – d'une part d'un **défaut de serrage** lors du remplacement d'un compteur par un "Linky", d'autre part à raison de **surchauffes intrinsèques** à l'appareillage lui-même.

En ce qui concerne les conditions de l'installation, il sera relevé que dès 2011, la Commission de Régulation de l'Énergie avait mis en garde :

La CRE rappelle qu'il est du devoir des poseurs (professionnels de l'électricité) d'informer les clients lorsqu'ils découvrent des installations à risque.

La CRE juge qu'en cas de généralisation, il devra être porté une attention particulière à l'encadrement et à la formation des sociétés retenues pour la pose des compteurs.



[...]

Pièce A.19 - CRE, Dossier d'évaluation du Linky reprenant l'étude CAPGEMINI

Pourtant, la société ENEDIS a recours à des non-professionnels (A) sans organiser certaines opérations de sécurité essentielles (B), alors que le “Linky” comprend un défaut de sécurité (C).

### **A. Le recours fait par ENEDIS SA à des non-professionnels de l'électricité**

Le recours notoire à des non-électriciens est illustré dans une vidéo publicitaire sur les formations dispensées à la demande de la société ENEDIS par la société APAVE :

*« Si le futur employé n'a **aucune** connaissance en électricité, il va commencer par une remise à niveau technique électrique... **de huit jours** [...] ».*

Url : <https://youtu.be/2FUowJ8hc8M?t=129>

Pièce A.27.1 - Publireportage télévisé de la SA APAVE sur les formations “Linky” - Capture d'écran

Pièce A.27.2 - Publireportage télévisé de la SA APAVE sur les formations “Linky” - Vidéo au format MP4

Pourtant, la professionnalisation en électricité ne requiert pas un stage découverte de huit jours mais un certificat d'aptitude professionnelle (CAP), délivré à l'issue d'une formation de haut niveau dispensée sur deux ans, sans préjudice de la qualification supplémentaire requise pour une intervention sous tension.

*Cette absence de qualification fait expliquer certainement pourquoi ENEDIS SA n'organise pas certaines opérations de sécurité essentielles.*

### **B. L'absence de certaines opérations essentielles de sécurité**

Dans son descriptif des prestations de pose, la société ENEDIS, n'a manifestement organisé aucune opération de sécurité quant au contrôle du support du compteur, c'est-à-dire de la platine sur laquelle il est installé.

Elle enseigne même aux poseurs comment réaliser la prestation sur une platine en bois :



Pièce A.28 - ENEDIS, Les prestations de pose des nouveaux compteurs communicants Linky

Pourtant, la norme obligatoire NF C14-100 proscrit ce type d'installation.

Pièce A.56 - Norme NF C14-100, point 9.1

L'absence de vérification des existants et des platines à l'occasion du retrait du compteur et de son remplacement par un “Linky” justifiera d'autant plus les mesures requises à la *Discussion*.

*À ces conditions de pose s'ajoute le défaut de sécurité du “Linky”.*



### **C. Le défaut de sécurité du “Linky”**

Ce sont les propos de l’expert judiciaire précités qui confirmeront le défaut de sécurité :

- « Incendies sur les installations électriques du distributeur – Ces incendies prennent naissance principalement au niveau : [...] - pratiquement jamais au niveau d’un compteur électromécanique (ancienne génération) mais plus fréquemment au niveau des compteurs électroniques (nouvelle génération). » (p.4) ;

Pièce A.55 - Note LAVOUE 2 Compteurs Linky et incendies, mai 2018

En somme, ENEDIS SA organise le remplacement d’un compteur qui n’a pas brûlé ou qui ne brûle pas par un “Linky” qui présente plus fréquemment ce défaut, ceci sans même vérifier si son support ne transformera pas un départ de feu en incendie, tout en faisant appel à des non-professionnels de l’électricité pour réaliser l’installation.

Les faits principaux étant exposés, la procédure sera évoquée avant de passer à une discussion plus succincte.

# PROCÉDURE

## I/ LES MISES EN DEMEURE

Pour ne pas faire le jeu adverse, qui comptait sur le fractionnement d'un contentieux massif en milliers de petits litiges pour asseoir durablement l'inégalité des armes, des mises en demeures conjointes ont été faites.

La société ENEDIS a ainsi été mise en demeure en date du 4 juillet 2018, en vue de parvenir préventivement à une solution amiable conformément à la nouvelle rédaction de l'**article 56 du Code de procédure civile** (1) mais ENEDIS SA privilégiant des actes de justice privés et rapides via des poses forcées n'a pas réagi utilement (2).

### 1) La mise en demeure du 4 juillet 2018

La mise en demeure a été faite au nom de tous les demandeurs figurant sur liste provisoire annexée, en ces termes :

« *En premier lieu, nous vous rappelons que **vous n'avez obtenu l'accord d'aucun des clients concernés** par ces modifications et que nombre d'entre eux vous ont même d'ores-et-déjà expressément notifié leur refus de voir leur installation électrique modifiée.*

*En second lieu, il vous est ici notifié, **au besoin, le refus le plus ferme** pour chacun de nos clients figurant sur la liste provisoire en Annexe I, y compris dans l'hypothèse où vous tenteriez de passer outre leur refus par la violation, notamment, des dispositions ci-après rappelées. [...]* »

Pièce C.2.1 - Mise en demeure récapitulative du 4 juill. 2018 adressée à ENEDIS SA, LR avec AR  
Pièce C.2.2 - Copie de la mise en demeure récapitulative du 4 juill. 2018 à ENEDIS SA, LR avec AR

### 2) L'absence de réaction utile de la société ENEDIS

Dans le cadre des différentes affaires "*Linky*" présentées au pouvoir judiciaire sur le territoire national, à la suite des mises en demeure du 4 juillet 2018, la société ENEDIS a estimé utile de n'adresser une réponse officielle à l'attention des consommateurs que devant certaines juridictions, selon des critères inconnus.

La présente juridiction n'en fait pas partie, aucune réponse officielle n'ayant pu être apportée aux demandeurs à la suite de cette mise en demeure.

## **II/ L'INSTANCE**

### **A. L'assignation à comparaître**

Contraints d'agir en justice, les demandeurs ont assigné ENEDIS SA à comparaître devant le Tribunal de Céans par délivrance à la date mentionnée en en-tête.

### **B. La compétence du Tribunal**

En vue de favoriser une bonne administration de la justice sans renoncer à un besoin essentiel de justice, les demandeurs saisissent une juridiction géographiquement proche.

D'une part, il est apparu raisonnable de ne pas surcharger un seul tribunal central avec une affaire qui aurait alors impliqué la production de plusieurs dizaines de milliers de pages de pièces justificatives.

D'autre part, l'enrôlement local offre la possibilité pour les demandeurs d'assister plus aisément aux audiences pour favoriser ainsi la publicité des débats et, de ce fait, un retour de la transparence.

Telles sont les raisons pour lesquelles les demandeurs ont saisi, comme la loi le prévoit, Madame Monsieur le Président du Tribunal de grande instance (1) territorialement compétent (2).

#### **1) La compétence *ratione materiae***

La juridiction des référés saisie émanant du Tribunal de grande instance, la compétence au fond du même tribunal provoque par principe sa compétence.

Or, les demandeurs agissent à raison de demandes au montant indéterminé, ayant trait à une nullité contractuelle, relativement à un dommage corporel, ou encore visant une obligation de faire ou de ne pas faire sous astreinte.

Ainsi, par application des **articles L. 211-3 et suivants du Code de l'organisation judiciaire**, le Tribunal de grande instance est matériellement compétent.

#### **2) La compétence *ratione loci***

Sont invocables les dispositions de l'**article R. 631-3 du Code de la consommation**, lesquelles permettent la saisine de la juridiction du lieu où demeurerait le consommateur au moment de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable.

Aussi, la détermination de la compétence territoriale se fait en tenant compte, au besoin, de la jurisprudence des gares principales, à raison de l'assignation de l'établissement représentant la société ENEDIS dans cette affaire, lequel est situé dans le ressort du présent Tribunal.

Par ailleurs, l'**article 46 du Code de procédure civile** fonde, au besoin, la compétence territoriale du Tribunal de par la situation, dans son ressort, d'au moins l'un des points de livraison litigieux en cause et dont la liste figure dans l'**annexe I** intégrée aux présentes.

# DISCUSSION

*Les troubles exposés par les demandeurs non seulement ne sont pas sérieusement contestables, mais sont, en outre et à tout le moins, manifestement illicites (I). En tant que de besoin, l'urgence de la cause est qualifiée (II) et les mesures requises sont fondées (III) de même que les dépens (IV).*

## **I/ LES TROUBLES MANIFESTES**

*Parmi les nombreuses violations du droit imputées à la SA ENEDIS dans l'affaire "Linky", les demandeurs s'en sont tenus dans le cadre des référés à exposer celles relatives à la liberté de choix du consommateur (A), aux clauses inopposables et à tout le moins abusives (B), au RGPD (C), à l'ordre public (D), aux défauts (E) et enfin et surtout au droit à la santé (F).*

### **A. La liberté de choix du consommateur**

En matière de liberté de choix du consommateur, la définition des pratiques commerciales et de la subordination de ventes (1) met en lumière les violations commises par ENEDIS SA (2).

#### **1) Pratiques commerciales déloyales et subordination de ventes**

En droit, l'article L.121-1 du Code de la consommation définit ainsi les pratiques déloyales :

« Les pratiques commerciales déloyales sont interdites.

*Une pratique commerciale est déloyale lorsqu'elle est contraire aux exigences de la diligence professionnelle et qu'elle altère ou est susceptible d'altérer de manière substantielle le comportement économique du consommateur normalement informé et raisonnablement attentif et avisé, à l'égard d'un bien ou d'un service. [...]*

*Constituent, en particulier, des pratiques commerciales déloyales les pratiques commerciales trompeuses définies aux articles L. 121-2 à L. 121-4 et les pratiques commerciales agressives définies aux articles L. 121-6 et L. 121-7. »*

Les pratiques trompeuses sont précisées par l'article L.121-2 du même code :

« Une pratique commerciale est trompeuse si elle est commise dans l'une des circonstances suivantes : [...]

*2° Lorsqu'elle repose sur des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur et portant sur l'un ou plusieurs des éléments suivants :*

*a) L'existence, la disponibilité ou la nature du bien ou du service ;*

*b) Les caractéristiques essentielles du bien ou du service, à savoir : ses qualités substantielles, sa composition, ses accessoires, son origine, sa quantité, son mode et sa date de fabrication, les conditions de son utilisation et son aptitude à l'usage, ses propriétés et les résultats attendus de son utilisation, ainsi que les résultats et les principales caractéristiques des tests et contrôles effectués sur le bien ou le service [...]* ».

Ainsi que par l'article L.121-3 :

« Une pratique commerciale est également trompeuse si, compte tenu des limites propres au moyen de communication utilisé et des circonstances qui l'entourent, elle omet, dissimule ou fournit de façon inintelligible, ambiguë ou à contretemps une information substantielle ou lorsqu'elle n'indique pas sa véritable intention commerciale dès lors que celle-ci ne ressort pas déjà du contexte. [...] »

Quant aux pratiques agressives, elles sont définies à l'article L.121-6 du même code :



« Une pratique commerciale est agressive lorsque du fait de sollicitations répétées et insistantes ou de l'usage d'une contrainte physique ou morale, et compte tenu des circonstances qui l'entourent :

1° Elle altère ou est de nature à altérer de manière significative la liberté de choix d'un consommateur ;

2° Elle vicie ou est de nature à vicier le consentement d'un consommateur ;

3° Elle entrave l'exercice des droits contractuels d'un consommateur.

*Afin de déterminer si une pratique commerciale recourt au harcèlement, à la contrainte, y compris la force physique, ou à une influence injustifiée, les éléments suivants sont pris en considération :*

*1° Le moment et l'endroit où la pratique est mise en œuvre, sa nature et sa persistance ;*

*2° Le recours à la menace physique ou verbale ;*

*3° L'exploitation, en connaissance de cause, par le professionnel, de tout malheur ou circonstance particulière d'une gravité propre à altérer le jugement du consommateur, dans le but d'influencer la décision du consommateur à l'égard du produit ;*

*4° Tout obstacle non contractuel important ou disproportionné imposé par le professionnel lorsque le consommateur souhaite faire valoir ses droits contractuels, et notamment celui de mettre fin au contrat ou de changer de produit ou de fournisseur ;*

*5° Toute menace d'action alors que cette action n'est pas légalement possible. »*

Enfin, en ce qui concerne la subordination de ventes, l'article **L.121-11** du même code dispose :

*« Est interdit le fait de refuser à un consommateur la vente d'un produit ou la prestation d'un service, sauf motif légitime ;*

*Est également interdit le fait de subordonner la vente d'un produit à l'achat d'une quantité imposée ou à l'achat concomitant d'un autre produit ou d'un autre service ainsi que de subordonner la prestation d'un service à celle d'un autre service ou à l'achat d'un produit dès lors que cette subordination constitue une pratique commerciale déloyale au sens de l'article L. 121-1. [...] »*

## **2) Violations commises par ENEDIS SA**

La société ENEDIS viole manifestement chacune des dispositions précitées, lesquelles sont d'ordre public (**articles L.132-2,10 et 11 ; L.212- ; R.132-2 du Code de la consommation**).

En effet, les informations rédigées par ENEDIS SA à l'attention du consommateur, à les comparer aux informations exposées ailleurs par la même défenderesse, sont manifestement fausses notamment en ce qui concerne la *nature* et les *caractéristiques* de la chose litigieuse.

D'une part, les fonctionnalités du système litigieux en matière de captation de données, telles que rapportées au consommateur, sont démenties par les fonctionnalités décrites pour le même matériel litigieux, auprès des investisseurs. Ces informations sont encore davantage contredites par la démonstration, filmée, des fonctions de captation de la consommation par appareil que la société ENEDIS a faite toute seule et qu'elle n'a pas utilement contestées, outre le fait qu'elle affirme installer le produit litigieux pour des usages de « *big data, usages domotiques, objets connectés* » soit par un système de ventes liées.

Pièce A.24.1 - Vidéo i-télé - CNews fonctionnalités Linky 01-12-2016 - Capture d'écran de la vidéo

Pièce A.24.2 - Vidéo i-télé - CNews fonctionnalités Linky 01-12-2016 - Vidéo au format MP4

Pièce A.29 - Fiche EDF sur le Linky intitulée « *Les enjeux du big data pour la mise en place des smart-grids* », janv. 2014

Pièce A.30 - Fiche ENEDIS, Linky : le nouveau compteur communicant d'ERDF, nov. 2015

Pièce A.31 - Fiche ENEDIS, le Compteur Linky tout simplement, nov. 2017

D'autre part, s'agissant des *caractéristiques* relatives à la santé, si ENEDIS SA les reconnaît comme essentielles en y attirant nettement l'attention des consommateurs dans ses brochures, c'est néanmoins pour tromper leur appréciation en prétendant, sur la chronicité des expositions qu'elle ne serait que de quelques secondes par jour et que l'ancienneté du système litigieux serait de « *50 ans* », en confondant volontairement le système litigieux avec d'autres courants

porteurs en ligne n'appartenant pas aux fréquences objet des incertitudes l'ANSES, et souffertes pendant une quelques périodes très courtes, à l'inverse des nouvelles radiofréquences proposées par ENEDIS SA à l'intérieur des logements.

La société ENEDIS SA a en outre recours à des pratiques commerciales agressives à raison des sollicitations répétées et insistantes qu'elle commet, outre l'usage de la contrainte morale de par l'emploi d'un vocabulaire relevant du spectre pénal afin d'épouvanter le consommateur pour qu'il obtempère à la pose du produit multifonction litigieux.

**Pièce C.1 - Indications de la société ENEDIS en cas de refus du "Linky"**

**Les pratiques trompeuses et agressives, la subordination de ventes, commises par la société ENEDIS constituent autant de violations manifestes de la liberté de choix du consommateur, laquelle sera rétablie par les mesures ci-après.**

*À cette violation de la liberté de choix du consommateur s'ajoutent des clauses inopposables et à tout le moins abusives.*

## **B. Les clauses abusives**

La réglementation sur les clauses abusives (1) est d'ordre public (2) cependant qu'ENEDIS SA ne prouve ni l'opposabilité (3) ni la licéité des clauses qu'elle évoque (4).

### **1) Définition et caractère d'ordre public**

**L'article L.212-1 du Code de la consommation** définit ainsi les clauses abusives :

*« Dans les contrats conclus entre professionnels et consommateurs, sont abusives les clauses qui ont pour objet ou pour effet de créer, au détriment du consommateur, un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties au contrat.*

*Sans préjudice des règles d'interprétation prévues aux articles 1188, 1189, 1191 et 1192 du code civil, le caractère abusif d'une clause s'apprécie en se référant, au moment de la conclusion du contrat, à toutes les circonstances qui entourent sa conclusion, de même qu'à toutes les autres clauses du contrat. Il s'apprécie également au regard de celles contenues dans un autre contrat lorsque les deux contrats sont juridiquement liés dans leur conclusion ou leur exécution.*

*L'appréciation du caractère abusif des clauses au sens du premier alinéa ne porte ni sur la définition de l'objet principal du contrat ni sur l'adéquation du prix ou de la rémunération au bien vendu ou au service offert pour autant que les clauses soient rédigées de façon claire et compréhensible.*

*Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis de la commission des clauses abusives, détermine des types de clauses qui, eu égard à la gravité des atteintes qu'elles portent à l'équilibre du contrat, doivent être regardées, de manière irréfragable, comme abusives au sens du premier alinéa.*

*Un décret pris dans les mêmes conditions, détermine une liste de clauses présumées abusives ; en cas de litige concernant un contrat comportant une telle clause, le professionnel doit apporter la preuve du caractère non abusif de la clause litigieuse.*

*Ces dispositions sont applicables quels que soient la forme ou le support du contrat. Il en est ainsi notamment des bons de commande, factures, bons de garantie, bordereaux ou bons de livraison, billets ou tickets, contenant des stipulations négociées librement ou non ou des références à des conditions générales préétablies. »*

### **2) Caractère d'ordre public**

**L'article L.212-3 du code de la consommation** dispose expressément que les dispositions précitées sont d'ordre public.

### 3) L'absence de preuve de clauses opposables

Après avoir longuement prétendu que l'obligation pour le consommateur de souffrir les produits et services litigieux résulterait de la réglementation européenne voire française, la société ENEDIS a ressenti toute seule le besoin de se baser finalement sur un mécanisme contractuel, ainsi que cela ressort de certaines de ses lettres ou encore de ses déclarations devant l'OPECST, là où son représentant indique, après avoir répondu qu'il « *n'existe pas de procédure de refus d'installation d'un compteur Linky* », à un internaute qui demandait s'il pouvait refuser "Linky" :

*« lorsque le compteur est accessible, nous le changeons dans le cadre des responsabilités qui sont les nôtres, telles que **signifiées dans les conditions générales de vente** »*

Pièce A.32 - OPECST, 14 déc. 2017, intervention du Directeur du programme Linky d'ENEDIS (p.19, §1)

Mais ENEDIS SA ne prouve ici, ni l'opposabilité, ni le contenu des « *conditions générales de vente* » qu'elle visait dans cette réponse à un internaute devant l'Office Parlementaire.

Le contenu de ces clauses serait en tout état de clause illicite.

### 4) Le caractère abusif des clauses évoquées par ENEDIS SA

À s'en tenir aux déclarations précitées, on comprendrait qu'aux yeux de la société ENEDIS, le "Linky" et les nouveaux courant porteurs en ligne seraient finalement obligatoires pour le consommateur à raison de clauses ressortant « *des conditions générales de vente* ».

Pièce A.32 - OPECST, 14 déc. 2017, intervention du Directeur du programme Linky d'ENEDIS

Toutefois, même à supposer ces clauses opposables et déterminées dans leur contenu, lequel viserait alors à forcer le consommateur à subir la pose du capteur suréquipé litigieux et l'ajout des nouvelles radiofréquences dans le circuit électrique privatif dont il jouit, le déséquilibre significatif qui en résulterait pour le consommateur ne pourrait qu'être jugé manifestement illicite.

*À ces pratiques se surajoute une violation manifeste du RGPD.*

## **C. La violation du RGPD**

Le Règlement général sur la protection des données est applicable depuis son entrée en vigueur au 25 mai 2018 aux faits de la cause (1) mais ses dispositions essentielles (2) sont violées par la société ENEDIS (3).

### **1) Applicabilité du Règlement**

Le RGPD en tant que règlement de l'Union bénéficie du principe de primauté et la CNIL le dit d'ailleurs applicable aux faits relatifs au “Linky”, notamment en matière de consentement.

Décision CNIL du 24 octobre 2018 en clôture de la décision n°MED-2018-007 du 5 mars 2018

### **2) Dispositions essentielles du Règlement**

Le RGPD définit à son article 4 (1) les “**données à caractère personnel**” comme :

*« toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable », étant « réputée être une “personne physique identifiable” une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, [...] ».*

Il précise au point (2) du même article que la notion de “**traitement**” inclut, entre autres, la seule « *collecte* » ou « *enregistrement* » :

*« toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction ; »*

Le “**profilage**” y est défini au point (4) comme :

*« toute forme de traitement automatisé de données à caractère personnel consistant à utiliser ces données à caractère personnel pour évaluer certains aspects personnels relatifs à une personne physique, notamment pour analyser ou prédire des éléments concernant le rendement au travail, la situation économique, la santé, les préférences personnelles, les intérêts, la fiabilité, le comportement, la localisation ou les déplacements de cette personne physique ; »*

Pour ajouter au point (11) que le “**consentement de la personne concernée**” se définit comme :

*« toute manifestation de volonté, libre, spécifique, éclairée et univoque par laquelle la personne concernée accepte, par une déclaration ou par un acte positif clair, que des données à caractère personnel la concernant fassent l'objet d'un traitement ; »*

Les “**Principes relatifs au traitement des données à caractère personnel**” sont nets (art. 5) :

*« 1. Les données à caractère personnel doivent être :*

*a) traitées de manière licite, loyale et transparente au regard de la personne concernée (licéité, loyauté, transparence) ;*

*b) collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités ; le traitement ultérieur à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques n'est pas considéré, conformément à l'article 89, paragraphe 1, comme incompatible avec les finalités initiales (limitation des finalités) ;*

*c) adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (minimisation des données) ;*

*d) exactes et, si nécessaire, tenues à jour ; toutes les mesures raisonnables doivent être prises pour que les données à caractère personnel qui sont inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder (exactitude) ;*



*e) conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées; les données à caractère personnel peuvent être conservées pour des durées plus longues dans la mesure où elles seront traitées exclusivement à des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques conformément à l'article 89, paragraphe 1, pour autant que soient mises en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées requises par le présent règlement afin de garantir les droits et libertés de la personne concernée (limitation de la conservation);*

*f) traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données à caractère personnel, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle, à l'aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées (intégrité et confidentialité);*

*2. Le responsable du traitement est responsable du respect du paragraphe 1 et est en mesure de démontrer que celui-ci est respecté (responsabilité). »*

Aussi, à son **article 9**, le RGPD protège encore davantage certaines “**catégories particulières**” de données personnelles sensibles :

*« 1. Le traitement des données à caractère personnel qui révèle l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, [...] des données concernant la santé [...] d'une personne physique sont interdits. [...] »*

Enfin, les dispositions du RGPD sont impératives (**art. 99**).

*La société ENEDIS qui a conçu le “Linky” comme une antithèse à la protection du consommateur viole manifestement le RGPD.*

### **3) Violations essentielles commises par ENEDIS SA**

En premier lieu, non seulement la société ENEDIS ne démontre pas respecter un seul des principes de *loyauté*, de *transparence* et de *finalité déterminée* alors que la charge de la preuve lui en incombe par application de l’art. 5 (2) précité, mais en outre c’est de la violation manifeste de chacun de ces principes que les faits rapportés à la présente instance démontrent, que ce soit à raison des indications faites par la société ENEDIS aux investisseurs ou encore à raison de l’installation d’un matériel reprogrammé par elle en permanence et en toute opacité.

Ensuite, l’appareil litigieux enregistrant *par défaut* des données détaillées, une déclaration ou acte positif clair ne peut pas être retenu au soutien des prétentions d’ENEDIS SA, comme l’exige le RGPD en matière de consentement.

En outre, si la société ENEDIS reconnaît que le traitement litigieux requiert consentement en exposant que les données personnelles « *ne seront pas communiquées à des tiers sans l'accord du client* », cette société ne recueille cependant pas ledit accord auprès des bonnes personnes physiques identifiées et identifiables. En effet, les données litigieuses étant référencées dans le temps et vis-à-vis d’une localisation bien précise, elles concernent bien plus que le seul titulaire du contrat, lequel n’entend pas assister ENEDIS SA à la commission de la faute ici en cause.

**Pièce A.16 - Lettre d’information “ENEDIS et vous”, n°26 juin 2016**

En dernier lieu, les traitements mis en œuvre par le “Linky” vont au-delà des seules heures de lever et de coucher et révèlent en outre des données relatives à des états pathologiques ou encore à des opinions politiques.

Il ne s’agit là que d’exemples simplifiés alors qu’une investigation massive des données a été confiée aux dires d’ENEDIS à des experts appelés “*data scientists*” ainsi qu’à des outils informatiques avancés, notamment sous les termes de “*vision 360 du client*” et de “*fouille d’opinion*”.

**Il est donc nécessaire de contraindre la société ENEDIS à ne pas commettre les traitements mis en œuvre du fait de l'installation du système litigieux.**

*La société ENEDIS, poursuit en outre un but contraire à l'ordre public économique.*

#### **D. La violation de l'ordre public économique**

L'ordre public économique européen et interne (1) est manifestement violé par la société ENEDIS SA le marché de la donnée (2).

##### **1) L'ordre public économique européen et interne**

Eu égard aux violations manifestes rapportées, on rappellera les seules dispositions essentielles.

**L'article 101 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) dispose à cet effet :**

« 1. Sont incompatibles avec le marché intérieur et interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre États membres et qui ont pour objet ou pour effet **d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du marché intérieur**, et notamment ceux qui consistent à :

- a) fixer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction,
- b) limiter ou contrôler la production, les débouchés, le développement technique ou les investissements,
- c) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement,
- d) appliquer, à l'égard de partenaires commerciaux, des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,
- e) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

2. Les accords ou décisions interdits en vertu du présent article sont **nuls de plein droit**.

3. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 peuvent être déclarées inapplicables :

- à tout accord ou catégorie d'accords entre entreprises,
- à toute décision ou catégorie de décisions d'associations d'entreprises et
- à toute pratique concertée ou catégorie de pratiques concertées

qui contribuent à améliorer la production ou la distribution des produits ou à promouvoir le progrès technique ou économique, tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte, et sans :

- a) imposer aux entreprises intéressées des restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre ces objectifs,
- b) donner à des entreprises la possibilité, pour une partie substantielle des produits en cause, d'éliminer la concurrence. »

**L'article 102 du TFUE ajoute l'abus de position dominante :**

« Est incompatible avec le marché intérieur et interdit, dans la mesure où le commerce entre États membres est susceptible d'en être affecté, le fait pour une ou plusieurs entreprises **d'exploiter de façon abusive une position dominante** sur le marché intérieur ou dans une partie substantielle de celui-ci.

Ces pratiques abusives peuvent notamment consister à :

- a) imposer de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction non équitables,
- b) limiter la production, les débouchés ou le développement technique au préjudice des consommateurs,
- c) appliquer à l'égard de partenaires commerciaux des conditions inégales à des prestations équivalentes, en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,
- d) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats. »

En outre, en droit interne, l'article **L.420-1 du Code de commerce** dispose :

*« Sont prohibées même par l'intermédiaire direct ou indirect d'une société du groupe implantée hors de France, lorsqu'elles ont pour objet ou peuvent avoir pour effet **d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché**, les actions concertées, conventions, ententes expresses ou tacites ou coalitions, notamment lorsqu'elles tendent à :*

*1° Limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises ;*

*2° Faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ;*

*3° Limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ;*

*4° Répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement. »*

L'article **L.420-2 du même code** ajoute également :

*« Est prohibée, dans les conditions prévues à l'article L. 420-1, l'exploitation abusive par une entreprise ou un groupe d'entreprises **d'une position dominante sur le marché** intérieur ou une partie substantielle de celui-ci. Ces abus peuvent notamment consister en refus de vente, en ventes liées ou en conditions de vente discriminatoires ainsi que dans la rupture de relations commerciales établies, au seul motif que le partenaire refuse de se soumettre à des conditions commerciales injustifiées.*

*Est en outre prohibée, dès lors qu'elle est susceptible d'affecter le fonctionnement ou la structure de la concurrence, l'exploitation abusive par une entreprise ou un groupe d'entreprises de l'état de dépendance économique dans lequel se trouve à son égard une entreprise cliente ou fournisseur. Ces abus peuvent notamment consister en refus de vente, en ventes liées, en pratiques discriminatoires visées au I de l'article L. 442-6 ou en accords de gamme. ».*

L'article **L. 420-3 du même Code de commerce** confirme que ces dispositions sont d'ordre public.

## **2) Les violations commises sur le marché des données**

La société ENEDIS viole manifestement ces dispositions, notamment sur le marché des données.

Avec le matériel litigieux, que la société ENEDIS SA a doté de fonctionnalités supplémentaires au-delà des textes, notamment en matière de « *Big Data, usages domotiques, objets connectés* », ce système étant « *coûteux pour le consommateur mais avantageux pour Enedis* » (Pièce A.9 - Cour des comptes, Rapport public annuel 2018, Tome I, Chapitre 2) cette société abuse de sa position dominante et poursuit un but portant atteinte au jeu de la concurrence.

À ce propos, le Président-Directeur Général d'EDF reconnaissait déjà cette intention d'évincer d'autres acteurs de marché en cause : « *Il faut que l'on sache **faire de Linky une arme anti Gafa*** »<sup>25</sup>, en concédant dans le contexte de crise du "Linky" : « *mais c'est mal parti* ».

Pièce A.7 - Colloque UFE 2017, Indications du P.-D.G. du groupe EDF sur "Linky" retranscrites par CONTEXTE SAS et diffusées par CAPGEMINI <<https://twitter.com/contexteenergie/status/938010663678595074>>

La Directrice du numérique d'ENEDIS SA, elle-même Directrice de l'organisation professionnelle "AGENCE ORE", confirme à l'interrogation cette pratique visant à empêcher le positionnement d'autres acteurs légitimement intéressés par le marché concerné.

Pièce A.6.2 - Colloque UFE 2017, Table ronde chaîne de valeur - Vidéo au format 3GP (à partir de 44 :30)

Quant au Directeur Général Délégué de la société **DIRECT ÉNERGIE**, il expose même, en outre, les empiètements déjà commis par la société ENEDIS SA non pas seulement au préjudice des "GAFA" ou des consommateurs, mais des fournisseurs :

**Fabien CHONE**

Cela me paraît une très bonne initiative. On attend des distributeurs un rôle de **facilitateur du marché**. En revanche, on n'attend pas qu'ils empiètent sur le champ concurrentiel. Je voyais ce matin une publicité d'Enedis, qui se vante de proposer aux clients un **coaching des consommateurs**, en s'appuyant sur les **données de consommation**. Cela ne nous semble pas être le rôle de cet acteur, qui dispose du monopole de comptage.

Pièce A.5 - Colloque UFE 2017, *Demain ne sera pas comme hier, il sera nouveau et dépendra de nous....*, Tables rondes chaîne de valeur et cybersécurité (p.7)

<sup>25</sup> **GAFA** : Acronyme désignant les sociétés du type "Google", "Apple", "Facebook", "Amazon", etc.

**Les violations manifestes de l'ordre public économique européen et interne de par le but poursuivi par ENEDIS SA sont constitutifs de troubles manifestement illicites qu'il convient de faire cesser immédiatement.**

*C'était sans compter sur la défectuosité additionnelle des produits et services en cause.*

## **E. Les défectuosités**

Les demandeurs, qui ne se contentent pas de rapporter des incendies relatés par la presse à la suite de la pose des appareils litigieux, rapportent au contraire des éléments circonstanciés démontrant des défauts manifestes imputables aux produits et services litigieux.

### **1) Les services défectueux**

En effet, s'agissant des conditions dans lesquelles ENEDIS SA organise la pose du "Linky", les demandeurs rapportent que cette société fait appel à des non-professionnels de l'électricité. Certes, la société ENEDIS s'assure que ces personnes n'ayant aucune connaissance en électricité bénéficient d'une remise à niveau de huit jours. Toutefois, ENEDIS SA ne démontre pas, avec le sérieux qui s'impose en référé face à l'évidence ainsi constatée, comment cette formation si brève permettrait aux poseurs d'accomplir dans le cadre des prestations de pose qu'elle organise l'obligation de conseil, laquelle requiert habituellement une formation de plus de deux ans, *« alors que tout entrepreneur est tenu d'un devoir de conseil qui s'étend notamment aux risques présentés par la réalisation de l'ouvrage envisagé, eu égard, en particulier, à la qualité des "existants" sur lesquels il intervient »* (Cass., 3<sup>ème</sup> civ., 15 déc. 1993, n° 92-14001).

Pièce A.27.1 - Publireportage télévisé de la SA APAVE sur les formations "Linky" - Capture d'écran

Pièce A.27.2 - Publireportage télévisé de la SA APAVE sur les formations "Linky" – Vidéo au format MP4

De même la société ENEDIS, ne prouve pas avec le sérieux nécessaire comment les non-professionnels auxquels elle fait appel pour poser le "Linky" peuvent accomplir l'ensemble des gestes techniques de l'électricien en toute sécurité pour les clients et présenter l'habilitation requise pour effectuer un travail sous tension, alors que d'une part ces compétences requièrent la formation de type CAP d'une durée de deux ans outre l'expérience requise, et que d'autre part l'expert judiciaire dont l'attestation est produite aux débats démontre que les causes des départs de feu en la matière *« sont effectivement plus liées à des échauffements résistifs consécutifs à des défauts de connexion (défaut de serrage notamment) »*.

Pièce A.55 - Note LAVOUE 2 Compteurs Linky et incendies, mai 2018

Pièce A.54 - Note LAVOUE 1 Information sur les incendies d'origine électrique expertisés par LAVOUE

En outre, les demandeurs démontrent que la société ENEDIS SA fait manifestement procéder au remplacement des compteurs sans que soit appliquée entièrement la norme obligatoire NF C14-100, laquelle implique non seulement le contrôle des existants y compris la platine support du compteur remplacé, qu'elle ne fournit d'ailleurs aucune platine incombustible dans le cadre de ces poses, cependant qu'elle montre même dans sa brochure sur les prestations de pose du "Linky" l'installation sur un support inflammable en bois. La pose du matériel litigieux organisée par la société ENEDIS au préjudice des demandeurs sera donc jugée manifestement illicite à hauteur de référé.

Pièce A.28 - ENEDIS, Les prestations de pose des nouveaux compteurs communicants Linky

### **2) Les défauts intrinsèques au "Linky"**

Enfin, les demandeurs prouvent par la même note d'expert judiciaire que, s'agissant des défauts intrinsèques du produit, les départs de feu côté distributeur lorsqu'ils impliquent les "compteurs" prennent naissance *« pratiquement jamais au niveau d'un compteur électromécanique (ancienne génération) mais plus fréquemment au niveau des compteurs électroniques (nouvelle génération) »*. Il sera donc jugé d'autant plus manifestement illicite le fait de faire procéder en l'absence de toute demande expresse au remplacement



d'un compteur électromécanique connu pour ne pas provoquer de départ de feu, ou un compteur électronique qui n'en n'a pas provoqué après son installation, par le produit litigieux.

Pièce A.55 - Note LAVOUE 2 Compteurs Linky et incendies, mai 2018

Pièce A.54 - Note LAVOUE 1 Information sur les incendies d'origine électrique expertisés par LAVOUE

*Ces produits et services défectueux sont imposés par ENEDIS SA avec la violation additionnelle du droit au respect de la santé.*

## **F. Le droit au respect de la santé**

### **1) Le principe de précaution**

Le principe constitutionnel de précaution résultant de l'intégration en 2005 de la Charte de l'environnement de 2004 à la constitution figure également, notamment, aux **articles 191 du TFUE** et **L.110-1 du Code de l'environnement** lequel dispose :

*« Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable ; »*

Par ailleurs, le juge constitutionnel français a déduit de l'**alinéa 11 du Préambule de la Constitution de 1946**, qui reconnaît le droit de chacun à voir sa santé protégée, le principe constitutionnel de protection de la santé publique.

C. const., n° 90-283 DC, 8 janv. 1991, Loi relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme (considérants 14 s.)

Ce droit à la protection de la santé s'impose à la société ENEDIS qui ne peut passer outre en invoquant la liberté du commerce et de l'industrie pour justifier des atteintes qu'elle commet, cette liberté n'étant ni générale ni absolue.

C. const., n° 90-283 DC, 8 janv. 1991, Loi relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme (considérants 14 s.)

### **2) La violation du principe de précaution**

S'agissant du droit au respect de la santé, si la société ENEDIS a notamment entendu opposer aux consommateurs le contenu de deux avis de l'ANSES, cette agence y expose pourtant un avis particulièrement réservé sur les fréquences litigieuses en mentionnant que *« les conclusions du rapport de l'Agence publié en 2009 (Afsset, 2009b) sont toujours d'actualité : "Peu d'études expérimentales et épidémiologiques sont disponibles concernant les effets des champs électromagnétiques des fréquences [utilisées par le CPL] sur la santé. L'analyse [des] études [disponibles] ne permet pas de conclure définitivement quant à l'existence ou non d'effet délétère lié à des expositions aux radiofréquences dans la bande 9 kHz – 10 MHz à des niveaux non thermiques" »*, pour conclure notamment que *« compte tenu d'incertitudes sur les effets sanitaires pour les fréquences mises en œuvre, l'Agence appelle à poursuivre l'étude de ces effets potentiels dans la gamme de fréquences autour du kilohertz. »*, ces incertitudes ayant été dès l'origine spécialement motivées par l'Agence : *« En raison de l'accroissement de l'exposition au rayonnement dans cette bande de fréquences, il est important d'entreprendre de nouvelles études, et ceci particulièrement pour des expositions chroniques de faibles puissances permettant de confirmer la bonne adéquation des valeurs limites. On note également quelques publications mentionnant des effets sur des systèmes cellulaires en division, qui mériteraient d'être poursuivies. Eu égard au faible nombre de données, il persiste une zone d'incertitude qui empêche de proposer des conclusions définitives. Il apparaît donc nécessaire de réaliser des études épidémiologiques et des recherches in vitro et in vivo, dans cette bande de fréquences, portant en particulier sur la reproduction et le système nerveux. »*

En présence de telles incertitudes sur des expositions même en-deçà des seuils réglementaires, les avis de l'ANSES qui s'étaient fondés sur une exposition dite très faible, d'abord en termes

de temporalité, puis en termes de niveau maximal des champs magnétiques ne peuvent être opposés dans leur substance aux demandeurs par ENEDIS SA.

En effet, s'agissant de la *temporalité* des expositions, la société ENEDIS qui décrivait une exposition aux radiofréquences litigieuse de seulement quelques secondes par jour a été nettement démentie par les relevés opérés sur le terrain et produits aux débats lesquels démontrent, si ce n'est une exposition permanente, une exposition à tout le moins quasi permanente.

Pièce A.41 - CSTB, Rapport sur les expositions dues au "Linky", janv. 2017

S'agissant du *niveau* maximal d'exposition dont ENEDIS a invoqué le bénéfice et qui a été qualifiée par l'Agence dans son nouvel avis de « *très faible* » parce que « *6 000 fois inférieur à la valeur limite d'exposition réglementaire* », il est manifestement contredit par les éléments exposés par les demandeurs.

En effet, d'une part, ceux-ci apportent la preuve que les mesures terrain proposées par le CSTB ont manifestement été opérées sur un circuit de type "idéal" (rallonge courte aux fils serrés, torsadés, et desservant tout plus quatre chargeurs), sans commune mesure avec la configuration réelle du circuit électrique d'un habitat normal (présence de nombreux fils espacés, non torsadés, de nombreux appareils électriques, cela étant connu pour provoquer une augmentation très importante des rayonnements litigieux), la preuve étant par ailleurs rapportée que la société ENEDIS a conçu le système litigieux avec la capacité d'émettre des courants porteurs encore plus forts que ceux retenus par le CSTB dans les conditions idéales de mesure organisées.

D'autre part, les demandeurs rapportent la preuve que le niveau maximal des expositions aux champs magnétiques litigieux subis dans l'habitat est d'au moins 60 fois (selon les mesures INERIS) à 260 fois (selon les mesures ENEDIS) plus élevé que le niveau maximal exposé par le CSTB à la conviction de l'ANSES lorsque la rareté des expositions s'était avérée fausse. Or, le nouvel avis de l'ANSES était basé sur des expositions très faibles pour être 6.000 fois inférieur à ladite norme, laquelle ne protège d'ailleurs que des effets instantanés et pour laquelle l'ANSES expose elle-même ses incertitudes.

**B.1 Résolution 1815 (2011) adoptée par la Commission Permanente agissant au nom de l'Assemblée Parlementaire**

En outre, les conditions des mesures réalisées par le CSTB ont même amené l'Agence à recommander de « *réaliser des mesures additionnelles sur des dispositifs électriques utilisés très proches du corps humain* » et de « *réaliser des simulations en considérant des situations de pire cas* », ce qui n'a pas été fait avant la poursuite des actes litigieux commis par ENEDIS SA.

En présence d'indications frauduleuses et alors que la fraude corrompt tout, cette société ne peut donc contester avec le sérieux requis la violation manifeste du principe de précaution exposée par les demandeurs, alors que la résolution 1815 (2011) du Conseil de l'Union Européenne prévoit justement que le principe de précaution devrait s'appliquer lorsque l'évaluation scientifique ne permet pas de déterminer le risque avec suffisamment de certitude.

Surabondamment, sur le plan de la santé *psychologique*, les avis invoqués par ENEDIS SA reconnaissent comme difficilement acceptable le fait d'imposer « *une source de menace venant de l'intérieur du chez-soi* », le contrôle sur l'espace privé apparaissant « *comme une dimension essentielle du bien-être et donc de la santé* » ce pour quoi cette étude rappelle que la prise en compte des refus était apparue à l'étranger « *comme un levier de restauration du contrôle sur l'espace privé et, en matière d'outil de gestion de crise, comme un moyen possible de résoudre le conflit* » (p.5, §3).

Pièce A.40.2 - ANSES, Exposition de la population aux CEM du Linky, déc. 2016 - Avis initial

Pièce A.40.3 - ANSES, Exposition de la population aux CEM du Linky, juin 2017 - Avis révisé

Ainsi, les certitudes reconnues quant à l'existence du risque sanitaire que la société ENEDIS entend faire courir aux demandeurs de par l'ajout des nouveaux courants porteurs en ligne dans le circuit électrique de leur habitation, auquel s'ajoute surabondamment un dommage moral certain, ceci avant tout jugement au fond qui serait rendu entre les parties en présence, nécessite par conséquent le prononcé des mesures provisoires de protection contre le produit défectueux et les troubles de voisinage qui en résultent.

### **3) Le risque de dommage imminent – personnes électrohypersensibles**

En outre, les demandeurs, déjà devenus électrohypersensibles, rapportent une preuve suffisante de cette atteinte à hauteur de référé par la production d'un certificat médical sur leur état de santé. Au besoin, lorsque ces personnes ne sont pas elles-mêmes mentionnées sur le point de livraison litigieux, elles apportent la preuve du lien avec les personnes mentionnées.

Pièces D.EN.\*.4 - Etat de santé  
Pièces D.EN.\*.5 - Liens demandeurs

S'agissant de la question de l'électrohypersensibilité, si l'ANSES, dans les conclusions de son rapport de mars 2018, met en avant la complexité de l'électrohypersensibilité pour retenir ensuite qu'il n'existerait pas encore de preuve expérimentale « *solide* » permettant d'établir un lien de causalité entre l'exposition et les symptômes, elle reconnaît néanmoins la réalité des symptômes vécus par les personnes touchées, ainsi que l'atteinte d'une part importante de la population, à hauteur de cinq pourcents environ.

Pièce A.42 - ANSES, Electrohypersensibilité, mars 2018 - Avis et extraits de l'annexe 2 du rapport

En outre, la doctrine scientifique indépendante reconnaît le lien de cause à effet entre expositions aux champs électromagnétiques, dont celles dues aux compteurs dits intelligents, et les symptômes soufferts par les personnes devenues électrohypersensibles.

Pièce A.43.1 - Traduction libre - Effets sanitaires thermiques et non thermiques  
des rayonnements non ionisants : un état des lieux international

Pièce A.43.2 - Effets sanitaires thermiques et non thermiques  
des rayonnements non ionisants : un état des lieux international

Dès lors, outre la violation du principe de précaution déjà exposée, les personnes électrohypersensibles, dont la preuve de l'état de santé est rapportée par certificat médical, subissent additionnellement un risque manifeste de dommage imminent à raison du produit défectueux et des troubles de voisinage commis par ENEDIS SA.

## **III/ L'URGENCE, POUR LES MESURES QUI LA REQUIÈRENT**

L'urgence résulte d'abord de la rapidité et de la gravité des actes pris ainsi que des faits commis par la défenderesse, avant qu'il soit statué au fond sur le présent différend.

En effet, les demandeurs prouvent, pour chacun des points de livraison litigieux, l'organisation par ENEDIS SA, non seulement de la pose de l'appareil litigieux, mais aussi de l'ajout des nouveaux courants porteurs en ligne, selon un calendrier et des méthodes qui ne permettraient pas à la Justice de rendre à temps et sereinement sa décision au fond dans la présente affaire.

Pièces D.\*.3 – Preuves de pose

Aussi, l'interprétation extensive faite par ENEDIS SA des textes qu'elle invoque en vue de sanctionner le consommateur par une pose forcée et un ajout forcé des radiofréquences litigieuses dans son habitat ne saurait constituer une contestation sérieuse et devra faire l'objet d'une discussion au fond.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où, au fond, ENEDIS SA ne parviendrait pas à justifier du bienfondé de cette interprétation extensive qu'elle oppose et dans laquelle les troubles manifestes exposés par les demandeurs ne succomberaient pas tous, des mesures devraient être prononcées sur de nombreux points de livraison en présence d'un coût important, étant ajouté que la société ENEDIS est notoirement connue pour précipiter la destruction des compteurs robustes, avant épuisement des contentieux en cours.

En outre, les pratiques employées par la société ENEDIS pour épouvanter le consommateur via l'usage d'un vocabulaire de registre pénal nécessite des mesures urgentes de protection.

#### **Pièce C.1 - Lettres de la société ENEDIS en cas de refus du "Linky"**

Enfin, le droit au respect de la santé ne permet pas à ENEDIS SA d'infliger les radiofréquences litigieuses dans l'habitat des demandeurs avant qu'il ne soit statué au fond en raison de la nature des risques en cause portant sur la santé humaine.

Là encore, l'urgence découle de la gravité des atteintes et de la disproportion entre l'objectif réel poursuivi par ENEDIS SA – assurer l'extension de sa position dominante sur la distribution d'énergie au nouveau marché de la donnée personnelle – et les gains minimes prétendus pour le consommateur. Autrement dit, l'urgence découle du maintien de l'intégrité de la personne humaine qui ne doit pas souffrir les conséquences des intérêts de cette société commerciale.

**L'urgence est donc justifiée, pour celles des mesures requises qui ne pourraient être fondées que sur l'article 808 du Code de procédure civile.**

#### **IV/ LES MESURES REQUISES**

L'article 808 du Code de procédure civile prévoit que « *Dans tous les cas d'urgence, le président du tribunal de grande instance peut ordonner en référé toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend.* » alors qu'aux termes de l'article 809 al. 1<sup>er</sup> « *Le président peut toujours, même en présence d'une contestation sérieuse, prescrire en référé les mesures conservatoires ou de remise en état qui s'imposent, soit pour prévenir un dommage imminent, soit pour faire cesser un trouble manifestement illicite.* ».

De première part, en application de l'article 808 du Code de procédure civile, sont demandées les mesures préventives justifiées par l'existence du présent différend, en l'absence de toute contestation sérieuse, la liste de ces mesures étant intégrées à la présente discussion par référence expresse la proposition de dispositif figurant en fin d'acte.

De seconde part, en application de l'article 809 alinéa premier du Code de procédure civile, y compris dans l'hypothèse impossible où la justification de l'urgence ne serait pas retenue, sont requises les mesures conservatoires et autant que de besoin les mesures de remise en état qui s'imposent, lesquelles sont également intégrées aux présents moyens par référence expresse au dispositif proposé à Madame Monsieur le Président en fin d'acte.

#### **V/ LES DÉPENS ET FRAIS IRRÉPÉTIBLES**

La question des frais irrépétibles est réservée à ce stade.

Par ailleurs, la société ENEDIS sera condamnée aux entiers dépens.



# PAR CES MOTIFS

*Vu notamment les articles 808 et 809 du Code de procédure civile ;*

## **PLAISE À MME M. LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE :**

*[au titres des mesures fondées sur l'article 808 du CPC]*

- **D'ENJOINDRE à la SA ENEDIS de communiquer aux demandeurs les catégories d'informations ci-après, sous astreinte de 500 Euros par jour de retard, par catégorie d'information et par personne demanderesse, passé 15 jours à compter de l'ordonnance à intervenir :**
  - la liste précise de toutes les données que le "Linky" est en capacité de communiquer en plus des données de consommation ;
  - la liste précise de toutes les données que le "Linky" est en capacité de communiquer lors des interrogations par le concentrateur ;
  - la liste précise de tous les capteurs compris dans le "Linky", avec notamment leurs références standardisées et leurs caractéristiques principales ;
  - la fréquence par seconde à laquelle le composant le plus précis du "Linky" échantillonne la consommation électrique et la manière dont sont traitées les données issues de cet échantillonnage ;
  - la liste précise de toutes les mémoires vives et mortes incluses dans le "Linky", notamment leurs références standardisées et leurs caractéristiques principales dont leurs vitesses en bits par seconde et leurs capacités en octets ;
  - la liste précise des tous les départs de feu qu'ils aient donné lieu à un incendie ou non, survenus depuis le 1<sup>er</sup> mars 2010 sur un point de livraison disposant d'un "Linky" et/ou en amont et/ou en aval, avec l'indication, pour chaque événement :
    - du lieu et de sa date,
    - de la date de pose du "Linky",
    - de la date et de la nature de la dernière intervention du distributeur ou d'un tiers mandaté par lui,
    - de l'état des composants du "Linky" après l'évènement, en précisant le type de détériorations subies dont notamment l'explosion,
    - de la composition de la platine support sur laquelle le "Linky" était installé,
    - des causes et de leurs justifications telles que rapportées par le client,
    - des causes et de leurs justifications telles que rapportées par tout témoin,
    - des causes et de leurs justifications telles que rapportées par le fournisseur,
    - des causes et de leurs justifications telles que rapportées par le distributeur,
    - des causes et de leurs justifications telles que rapportées par l'expert,
    - de l'emplacement et des conditions de garde du "Linky" en cause ;
  - le détail des mesures techniques prises pour prévenir, à l'intérieur du "Linky", toute élévation de température, tout arc électrique et tout rayonnement pouvant causer un danger ;
  - la description précise de toutes les modifications matérielles et logicielles apportées au "Linky" depuis le 1<sup>er</sup> mars 2010 pour prévenir de nouveaux départs de feu ou incendies ;
  - le nombre total de platines support incombustibles installées concomitamment à la pose d'un "Linky" depuis le 1<sup>er</sup> mars 2010 ;
  - la police d'assurance souscrite par ENEDIS SA auprès d'une compagnie d'assurance pour garantir les risques liés au déploiement du "Linky" ;
  - la description précise des plus anciens logiciels ayant été implantés dans le "Linky" et notamment de toutes leurs fonctions ;
  - l'historique précis de toutes les modifications faites sur les logiciels destinés au "Linky" ainsi que sur leurs fonctions ;
  - la description précise des plus récents logiciels développés pour le "Linky" et notamment de toutes leurs fonctions ;
  - la description précise des logiciels programmés, envisagés ou étudiés pour le "Linky" pour les cinq prochaines années et notamment de toutes leurs fonctions ;

- la description précise de la partie métrologie du “Linky” dont le volet matériel et le volet logiciel, y compris la fréquence à laquelle la consommation est prélevée ainsi que le détail de tous les procédés matériels et/ou logiciels appliqués aux prélèvements ;
- la description précise de la partie modem CPL du “Linky”, notamment les références standardisées de ses composants et leurs caractéristiques principales dont leur puissance maximale en Ampères et en Volts, ainsi que la description précise du type de signaux générés ;
- la liste précise et exhaustive de toutes les normes :
  - auxquelles le “Linky” est certifié conforme par un organisme certificateur ainsi que l’identité de ces organismes, ainsi que les points de discussion survenus sur le respect desdites normes ;
  - auxquelles le “Linky” est prétendu conforme par ENEDIS SA, ainsi que les points de discussion survenus sur le respect desdites normes ;
  - auxquelles le “Linky” devait être mis en conformité mais n’a pu l’être ou n’a finalement plus visé la norme, ainsi que les raisons exactes des disqualifications ;
- les conditions essentielles de chacune des conventions passées depuis 2005 avec ou en présence de l’une ou plusieurs des entités “CAPGEMINI CONSULTING”, “CAPGEMINI FRANCE”, “CAPGEMINI”, “CAPGEMINI SERVICES”, “EDF”, “AGENCE ORE”, et ayant un lien avec le “Linky” et/ou avec les données issues du système “Linky”.

*[au titre des mesures fondées sur l’article 808, subsidiairement article 809 alinéa 1<sup>er</sup> du CPC]*

- **D’ENJOINDRE à la SA ENEDIS, sous astreinte de 500 Euros par jour de retard et par point de livraison, passé 15 jours à compter de l’ordonnance à intervenir :**
  - De faire remplacer tout “Linky”, et autre appareil assimilé ou assimilable à raison de ses caractéristiques, posé sur tout point de livraison figurant à la liste ci-après, par un compteur simple et sûr, par l’intervention d’un électricien professionnel et qualifié pour une intervention sous tension, en respectant notamment la norme NF C14-100 ;
  - De n’installer aucun appareil dit “Linky” ou autre appareil assimilé ou assimilable à raison de ses caractéristiques ;
  - De délivrer une électricité exempte de tout courant porteur en ligne de type “Linky” notamment dans les fréquences comprises entre 35 KHz et 95 KHz, y compris en provenance du voisinage des points de livraison objet du différend ;
  - De ne réclamer, faire réclamer, recouvrer, faire recouvrer, ou encore bénéficier, y compris par l’intermédiaire d’un tiers, d’aucune somme, autre que les sommes déjà dues au titre de la TURPE, consécutivement au refus de l’installation de l’appareil litigieux, au refus des nouveaux courants porteurs en ligne ou encore à la réalisation de la relève habituelle, nonobstant tout acte contraire dans l’attente d’un règlement du litige au fond ;
  - D’enjoindre à ENEDIS SA le rétablissement de la délivrance du courant sur les points de livraison litigieux, par l’intervention sur place d’un électricien professionnel et qualifié pour ce faire, autant de fois qu’il serait interrompu consécutivement au refus de l’installation de l’appareil litigieux, au refus des nouveaux courants porteurs en ligne ;
- **De DIRE chacune de ces mesures applicables au bénéfice des personnes et points de livraison ci-après listés ;**
- **De CONDAMNER ENEDIS SA aux entiers dépens en ce compris les frais d’huissiers, dont distraction au profit de Me Arnaud DURAND par application de l’article 699 du Code de procédure civile.**

SOUS TOUTES RÉSERVES  
ET CE SERA JUSTICE

[illegible]

Me Arnaud Durand – Me Christophe Lèguevaques p. 79/81 Citoyens c. ENEDIS SA, TGI ....., GEN-ASS

# LISTE DES PIÈCES

- A.1 - Kbis de la société ENEDIS ex ERDF (3 pages)
- A.2 - EDF, extraits du Document de référence 2017 (6 pages)
- A.3 - Histoire d'ENEDIS SA sur <<https://www.enedis.fr/histoire>> (2 pages)
- A.4 - Définition du point de livraison sur <<https://www.enedis.fr/glossaire/P/Point%20de%20livraison>> (1 page)
- A.5 - Colloque UFE 2017, Demain ne sera pas comme hier, il sera nouveau et dépendra de nous..., Tables rondes chaîne de valeur et cybersécurité (12 pages)
- A.6.1 - Colloque UFE 2017, Table ronde chaîne de valeur - Capture d'écran (1 page)
- A.6.2 - Colloque UFE 2017, Table ronde chaîne de valeur - Vidéo au format 3GP
- A.7 - Colloque UFE 2017, Indications du P.-D.G. du groupe EDF sur "Linky" retranscrites par CONTEXTE SAS et diffusées par CAPGEMINI <<https://twitter.com/contexteenergie/status/938010663678595074>> (1 page)
- A.8 - Cahiers CNIL IP n°5 La plateforme d'une ville, La ville liquide (15 pages)
- A.9 - Cour des comptes, Rapport public annuel 2018, Tome I, Chapitre 2 (13 pages)
- A.10 - CV de M. Roger GENET sur linkedin.com (4 pages)
- A.11 - Audition par l'OPECST du Directeur général de l'ANSES, 22 févr. 2018 (12 pages)
- A.12.1 - Intervention du Directeur de l'ANSES, CDD Ass. Nat., 11 juillet 2017 - Capture d'écran (1 page)
- A.12.2 - Intervention du Directeur de l'ANSES, CDD Ass. Nat., 11 juillet 2017 - Vidéo au format MP4
- A.13 - Article des cahiers du Bâtiment sur le Président du CSTB, Faire du bâtiment un lieu d'innovation permanent (1 page)
- A.14 - Lettre d'information "ERDF et vous – Et l'électricité vient à vous", n°08 avril-mai 2011 (4 pages)
- A.15 - Lettre d'information "ERDF et vous", n°24 février 2016 (2 pages)
- A.16 - Lettre d'information "ENEDIS et vous", n°26 juin 2016 (4 pages)
- A.17 - Constat d'huissier en ligne sur <[google.fr](https://www.google.fr)> et <[capgemini.com](https://www.capgemini.com)> le 18 oct. 2018 (28 pages)
- A.18.1 - Liens capitalistiques (actionnaires et participations directes) de la société CAPGEMINI (3 pages)
- A.18.2 - Liens capitalistiques (actionnaires et participations directes) de la société CAPGEMINI FRANCE (1 page)
- A.18.3 - Liens capitalistiques (actionnaires) de la société CAPGEMINI CONSULTING (1 page)
- A.18.4 - Liens capitalistiques (actionnaires) de la société CAPGEMINI SERVICE (1 page)
- A.19 - CRE, Dossier d'évaluation du Linky reprenant l'étude CAPGEMINI (28 pages)
- A.20 - Étude technico-économique du projet de comptage évolué d'EDF Systèmes Électriques Insulaires (EDF SEI), contexte et synthèse des résultats (8 pages)
- A.21 - Article Journal du Net, 11 juill. 2016, Enedis est un opérateur big data qui gèrera bientôt 35 millions de capteurs (3 pages)
- A.22.1 - Vidéo RMC Bourdin Direct 1er avril 2017 - Capture d'écran (1 page)
- A.22.2 - Vidéo RMC Bourdin Direct 1er avril 2017 - Vidéo au format MP4
- A.23.1 - Vidéo LCP Ass. Nat. 23 févr. 2017 - Capture d'écran de la vidéo (1 page)
- A.23.2 - Vidéo LCP Ass. Nat. 23 févr. 2017 - Vidéo au format MP4
- A.24.1 - Vidéo i-télé - CNews fonctionnalités Linky 01-12-2016 - Capture d'écran de la vidéo (1 page)
- A.24.2 - Vidéo i-télé - CNews fonctionnalités Linky 01-12-2016 - Vidéo au format MP4
- A.25.1 - Intervention du Président du Directoire d'ENEDIS SA sur RTL le 15 juin 2018 – Capture d'écran (1 page)
- A.25.2 - Intervention du Président du Directoire d'ENEDIS SA sur RTL le 15 juin 2018 – Vidéo au format MP4
- A.26.1 - RMC, 1er Vice-Pr. OPECST, 15 déc. 2017, On a un certain nombre d'utilisateurs des compteurs Linky qui se plaignent de vertiges - Capture de l'article (1 page)
- A.26.2 - RMC, 1er Vice-Pr. OPECST, 15 déc. 2017, On a un certain nombre d'utilisateurs des compteurs Linky qui se plaignent de vertiges - Vidéo
- A.27.1 - Publiportage télévisé de la SA APAVE sur les formations "Linky" - Capture d'écran (1 page)
- A.27.2 - Publiportage télévisé de la SA APAVE sur les formations "Linky" – Vidéo au format MP4
- A.28 - ENEDIS, Les prestations de pose des nouveaux compteurs communicants Linky (30 pages)
- A.29 - Fiche EDF sur le Linky intitulée "Les enjeux du big data pour la mise en place des smart-grids", janv. 2014 (10 pages)
- A.30 - Fiche ENEDIS, Linky : le nouveau compteur communicant d'ERDF, nov. 2015 (5 pages)
- A.31 - Fiche ENEDIS, le Compteur Linky tout simplement, nov. 2017 (2 pages)
- A.32 - OPECST, 14 déc. 2017, intervention du Directeur du programme Linky d'ENEDIS (7 pages)
- A.33 - Extrait du manuel Electromagnétisme, Ondes et propagations guidées, éd. Dunod, 2017 (1 page)
- A.34.1 - Traduction libre de l'article "Where business begins, Robust PLC made easy" (2 pages)
- A.34.2 - Article "Where business begins, Robust PLC made easy" (2 pages)
- A.35 - Traduction française de l'article de l'ICNIRP de 1994, INRS 2001 (29 pages)
- A.36 - ANSES ex AFSSET, Les radiofréquences, 2009 - Avis, Recommandations et point 3.2 du Rapport (25 pages)
- A.37 - ANSES, Exposition aux radiofréquences et santé des enfants, 2009 - Avis (18 pages)
- A.38 - ANSES ex AFSSET, Effets sanitaires des champs électromagnétiques extrêmement basses fréquences, 2010, point Lignes de transport et de distribution d'électricité (3 pages)
- A.39 - INERIS, Direction des risques chroniques, CEM produits par les Linky, juin 2016 (14 pages)
- A.40.1 - ANSES, Rapport du Comité Agents physiques, oct. 2016, nouvelles technologies et grands aménagements, point 6 Données sur l'exposition aux Linky (23 pages)
- A.40.2 - ANSES, Exposition de la population aux CEM du Linky, déc. 2016 - Avis initial (18 pages)
- A.40.3 - ANSES, Exposition de la population aux CEM du Linky, juin 2017 - Avis révisé (19 pages)
- A.41 - CSTB, Rapport sur les expositions dues au "Linky", janv. 2017 (23 pages)
- A.42 - ANSES, Electrohypersensibilité, mars 2018 - Avis et extraits de l'annexe 2 du rapport (23 pages)
- A.43.1 - Traduction libre - Effets sanitaires thermiques et non thermiques des rayonnements non ionisants : un état des lieux international (16 pages)
- A.43.2 - Effets sanitaires thermiques et non thermiques des rayonnements non ionisants : un état des lieux international (16 pages)



A.44 - Exemple de fils électriques torsadés sur le réseau électrique basse tension (photographie) (1 page)  
A.45 - Thèse Étude et analyse de l'environnement électromagnétique des réseaux domestiques en vue de l'amélioration des systèmes CPL, Hassina Chaouche, Polytechnique Nantes, Chapitres 1, 2 et Conclusion (40 pages)  
A.46 - Mesure de l'écartement des conducteurs d'une rallonge électrique standard (1 page)  
A.47 - Vue en coupe d'une rallonge électrique standard montrant la torsade de ses fils (1 page)  
A.48 - Communiqué de l'ANFR du 30 mai 2016 en faveur d'ENEDIS SA sur la rareté et le faible niveau des expositions dues aux nouveaux CPL du Linky (1 page)  
A.49 - ENEDIS, communiqué de presse 9 questions sur Linky pour démêler le vrai du faux (5 pages)  
A.50 - ENEDIS, note du 1er juin 2017 à l'ANSES sur le rapport du CSTB (4 pages)  
A.51 - ENEDIS, Dossier de presse juill. 2015, Le compteur Linky, Un outil au service de la Transition Energétique (8 pages)  
A.52 - Email de félicitations d'ENEDIS SA envoyé à l'ANFR sur le protocole de mesure, 28 juin 2018 (1 page)  
A.53.1 - 26 articles de presse en 2017-2018 sur les incendies survenant après la pose d'un "Linky" (35 pages)  
A.53.2 - Vidéo MP4 - Un nouveau compteur électrique et son boîtier Linky en flammes, La République du Centre, 10 nov. 2018  
A.54 - Note LAVOUE 1 Information sur les incendies d'origine électrique expertisés par LAVOUE (3 pages)  
A.55 - Note LAVOUE 2 Compteurs Linky et incendies, mai 2018 (7 pages)  
A.56 - Norme NF C14-100, point 9.1 (3 pages)  
A.57 - EDF, Pr. Lefèvre, 1983, Les applications de l'électricité au domaine de la médecine et sur les études d'environnement électromagnétiques (19 pages)  
A.58 - FIEE, Memorandum, Effet des rayonnements électromagnétiques sur le corps humain, oct. 1994 (5 pages)  
A.59 - ENEDIS, Spécification de la couche physique CPL G3 (23 pages)  
A.60 - CRE, délibération du 7 juill. 2011 (6 pages)

B.1 Résolution 1815 (2011) adoptée par la Commission Permanente agissant au nom de l'Assemblée Parlementaire (3 pages)  
B.2 Décret 2002-775 (4 pages)  
B.3 Décision CNIL n°2018-007 du 5 mars 2018 (6 pages)  
B.4 Décision CNIL du 24 octobre 2018 en clôture de la décision n°MED-2018-007 du 5 mars 2018 (1 page)

C.0 - Cahiers de doléances (XXX pages)

C.1 - Lettres de la société ENEDIS en cas de refus du "Linky" (XX pages)

C.2.1 - Mise en demeure récapitulative du 4 juill. 2018 adressée à ENEDIS SA, LR avec AR (12 pages)

C.2.2 - Copie de la mise en demeure récapitulative du 4 juill. 2018 à ENEDIS SA, LR avec AR (5 pages)

[REDACTED]

[REDACTED]

[...]